

L'anecdote est un peu « *tarte à la crème* », mais elle a la vie dure : que les médias français aient besoin de **FIXEURS** pour se rendre en « *banlieue* » – tout comme c'est nécessaire sur le théâtre lointain des conflits irakiens ou syriens – dit l'étendue de leur méconnaissance du **TERRAIN**. Une fois sur place, entre autres réjouissances, les journalistes constatent souvent l'extrême **DÉFIANCE** des habitants à leur égard. Au nombre de vingt-deux et en quelques semaines, les étudiants de la 90^e promotion de l'ESJ Lille n'ont pas pu renverser la tendance. Mais ils ont fait d'autres constats et de très belles **RENCONTRES**, dans ces « *beaux quartiers* » qu'ils ont explorés, à Marseille, Bruxelles, Madrid ou Roubaix. Leur petit secret ? Se lester des clichés et écouter, parfois même participer et, pour tout dire, **S'ENGAGER**. En somme, avancer avec un point de vue. Ils ne nous donnent pas de leçons. Ils disent juste ça comme ça.

Corinne VANMERRIS, directrice des études de l'ESJ Lille

S O M M A I R

QUI SUIS-JE ?



EN IMMERSION

AJACCIO

✓ 14-19

Une journée – presque – comme les autres aux Jardins de l'Empereur

MOLENBEEK

✓ 23-29

Ce qui se cache aussi derrière le « Molenbeekistan »

MANCHESTER

✓ 32-39

Des briques, de la musique et du foot : dans la fabrique du Mancunien

ET AUSSI

LE RAP A-T-IL PERDU SES ESPRITS ?

✓ 20-22

CUISINER CONTRE LA PRÉCARITÉ

✓ 30-31

ENTRETIEN AVEC ALAIN BERTHO

✓ 40-41

QUE FAIS-JE ?



EN IMMERSION

MONTPELLIER

✓ 44-49

Au Petit-Bard, la lutte des oubliés de la rénovation urbaine

STOCKHOLM

✓ 52-59

L'entrepreneuriat social au pays des start-up : bienvenue à Husby

ET AUSSI

VIES DE QUARTIER :

TROIS COUPLES

RACONTENT LILLE-SUD

✓ 50-51

L'EMPOWERMENT DANS LE MONDE

✓ 60-61

OÙ VAIS-JE ?



EN IMMERSION

MARSEILLE

✓ 64-73

Dans un quotidien fait de galères, à quoi rêvent les filles de la Castellane ?

ROUBAIX

✓ 76-81

À l'âge de l'innocence : une semaine en classe avec les CE1-CE2 de l'école primaire Gambetta

ET AUSSI

MÉTIER : PROF DANS LES QUARTIERS NORD

✓ 74-75

ROMAN DE BANLIEUE

✓ 82-83

COMMENT JE RÉSISTE ?



EN IMMERSION

AUBERVILLIERS

✓ 86-93

La politique analysée devant un café

BOBIGNY

✓ 94-99

Au tribunal de grande instance, la justice entre routine et résignation

MADRID

✓ 100-105

Vallecas, quartier en lutte

ET ENFIN

LEXIQUE DES QUARTIERS

✓ 6-8

ENTRETIEN

AVEC RACHID SANTAKI

✓ 9-11

LES MÉDIAS

ET LES QUARTIERS

✓ 106-109

TOURS AU FUTUR

✓ 110-112

Dans les quartiers

Par Sirine AZOUAOUI et Xavier THOMANN

Au Petit-Bard de Montpellier, la rénovation urbaine lancée en 2005 n'est pas encore achevée. Les façades décrépies attendent des jours meilleurs. Les camions de chantier poursuivent leurs allées et venues dans les rues où le bitume a disparu depuis longtemps. Les habitants sont attachés à leur quartier mais ils sont aussi nombreux à vouloir partir, lassés du chantier et du délabrement. Le Petit-Bard n'est pas vraiment un « *beau quartier* ».

Le titre de notre revue est pleinement assumé. Il n'allait pas de soi. Il a fait débat. La rédaction était divisée. Il a fallu voter, un consensus a fini par émerger.

Beaux quartiers donc, comme une forme de provocation pertinente. Le contre-pied est pleinement assumé. C'est un parti pris, celui de faire découvrir les quartiers populaires autrement. Un titre étonnant pour un regard renouvelé. Il traduit notre volonté de voir autrement.

LE PARADOXE DES QUARTIERS

Le thème des quartiers populaires a soulevé beaucoup de questions au sein de notre rédaction. Tout le monde était enthousiaste, mais personne n'était d'accord. Qu'est-ce qu'un quartier populaire ? Comment aborder ce sujet sans tomber dans les écueils attendus et habituels ? Comment traiter ce sujet sans parler exclusivement de délinquance ou des initiatives associatives ?

Contrairement à des pans entiers de la société, les quartiers populaires sont loin d'être absents des médias. C'est là un véritable paradoxe. Lors de nos reportages, il n'était pas rare de croiser des gens rompus à l'exercice médiatique et à la communication. Sans aller jusque-là, beaucoup avaient une expérience des médias d'une manière ou d'une autre. Une expérience largement négative. Pas sûr qu'il en aurait été ainsi dans une banlieue pavillonnaire ou un village auvergnat. À Molenbeek, les journalistes sont des personnages familiers des habitants. La tension et l'incompréhension vis-à-vis des reporters sont une réalité – l'un des articles de cette revue relève quelques-unes des réactions rencontrées. Pourquoi ?

SYSTÈME D

On peut y voir de la colère et de la déception à l'encontre d'une certaine façon de pratiquer le journalisme. Prendre un Thalys pour Bruxelles, puis le métro pour Molenbeek, discuter rapidement avec les habitants croisés au hasard des rues, écrire son article, tout cela dans la même journée. Le meilleur moyen en effet de passer à côté de la spécificité et la complexité d'une situation, de répéter ce qui a déjà été dit et de s'accrocher au prêt-à-penser.

Être honnête et prendre son temps furent les deux mots d'ordre. Prendre le temps de retourner plusieurs fois au même endroit, d'effectuer de longs entretiens ou de s'attarder sur des détails qu'on n'utilisera pas dans nos papiers. Une semaine favorise l'empathie et la proximité. Le plus dur aura finalement été de prendre le recul nécessaire pour produire une analyse de l'expérience vécue.



Depuis 2005, les quartiers ont changé. Dans son interview, l'écrivain Rachid Santaki confirme ce que d'autres ont formulé sur le terrain. Les espoirs militants des années 1980 ne sont plus qu'un souvenir. Les idéaux politiques ont fait long feu, remplacés par une culture du système D, comme débrouille, comme défiance aussi envers les institutions. Les esprits aussi ont changé. Les quartiers étaient massivement à gauche, ils sont aujourd'hui empreints de cette même lassitude qui parcourt le pays. Et la jeunesse rêve de réussite ailleurs, aux États-Unis par exemple. Nos reportages à l'étranger sont autant de contrepoints qui mettent en lumière cette particularité française.

NOTRE DÉMARCHE

L'unité de la revue est à trouver du côté de la démarche qui l'anime. Nous avons voulu décrire la diversité des quartiers populaires. Ces derniers ne forment pas un bloc monolithique. Il existe une pluralité de quartiers populaires : des petites maisons ouvrières en briques rouges de Manchester, aux immeubles jaunes de cinq étages sur les hauteurs d'Ajaccio, en passant par la vue sur mer de la cité de La Castellane à Marseille.

Si les banlieues rouges ont largement disparu en région parisienne, elles sont encore et plus que jamais d'actualité à Vallecas. À La Castellane, les revendications politiques sont absentes des rêves des jeunes filles que nous avons rencontrées tandis qu'à Aubervilliers des habitants engagés rêvent d'un exercice du pouvoir différent. D'un quartier à l'autre, la vie est souvent différente. ●

Les quartiers en mots

Quels mots viennent à l'esprit quand on parle de quartiers populaires ?

Fabien Truong, sociologue et ex-professeur en Seine-Saint-Denis,
décode le vocabulaire souvent associé aux banlieues dans les médias.

CITÉ
DEAL

« Il y a bien des vendeurs de shit en bas des tours à Aubervilliers, mais il faut regarder les flux. Ce ne sont jamais les mêmes jeunes. C'est un business pour gagner sa vie, avoir un statut, mais on s'arrête quand on trouve un emploi, sa place dans la société. Il faut aussi se demander à qui ils vendent ? À des gens qui habitent Paris, très souvent le 16°. C'est un circuit économique, qui prouve d'ailleurs que les quartiers populaires ne sont pas des ghettos ! »

Shit

VIOLENCE

CULTURE

« Dans les quartiers populaires comme dans tous les espaces où la jeunesse est concentrée, il y a création culturelle et créativité. On le voit à travers le rap par exemple, mais il faut mettre un bémol. On a tendance à penser "culture de banlieue", comme une culture propre. C'est un schéma dans lequel on enferme les jeunes de quartiers populaires. On pense Zidane, Jamel Debbouze, Booba ou Omar Sy... On pense que vous savez raper, jouer au foot ou danser. On fait comme si ce sont des qualités naturelles. C'est assez faux. Il y a beaucoup de rapports à la culture qui ne relèvent pas spécifiquement de la banlieue, des choses plus liées à une génération qu'à un lieu. »

Vivant

Insécurité

CASQUETTE

INSTITUTIONS

« Les rapports aux institutions sont nombreux et ambivalents. On a souvent l'impression que, dans les quartiers populaires, la présence étatique est très faible, que les institutions ont disparu. À l'image du ghetto noir américain... Or, dans les quartiers populaires, l'État est encore présent. Par contre, du côté des institutions comme des habitants, il y a des incompréhensions car il y a dans leurs rapports à la fois du besoin, du rejet et de la stigmatisation. »

Force

Lutte

ÉTAT

Sport

TOUR

ÉCHEC SCOLAIRE

Diversité

« L'idée d'une défiance face à l'école est assez fautive. Il y a, en fait, beaucoup d'incompréhension. On interprète par exemple certains comportements comme du je-m'en-foutisme, alors qu'ils témoignent d'un désespoir lié au fait qu'on voudrait faire partie d'un système mais qu'on ne sait pas comment faire. À 15 ans, ce n'est pas étonnant de s'exprimer avec des pratiques d'affront.

L'autre problème, c'est qu'on ne voit pas les trajectoires de réussite. Elles existent et quand on regarde par rapport au point de départ, c'est l'histoire de la méritocratie française, le roman national de l'ascension par l'école, mais le regard sur ces jeunes s'est tellement durci... Quand ils deviennent étudiants, ils ont l'impression d'avoir réussi. Et en même temps, ils doivent découvrir des codes qu'ils n'ont pas complètement, ainsi qu'une forme de violence sociale. Ils se sentent illégitimes. D'autant qu'ils ont un idéal très conformiste et très français. »

Stigmatisation

Défavorisés

CLASH

FIERTÉ

« Le sentiment de fierté, d'appartenance à la banlieue est très ambivalent. Ça dépend des trajectoires. À certains moments, dans certains endroits, une fierté s'exprime. À d'autres, on veut la cacher. Par contre, ce qui est sûr, c'est qu'il y a une fierté à être français. Quand des jeunes de banlieue quittent la France pour voyager, qu'est-ce qui émerge ? Le fait qu'ils sont perçus par les autres comme des Français, et qu'ils se sentent français, alors qu'en France, cet attribut leur est souvent refusé. C'est le cas par exemple quand des journalistes qu'ils n'ont jamais vus viennent leur demander : "Est-ce que vous vous sentez français ?" Si on pose la question, c'est qu'on suppose qu'ils ne le sont pas complètement. Quand ils se déplacent, face à des Espagnols ou des Coréens, la question de la légitimité ne se pose plus. Ils sont fiers de se présenter comme français. »

BANLIEUE
RAP

Gentrification

IMMIGRATION

CHÔMAGE
PAUVRETÉ
HLM

ÉMEUTES

« Les émeutes ont tout changé dans la perception des quartiers populaires. À partir de 2005, il faut se rendre compte des images qui ont circulé, tourné en boucle : des voitures brûlées, des flammes, des jeunes à capuche... Ça forge les imaginaires. Le terme de banlieue est devenu un stigmate international. Ça a accentué l'idée d'un espace dangereux et a durci le regard porté sur la jeunesse. Très peu de gens ont vu les émeutes comme un mouvement politique. »

COMMUNAUTARISME

Abstention

INSOUMISSION

ISOLEMENT

CHÔMAGE

MIXITÉ

Bruit

FOOTBALL

DÉLINQUANCE

« Le terme renvoie à la délinquance juvénile des garçons occupant l'espace public. Effectivement, dans les quartiers populaires, il y a plus de garçons entre 15 et 25 ans qui traînent dans la rue tard le soir, et qui peuvent potentiellement pratiquer des activités délictueuses. Mais il faut faire attention au chiffre noir. La délinquance, par nature, est cachée. Donc, quand on parle de taux, ça ne veut rien dire. Personne ne peut dire que la délinquance augmente. Intellectuellement, c'est une fraude. C'est la délinquance constatée qui augmente. Tout cela est lié à la politique du chiffre. La délinquance juvénile a été inscrite à l'agenda politique par Nicolas Sarkozy qui a mis des moyens en œuvre pour pouvoir dire qu'il traitait le problème. »

Associations

COMMERCES

GHETTO

« C'est un mot-valise qui renvoie à beaucoup d'impensés, une façon de plaquer une image, qui ne correspond pas, sur une réalité. Le ghetto renvoie à la situation des Juifs au XVI^e siècle, notamment à Venise. La société ne veut pas d'eux, mais en a besoin car ils travaillent l'argent. C'est une façon pratique d'avoir à côté de soi des gens dont la présence est indésirable. C'est un peu pareil avec le ghetto noir américain dans les années 1950 et 1960. En France, on n'est pas dans cette situation. Les quartiers fonctionnent en relation avec les centres-villes. Regardez la ligne 13 le matin ! Donc, qu'est-ce qu'on entend derrière ce mot ? Ça renvoie à l'idée d'un lieu dont on ne sortirait pas et où on ne rentrerait pas, un lieu qui fonctionnerait en autarcie, un lieu excentré du reste de la société. C'est une façon d'altérer une population, de dépendre une sorte d'anti-France. »

Rénovation urbaine

Créatif

HABITANTS

« Les habitants des quartiers populaires ont une chose en commun : le regard qu'on porte sur eux, la stigmatisation. Ils se positionnent par rapport à ça. C'est ce que j'appelle la condition banlieusarde. Le fait de devoir faire face à ce regard. Au-delà de ce ressenti en commun, il y a des réalités très différentes. Même quand on vient du même quartier, du même milieu social, il y a de nombreuses configurations familiales. Avoir des frères ou sœurs qui ont fait des études par exemple, ça fait une grande différence. Il faut aussi rappeler qu'aujourd'hui, les classes populaires sont très fragmentées. La fierté de classe a peu à peu disparu. Et contrairement à l'idée qu'on se fait de la banlieue, c'est souvent un lieu de passage. On ne peut donc pas parler des "habitants des quartiers populaires" comme s'il s'agissait d'un groupe social homogène. »

Survêt

POLICE

« Le problème des policiers dans les quartiers populaires est qu'ils ont l'impression d'aller dans le ghetto, dans l'anti-France, pour chopper des caïds. En réalité, par rapport aux images dont ils ont été abreuvés, c'est relativement calme. Les policiers s'emmerdent un peu. Mais il faut faire du chiffre. Donc il y a deux techniques : les contrôles d'identité et arrêter les shiteux. Dans les deux cas, c'est un taux d'élucidation à 100 % en quelques minutes. »

AUTHENTIQUE

ÉNERGIQUE

Propos recueillis
par Charlotte BELAICH

CONQUÉRANT

RADICALISATION

VINDICATIF



© Tomas ABUZ

« Les personnages de banlieue ont toujours des **seconds rôles** »

Rachid Santaki a eu plusieurs vies. Natif de Saint-Onen en Seine-Saint-Denis, Rachid Santaki a été tour à tour journaliste, scénariste, éducateur sportif et entrepreneur. Aujourd'hui, ses polars sombres et efficaces ont conquis la critique. Il intervient également en milieu carcéral et organise de grandes dictées urbaines. Celui qu'on surnomme le « Victor Hugo du ghetto » nous livre sa vision et son analyse de la jeunesse des quartiers populaires.

Quelle est la représentation la plus fréquente des jeunes des quartiers populaires ?

Dans l'opinion publique, venir d'un quartier popu-

laire, c'est forcément avoir un handicap social. On pense délinquance, chômage, etc. D'ailleurs, dans la fiction française, les personnages qui viennent de banlieue ont toujours cette image... et occupent toujours des seconds rôles.

Quel est l'impact de cette image sur la construction des jeunes ?

De ce que je vois, à Strasbourg par exemple, où je travaille en maison d'arrêt avec beaucoup de jeunes de quartiers, c'est qu'ils pensent eux-mêmes avoir un handicap. Du fait du regard des gens, ils s'auto-

excluent. Mais c'est un handicap dans leur tête seulement... un ghetto mental.

Un ghetto mental, c'est-à-dire ?

Pendant dix ans, les quartiers populaires ont été rénovés. On a détruit les grandes barres, fait des petits immeubles sexy, sympas, comme on en voit à Saint-

Nicolas Sarkozy a fait basculer les quartiers à droite.

Denis ou dans les Yvelines. À Nancy, par exemple, la plus grande barre d'Europe a été coupée. On a fait des scissions pour construire plusieurs immeubles. Ça a dématérialisé la banlieue, mais on n'a pas émancipé les habitants. Les gens ont toujours des difficultés, le chômage n'a pas reculé. On fait des trucs à taille humaine, OK, c'est une bonne chose. Mais ça ne suffit pas. Il faut permettre l'émancipation sociale. Même si ton immeuble a été refait, si tu n'as pas d'argent, tu ne peux pas évoluer. Chez les jeunes en particulier, on remarque cet isolement. Ils ne sortent pas de leur univers. C'est même visible physiquement : quand tu bouges, c'est avec tes potes. Le groupe, ça te renforce, certes, mais c'est aussi une forme d'enfermement, un manque de curiosité.

Quels sont les modèles des jeunes dans les quartiers populaires ? Vous évoquez les rappeurs et les footballeurs...

Ce sont les premiers modèles. Ils sont souvent liés à la réussite financière. Ce qui plaît aux jeunes ce sont les voitures, l'oseille... C'est ce que représentent pour eux les rappeurs et les footballeurs. C'est une constante. À un moment, dans les quartiers, Christophe Rocancourt [NDLR : célèbre escroc, connu pour ses arnaques du Tout-Hollywood], était une figure ! Pourquoi ? Parce qu'il avait fait de l'argent, escroqué des gens.

Qu'est-ce que cela traduit ?

Pour les jeunes, la réussite se traduit par l'argent. Pas par l'épanouissement. Au collège ou en maison d'arrêt,

quand on fait des interventions, la première question qu'on te pose c'est : « *Combien tu gagnes ? Est-ce que ça paye ?* » Il faut détourner ça. Je réponds en leur demandant : « *Tes parents, ils gagnent bien ? Non ? Et c'est des gens bien ? Ben voilà.* »

Vous parlez de l'idéologie capitaliste qui a imprégné les quartiers populaires...

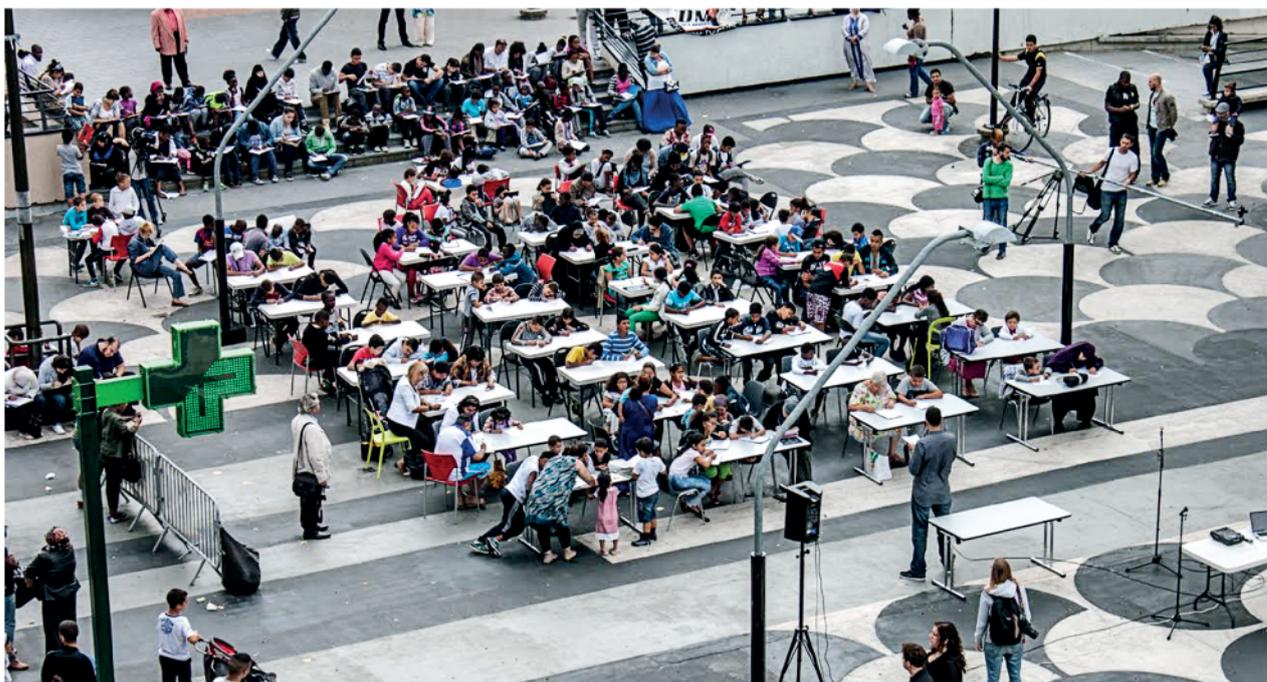
En 2005, pour moi, le plus marquant, au-delà des révoltes, c'est le basculement des banlieues. Avant 2005, il y avait des espèces de mythes politiques qui donnaient l'impression que les quartiers étaient clairement à gauche. C'est la fin de tout ça. Nicolas Sarkozy est venu dans les banlieues et a fait comprendre aux mecs de cité : « *C'est bon, les gars, vous avez le droit de gagner votre vie.* » Être à l'américaine quoi... Il a fait basculer les quartiers à droite. Les plus jeunes sont partis du postulat suivant : nous, on veut de l'argent, on est capitalistes. Ils ne s'en cachent pas. C'est pour ça que même dans le trafic de stupés, ils prennent les codes de l'entrepreneuriat. Sauf que certains, et même beaucoup, réalisent que l'oseille, ce n'est pas une valeur constructive. D'autant plus que tout le monde n'y arrive pas.

Mais ce constat ne s'applique-t-il pas, aujourd'hui, à tous les jeunes français ?

Est-ce qu'un jeune qui vient d'un milieu aisé a pour modèle des gens qui ont de l'argent ? Je ne crois pas. Pour eux, la priorité ce n'est pas l'argent, mais c'est ce dont ils ont envie de parler, ce qui les intéresse.

Il y a trente ans, les jeunes de la banlieue avaient-ils les mêmes modèles ?

Je réfléchis... Moi, quels étaient mes modèles ? Des sportifs comme Mike Tyson, mais pas pour l'argent. C'était plutôt lié à des personnalités. J'avais beaucoup de modèles issus de la fiction. Jean-Claude Van Damme par exemple, mais pas le Van Damme d'aujourd'hui ! Celui de *Bloodsport* [NDLR : film d'arts martiaux sorti en 1988]. Ce sont des gens qui incarnaient quelque chose, des modèles de caractère. Et plein de



Les dictées des cités rencontrent un vif succès avec plus de quarante éditions organisées. © Tomas ABUZ

gens avaient les mêmes que moi. Mais les modèles correspondent à une époque. Ma génération, c'était l'époque Mitterrand. On vendait la culture hip-hop, des valeurs qui n'étaient pas financières. On avait des modèles sociaux. Aujourd'hui, il n'y a plus de gens qui incarnent des valeurs. Les personnages ne tiennent pas la route. La société actuelle ne donne plus envie de se battre.

C'est là qu'intervient la nécessité des modèles issus de la fiction ?

Oui ! Car on a besoin de se projeter. Surtout à notre époque. Les jeunes ne s'identifient plus ni dans la politique ni le militantisme. La fiction, en créant des héros, un médecin par exemple, ou quelqu'un qui se bat pour le bien des autres, permet de se projeter. Selon le CSA, les gens issus de l'immigration ou de la diversité ont toujours des seconds rôles, comme dans le reste de la société. Il n'y a jamais de héros issus de l'immigration. Or, la construction de héros est essentielle pour tous ces jeunes. Aux États-Unis, ça fait trente ou quarante ans que les Afro-Américains ont investi Hollywood. Ils créent d'autres héros. Dans la série *24 heures chrono*, par

exemple, il y a un président afro-américain. Quelque part, on voit bien que ça a contribué au fait que les gens se disent que c'est possible d'avoir un président noir. Les séries influencent les gosses, ils sont très friands de séries américaines. Elles ont une résonance impressionnante chez eux. La preuve, dans tout ce qui est trafic de stupe. Depuis 2003-2004, quand *The Wire* [NDLR : célèbre série américaine, dont la première saison raconte le quotidien de dealers de Baltimore] a été diffusé sur France Ô, on a vu des canapés s'installer en bas des barres d'immeuble. Les jeunes ont adopté les codes de la fiction.

La jeunesse a-t-elle encore envie de se battre ?

Une majorité a baissé les bras, ne se pose pas de questions. Mais à vingt piges, tu ne penses pas forcément à tout ça. C'est aussi ça, la jeunesse. ●

**Propos recueillis par
Charlotte BELAICH et Xavier THOMANN**

Le dernier roman de Rachid Santaki, La légende du 9-3, est publié aux éditions Flammarion.

Qui suis-je ?

Tout est dans le regard. Depuis trente ans, des stéréotypes en tout genre collent à la peau de nos quartiers périphériques, qui peinent à reprendre la main sur leur propre image. Leur tendre le micro, c'est peindre une identité plurielle, en mouvement perpétuel, où les référentiels sont en pleine transformation.

Les jeunes des Jardins de l'Empereur à Ajaccio expriment leur difficulté à se définir dans une cité encore traumatisée par les violences de décembre 2015 (p. 14). À Molenbeek, les habitants tiennent à montrer une autre facette du quartier. Ne pas tomber dans un discours facile, sans nier les problèmes (p. 23). À Manchester, tout le monde le dit : rock et football forment l'identité ouvrière. Mais la *working class* bataille pour conserver l'aura populaire d'une ville en pleine transformation (p. 32).



Qui suis-je ?
AJACCIO

« Comme un dans la ville

Sur les hauteurs d'Ajaccio, la cité des Jardins de l'Empereur et son city-stade. © Yanan JING

Indien



Aux Jardins de l'Empereur à Ajaccio, personne n'a oublié les violences de Noël dernier. Entre contrôles de police et crises de voisinage, les jeunes nous entraînent dans une journée « presque » comme les autres.

Par Cyril CASTELLITI et Yanan JING

Sous le soleil méditerranéen, gravir l'unique route qui mène à la cité est éprouvant. Situés à moins d'une demi-heure du centre-ville, les Jardins de l'Empereur forment un ensemble de bâtiments qui surplombe la ville. Coincés dans une nature verdoyante, la plupart des immeubles ne dépasse pas les cinq étages. Environ 1 700 personnes y vivent, dont la moitié issue de l'immigration, principalement marocaine. Au milieu de ces blocs de béton jaune, les commerces sont quasiment tous fermés ou à vendre. L'ambiance est détendue. Seuls des graffitis rappellent les tensions de décembre 2015.

Le 24, des pompiers sont agressés dans le quartier. En réponse, plusieurs centaines de manifestants investissent violemment la cité jusqu'aux pas de porte des habitants. Des slogans racistes fusent et une salle de prière musulmane est saccagée.

DANS LE BLOC

Au détour d'un immeuble, nous croisons Youssef, 17 ans, adossé à un mur, les bras croisés. Malgré son sourire étincelant, le jeune homme, tout de noir vêtu, est méfiant : « Si vous voulez voir à quoi ressemble la vie dans le quartier, faites-en le tour. » Nous restons à ses côtés alors que Nabil et Karim, deux autres jeunes du quartier, nous rejoignent.

Les présentations faites, la confiance commence à s'installer. Nous parlons du rappeur marseillais Jul,

très populaire dans la cité, comme sur le continent. Karim nous présente avec fierté le scooter qu'il vient d'acheter avant d'évoquer la tranquillité du quartier : « Ici, c'est calme. Je fais souvent des allers-retours à Lyon. Là-bas, vous n'auriez jamais pu venir dans la cité et discuter avec nous comme vous le faites ici. »

À 28 ans, Karim est « le grand frère de la cité ». Plutôt Booba que Jul, il porte un bonnet Ünkut, de la marque du rappeur parisien. Veste noire et lunettes de soleil, il s'exprime avec un léger accent corse. D'une taille moyenne, son charisme captive l'auditoire. L'homme parle peu, mais chacun de ses mots a un impact certain.

Après nous avoir ramené

une bouteille d'eau pétillante corse, il s'installe dans le hall de l'immeuble pour fumer avec ses amis. L'éclairage grésille, les murs sont abîmés et certaines boîtes aux lettres sont dégradées. L'atmosphère est décontractée et les langues se délient.

Dans la pénombre du hall, Karim dirige le débat. Joint à la main, il bat la mesure comme un chef

d'orchestre. Spontanément, il revient sur les violences de décembre : « Ce n'est pas la première fois que ce genre d'événements se produit. Cette fois, la foule était juste plus nombreuse. » Régulièrement, quelques groupes viennent dans le quartier pour « chercher la merde ». La plupart du temps, il s'agit de provocation, voire d'intimidation. Mais parfois, les échanges sont plus violents : « Une fois, un mec est venu pour retrouver un autoradio, persuadé qu'il avait été volé par un jeune du quartier. Il a sorti un flingue et l'a braqué sur mon visage. » Karim serre son entrejambe et poursuit : « Je lui ai répondu : "Toi, tu as un flingue, moi, je n'ai que ça. Donc calme-toi." » Authentique, le jeune homme s'exprime tel qu'il est, sans pincettes. Entre lassitude et résignation, il semble habitué à ce climat de tensions perpétuel. Pourtant, il insiste : « Si en décembre personne n'a répondu aux manifestants, note bien dans ton article qu'on ne se laissera plus faire. » Message reçu.

« JE NE SAIS PAS QUI JE SUIS »

Nous posons une question à l'assemblée : « Qui se sent Corse ? » Éclat de rire général. Tous sont issus de l'immigration marocaine. Pour la plupart, leurs grands-parents cherchaient une situation économique plus confortable après la Seconde Guerre mondiale. Le grand frère s'explique : « Tu veux que je te dise : à presque 30 ans, je ne sais pas qui je suis. Je ne suis rien. Ni Français ni Corse. Et au bled, je reste un étranger. » Un constat alarmant auquel Karim ne trouve aucune solution. « Je ne vois pas ce qu'il y a à faire pour que ça s'arrange. Au final, on s'est habitué à la situation. » Dans ce hall d'immeuble, tout le monde s'accorde à dire que « les événements ont accentué la fracture entre les communautés ». Un problème d'autant plus important que le racisme semble omniprésent sur l'Île de Beauté. « Un Arabe en Corse, c'est comme un Indien dans la ville », lâche Karim. Nouveau fou rire de ses amis. Il s'explique : « C'est génétique, ils se transmettent la haine de génération en génération. Parfois, tu vas en trouver un sympa. Mais c'est le genre de gars qui t'apprécie car "Tu n'es pas un arabe comme les autres". » Résultat, les jeunes se rendent très rarement

On ne se laissera plus faire.

KARIM, "GRAND FRÈRE"

DU QUARTIER

L'IDENTITÉ CORSE, MEILLEUR REMPART CONTRE LE RACISME ?

Face au racisme supposé « omniprésent » sur l'île, certains Corses se mobilisent. Ava Basta est une association antiraciste bien connue sur l'Île de Beauté. Son but : « Combattre toutes les formes de racisme », comme l'explique Hélène Savelli, directrice régionale à Bastia. Un racisme qui augmente en « France comme ailleurs », bien que « peut-être plus virulent » en Corse. « C'est dans notre culture de nous mobiliser, de faire du bruit et d'écrire sur les murs », explique Dominique Mauny, médiatrice. François Santoni, membre du parti indépendantiste Corsica Libera, déplore la confusion entre nationalisme et racisme. Selon lui, « l'identité corse est indéfinissable, car toujours en mouvement ». À ce titre, les fils d'immigrés du Maghreb « y sont naturellement les bienvenus ». Concernant les émeutes, Martin Squarcini, militant à Aiacciu Cità Corsa, la branche ajaccienne de Corsica Libera, relativise : « Nous sommes une petite île. Un acte de délinquance isolé prend de grandes proportions par rapport au continent. »



Les graffitis « *Dealers fora* » (dehors) ou « *FN vite* » contrastent avec le calme ambiant. © Yaran JING

au centre de la ville, pourtant situé à dix minutes en scooter. « *Quand tu te fais dévisager toutes les cinq minutes, ça crée des tensions. Souvent, ça part en bagarre* », explique Karim. Le jeune Youssef l'interrompt : « *Ouais, enfin parfois c'est de notre faute !* » Le grand frère du quartier acquiesce, pas vraiment convaincu. Soudain, un coup de fil. « *La police arrive, trois voitures* », prévient Karim. Youssef part en s'adressant au groupe. « *Faites comme vous voulez, moi, je ne reste pas ici !* » Karim et Nabil ne bougent pas. Impassibles, ils semblent habitués.

CONTRÔLE DE POLICE

Deux voitures de police pleines et trois agents à moto débarquent en fanfare. « *Nous sommes ici, car on nous a prévenu que votre présence dérangeait dans le hall.* » Nabil répond, à la fois gêné et en colère : « *On ne fait rien de mal. On s'est juste mis à l'abri du vent pour fumer.* » Les policiers se veulent compréhensifs. « *On sait que vous*

ne faites rien de grave, mais vous n'avez rien à faire dans les halls d'immeubles. Allez fumer vos joints ailleurs. » Nos sacs sont fouillés, les papiers du scooter vérifiés. Personne n'a de pièce d'identité, ce qui n'est pas un problème pour la police. « *On les connaît bien* », répète un agent. Depuis les violences de décembre, de nombreux habitants du quartier reprochent aux forces de l'ordre leur connivence avec les manifestants. Pour certains, le barrage qui protégeait la cité aurait été ouvert volontairement. Pour d'autres, des agents en civil auraient incité les manifestants à pénétrer dans le quartier. Beaucoup regrettent que la police ne soit pas intervenue. « *Imaginez la situation en sens inverse : une foule d'Arabes réunie pour agresser un quartier et sa population. La police aurait débarqué direct* », s'insurge Karim. Il poursuit : « *Ils ont chopé quelques gars à la va-vite, car il fallait trouver des coupables. Mais la plupart sont innocents !* » Quel que soit le sujet ●●●



Après avoir perdu le ballon de basket, les jeunes de la cité ont lancé une partie de football. © Yanan JING

●●● de la conversation, le sentiment d'injustice est omniprésent.

Soudain, une femme âgée descend de chez elle, affolée. Elle s'adresse à la police qui s'apprêtait à partir : « Ce n'est pas moi qui vous ai appelés, mais j'ai tout vu de mon balcon ! » Sans attendre de réponse, elle pointe Nabil du doigt. « La plupart sont calmes, mais celui-là, il fout tout le temps le bordel à trainer. D'ailleurs, je l'ai même pris en photo. » Il s'emporte : « Tu n'as pas le droit de faire ça. Tu sais quoi, moi aussi je vais prendre ta photo, mais ce n'est pas aux flics que je vais la montrer ! » Karim le calme pendant que la femme reprend de plus belle, la voix tremblante. « Il y en a marre de vous voir traîner pour rien. Il y a déjà eu le feu dans la cave ! Je viens de perdre mon mari. Il est mort à force de vous voir. » « On a aussi eu de la peine quand votre mari est mort », répond Karim. « Si on dérange, dites-le nous, on se déplace. » Elle s'adresse aux agents : « Quand on leur demande de partir, ils nous répondent par des doigts d'honneur ! » Au milieu de cet échange musclé, les

policiers tentent de calmer la situation, en vain. Ils repartent comme ils sont venus. La femme rentre chez elle, encore paniquée. Karim et Nabil rejoignent leurs amis sur le terrain de football. Pas de compromis aujourd'hui, chacun repart dans son univers.

“ Mon mari est mort à force de vous voir. ”

UNE HABITANTE
DE LA CITÉ

LE TERRAIN ET LA CABANE

Quelques mètres plus loin, nous voyageons dans un autre monde loin des conflits. Une quinzaine de jeunes de 10 à 18 ans rigolent et chahutent. Sur le petit terrain, football et basket se mêlent dans un joyeux bordel. La vue est splendide et l'ambiance bon enfant. Le contrôle de police nous a rapproché du groupe. Karim raconte l'événement à Youssef, qui sourit : « Je vous voyais au loin, j'étais



mort de rire. » Beaucoup de jeunes nous interpellent à l'image de Momo, un garçon de 17 ans, toujours à plaisanter. Vissé sur son scooter, il explique ne jamais quitter son casque, même la nuit. Jawad, un grand brun, maillot du PSG sur les épaules, pose beaucoup de questions. Il saisit notre cahier et écrit : « *La majorité de la population vient du Rif, dans le nord du Maroc* », puis dessine l'emblème de sa région d'origine avec fierté.

Il est interrompu par des crissements de pneus. Un jeune d'une dizaine d'années tourne sur un scooter. Les ados nous taquent gentiment et insistent pour que nous gardions des photos à leur avantage. Ils nous répètent : « *Reviens dans trente ans, tu ne verras plus un seul Arabe.* » En guise d'explication, Karim évoque les « *anciens du quartier* » dont la plupart sont partis ou en prison, sans en dire plus. Comme promis avant le contrôle de police, Karim nous montre une cabane dans

le bois, sur une pente qui borde la cité. Momo, qui n'a toujours pas quitté son scooter, plaisante : « *C'est ici qu'ils allaient se cacher pour manger pendant Ramadan.* »

« LE MAIRE S'EN BAT LES COUILLES DE NOTRE QUARTIER »

Pour s'isoler, il y a dix ans, Karim et ses amis construisent cette cabane avec des morceaux de bois. Aujourd'hui, il n'en reste que des ruines. « *C'est le temps qui l'a détruite* », déplore Karim, nostalgique. Le regard bloqué sur ce qui reste de son abri, il se parle à lui-même. « *De toute façon, où que l'on soit aujourd'hui, les gens ont le sentiment que l'on pose problème.* » Ces restes d'un havre de paix perdus dans le maquis interpellent. Comment se sentir chez soi lorsque l'on dérange dans sa propre ville ? Voire dans son quartier natal ?

Sur le chemin du retour, nous marchons sur une route récemment rénovée. Depuis des années, les habitants réclamaient des travaux dans le quartier, en vain. Momo insiste pour noter cette phrase : « *Il a fallu attendre les événements pour qu'ils refassent la route.* » Karim reprend la parole : « *Le maire s'en bat les couilles de notre quartier. Il n'y est pour rien dans*

cette rénovation. Si ça ne tenait qu'à lui, il aurait abandonné le quartier. C'est Cazeneuve qui a insisté pour que des travaux soient faits. Mais c'était déjà le lendemain du drame. » (NDLR : Le maire d'Ajaccio, Laurent Marcangeli, précise que les travaux étaient prévus

“
Où que l'on soit
aujourd'hui, les gens
ont le sentiment que
l'on pose problème.”

KARIM, “GRAND FRÈRE”

DU QUARTIER

bien avant les événements de décembre.)
Fin d'après-midi, nous quittons le quartier, avec le sentiment d'avoir vécu une journée improbable. Pourtant Karim le répète, c'était juste « *une journée comme les autres aux Jardins de l'Empereur* ». ●

Le rap a-t-il perdu ses esprits ?

Musique populaire par excellence, la plus écoutée dans l'Hexagone. Mais quelles valeurs le rap français transmet-il ? **Explication de texte avec le sociologue Vincent Becquet**, auteur d'une thèse sur le rapport entre le rap et les institutions.

« **Obsession textuelle** »,
par **Cyril Castelliti**

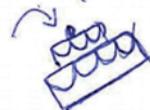
Le rappe dans des endroits sales et dans le journal de l'école
Mais je ferai pas l'apologie du fric pour que ma carrière décolle.
Le rap a perdu ses valeurs, l'industrie l'a amputé,
C'est devenu un cul-de-fatte qui ne sait plus quel pied danser.

Petit frère a craqué ! Il se prend pour Escobar ^{sur}
Prêt à soutenir l'industrie quand elle blesse notre art
Il kiffe le choc pour toi, pour s'élever il serait prêt à tout
Faisons de leurs soirées mondaines, mince il y a rien de bon pour nous.

Dans les 90's, on était révolutionnaire
Le rap c'était de la poudre dans leurs émissions d'ordures
Donc je lâcherai jamais ce hip-hop, même s'il m'attriste en vrai
C'est pareil pour la coke, faut pas que tu tires un trait.

On lâche pas nos revendications, même si ça les gêne
L'underground manquait de souffle, j'ai ramené l'oxygène.
On reste les mêmes quoi qu'il arrive, au moins j'ferai jamais la bite
Nique les restes on veut notre part du gâteau et même les cerise

NAMM



SCH - CHAMPS-ÉLYSÉES

24 000 000 DE VUES

#Hype #Propriété #Opulence

Cliché à 200 % (rires). On retrouve tous les codes traditionnels du rappeur-entrepreneur libéral avec les belles voitures, l'argent, la femme-objet... C'est très caricatural, mais ça reste totalement assumé. On est dans l'apologie de la logique propriétaire, comme dans son refrain. « *Appart sur les Champs, je l'ai pas loué. Féfé [Ferrari] sur les champs, je l'ai pas loué.* » Ça rappelle un peu le refrain de La Fouine où il se vante d'être propriétaire de son appartement, contrairement à Booba. « *Je suis propriétaire, Fouiny est propriétaire.* » Sa référence à la cocaïne n'est pas anodine : « *Coke dans un petit paquet, c'est Marseille bébé.* » Symboliquement, cette drogue renvoie aux idées d'hyperactivité et de réussite économique. En terme de plus-value sociale, ça apporte plus de sniffer de la coke que de fumer des joints. Question univers, il se démarque bien sur le plan de l'image. Il joue un peu la carte de la folie avec ses vêtements et ses cheveux longs, plutôt rares dans le rap français.

VALD - BONJOUR

7 000 000 DE VUES

#GrosDélire

#Gratuit #Cru

Il y a un côté citoyen chez ce rappeur (rires). C'est un morceau sur quelqu'un qui n'a pas dit bonjour. C'est quand même la moindre des choses. Ma première réaction à l'écoute a été : « *J'ai pas tout compris, il m'a embrouillé.* » Je l'avais écouté juste après son titre *Urbanisme*, où l'on retrouve ce côté citoyen complètement hallucinant. Son texte

est évolutif. À chaque couplet, il ajoute un nouvel élément dans le texte ou le clip. Il y a par exemple cette poupée gonflable détournée en table qui me fait penser aux clips du rappeur américain Necro. Je n'avais pas remarqué au premier coup d'œil que son texte était traduit en quatre langues dans les angles de son image. Si l'on suit la démarche du rappeur-entrepreneur, cela peut se comprendre comme une volonté de s'exporter hors de France. On peut dire qu'il sort des clous par rapport aux thèmes habituels.

BOOBA - COMME LES AUTRES

3 600 000 VUES

#UnTempsDavance #ToujoursPlusGrand

#FidèleÀLuiMême

C'est de pire en pire, la caméra vient carrément du fond de l'univers pour se braquer sur lui (rires).

C'est quelqu'un que j'écoute très peu. En terme de référence, il est arrivé à un tel degré de pouvoir qu'il n'a même plus besoin de se référer aux quartiers populaires. Il n'a pas une lecture de la réalité classe contre classe. Il n'y a pas d'ailleurs de place pour le "nous" dans son rap, à part peut-être pour la cause noire : « *J'écris mes textes à l'encre d'Afrique et* » ●●●



Booba,
« le Bernard Tapie
du rap français ».

© Amaud SCHERER
via Wikimedia Commons

Qui suis-je ?

PROSE

●●● *menotté.* » Niveau rappeur-entrepreneur, c'est carrément le Bernard Tapie du rap français. Il incarne un modèle de réussite pour les jeunes de cité. « *Mon ciel est gris, je demande à Bollore de me le colorer.* » Jamais je n'aurais pensé qu'un rappeur s'assumerait dans ce type de discours.

PNL - OH LALA

20 444 000 DE VUES

#Argent #Famille #ToutOuRien

D'emblée, c'est surprenant et très cru. PNL, ça veut dire : "Peace n' Lovés [argent]". Ils s'inscrivent clairement dans l'apologie de la réussite économique, un thème qui s'est progressivement généralisé à partir des années 2000. Il y a ce côté tout ou rien que l'on retrouve aussi chez Gradur. On ressent aussi une mélancolie dans le morceau, même s'ils n'ont pas l'air triste. Il y a une forme d'amertume : « *J'me défonce dans l'obscurité. Parce qu'on aime voir l'ombre briller.* » C'est une belle image ! Esthétiquement c'est bien fait, on dirait presque un film. Après, je ne sais pas dans quelle mesure ils jouent un jeu. J'ai quand même l'impression qu'ils essaient de se vendre en mode "dealer". Un peu comme quand Seth Gueko, qui jouait sur l'univers des gitans, a avoué que tout était fiction dans son rap. Musicalement, ça n'aurait clairement pas pu sortir dans les années 1990. Techniquement, on pouvait difficilement produire un



Jul, devenu star à coup d'Auto-Tune et d'autoprod. © TN2KJRT via Wikimedia Commons

son comme ça. Si on imaginait un tel scénario, le rap serait aujourd'hui réduit à un simple bien ou service sur le marché du divertissement.

JUL - DANS L'APPART

8 500 000 VUES

#Sincère #Rageux #Gris

« *Dans le quartier, il y a des murs et des murs.* » Ça rappelle la difficulté de se projeter parfois au-delà de ces murs. Cette idée selon laquelle certains jeunes se sentiraient peu légitimes à exister en dehors du quartier. Dans le clip, il y a ce qu'on imagine être un élu accompagné de journalistes et ce jeune encapuché qui pousse la caméra. Ça met en exergue une fracture sociale bien réelle entre deux mondes. La notion de rappeur-entrepreneur est encore présente : « *Je suis seul dans mon appart, c'est moi qui appuie REC.* » On retrouve cette idée de se débrouiller par ses propres moyens pour parvenir à la réussite. Musicalement, il se démarque de son style habituel plus festif, mais ça ne m'étonne pas. Il ne faut pas réduire les rappeurs à tel ou tel domaine. Deux éléments généralisent le discours de ces nouveaux rappeurs : le fait de se référer aux quartiers populaires et l'injonction à s'en distinguer au travers d'un univers particulier. ●

**Propos recueillis par
Cyril CASTELLITI**



SCH, combinaison de l'ego trip et des cheveux longs. DR

Faire tomber le “Molenbeekistan”

Après les attentats de 2015, Molenbeek a été présenté comme une commune repliée sur elle-même, où l’islam radical serait omniprésent. Pourtant, ils sont nombreux à se démener pour montrer que la cité est ouverte aux autres cultures.

Par Laura MARTIN et Daxia ROJAS



C'est vous la BBC ? Non ? Bon, venez quand même... », Jamal Habbachich, président du Conseil des mosquées de Molenbeek, passe sa tête par l'entrebâillement de la porte qui mène à son bureau de la mosquée Attadamoune. La grande prière ●●●

Le Vaartkapoen, l'emblème de Molenbeek. © Laura MARTIN

Qui suis-je ? BRUXELLES

●●● de la mi-journée vient de se terminer et les fidèles quittent peu à peu la mosquée. Depuis la rue, hormis une pancarte défraîchie sur la façade, impossible de se douter que l'on entre dans un lieu de culte. La salle de prière se trouve au fond d'une cour ombragée. En sortant, on propose aux fidèles du midi des dattes et du lait, posés sur une table en plastique. Jamal Habbachich, lui, dans son bureau, offre des petits gâteaux aux amandes.

MAUVAISE PRESSE

« Allez-y, prenez aussi du thé à la menthe. Nous avons du temps devant nous. » Ces derniers mois, Jamal Habbachich, président du Conseil des mosquées de Molenbeek, reçoit à la chaîne des journalistes de toutes les nationalités. En tant que président d'une assemblée de seize mosquées molenbeekoises, il est particulièrement sollicité. Il le sait, et l'accepte.

Après les attentats du 13 novembre à Paris, Molenbeek s'est retrouvé sous le feu de milliers de caméras, à la recherche d'explications. Pourquoi autant de terroristes – les frères Abdeslam, Abdelhamid Abaaoud, et, plus tôt, Mehdi Nemmouche – viennent-ils de cette commune ? Dans les reportages, un label lui a même été attribué : "Molenbeekistan".

Elle a été décrite dans certains médias comme une "no-go zone", une enclave djihadiste à deux pas du centre-ville de Bruxelles. Mais lorsqu'on se promène dans Molenbeek, on se rend tout de suite compte que cette image est éloignée de la réalité. Même si les musulmans représentent 40 % de la population de la commune (selon les chiffres du sociologue Jan Hetogen), c'est une église monumentale, et pas une mosquée, qui domine la place centrale de Molenbeek. Des populations de toutes origines (Pakistan, Roumanie...) et de toutes confessions passent chaque jour sur son parvis. Surtout le jeudi matin, jour du marché, où des centaines d'étals de vêtements colorés y sont installés. Au presbytère, dans une rue parallèle à l'église,



© Davia ROUAS

“
**On ne peut pas
laisser détruire
tout ce qu'on
a construit
sur trente ans.**

JAMAL HABBACHICH, PRÉSIDENT
DU CONSEIL DES MOSQUÉES

le père Aurélien Saniko, 46 ans, a lui aussi été surpris par la présentation de la commune dans les médias. Celui que les habitants surnomment « le curé des musulmans », pour ses bonnes relations avec les imams, laisse la porte de l'église « toujours ouverte » aux chrétiens, juifs, musulmans ou athées, depuis qu'il est arrivé dans cette paroisse en 2013.



© Laura MARTIN

**J'invite
mes chrétiens
à aller à la rencontre
des autres, pour
ne pas en avoir peur.**

AURÉLIEN SANIKO, PRÊTRE,
« LE CURÉ DES MUSULMANS »

« J'invite mes chrétiens à aller à la rencontre des autres, pour ne pas en avoir peur. Moi, par exemple, je me promène en soutane dans ce quartier musulman où je joue au foot avec les jeunes », explique-t-il en souriant. Ce prêtre d'origine camerounaise, rend parfois visite à ses « amis musulmans » dans les cafés de la place Saint-Jean, vêtu de son éternelle soutane noire. Il

y rencontre son homologue, Jamal Habbachich, pour montrer l'exemple. Selon les deux hommes de foi, seul un échange avec l'autre peut permettre de mieux le connaître et de briser les amalgames du type « *musulmans = terroristes* ».

Bien avant les attentats de ces derniers mois, le président du Conseil des mosquées a lui aussi favorisé le dialogue entre les différentes confessions. Des cycles de conférence et des journées portes ouvertes des mosquées ont été mis en place : « *Les attentats ont apporté de la méfiance, une psychose entre communautés. À un moment, il faut arrêter. On ne peut pas laisser détruire tout ce qu'on a construit sur trente ans.* »

Les crimes de Salah et Brahim Abdeslam et d'Abdelhamid Abaaoud, tous trois amis d'enfance, ont tout de même fortement ébranlé la bonne volonté des acteurs sur le terrain. Mais, comme l'explique Johan Leman, anthropologue et président de l'association Foyer, « *Abaaoud et Abdeslam, eux, ne fréquentaient pas les associations, ni les mosquées* ».

OPÉRATION SÉDUCTION

Après l'attentat du Musée juif de Bruxelles en mai 2014, après ceux de janvier et novembre 2015, les Molenbeekois ont voulu plus que jamais se dissocier de la mauvaise image qui colle à leur commune. Les actions pour donner une autre vision de Molenbeek, celle de la convivialité et du vivre-ensemble, se sont multipliées : visites guidées, concerts interreligieux, prix du Molenbeekois de l'année... Une des dernières en date : Noël sur la place communale.

« Nous avons invité des chorales de différentes confessions alors que Molenbeek était encore sous le feu de l'actualité, explique Sarah Turine, adjointe en charge de la cohésion sociale et du dialogue interculturel. Une choriste m'avait déjà prévenue qu'elle ne pouvait pas venir, qu'elle avait trop peur. Les chanteurs étaient inquiets en arrivant sur place. » Finalement, les choristes sont restés pour le repas de Noël servi sur la place, prouvant l'efficacité de ces moments festifs.

Qui suis-je ? BRUXELLES

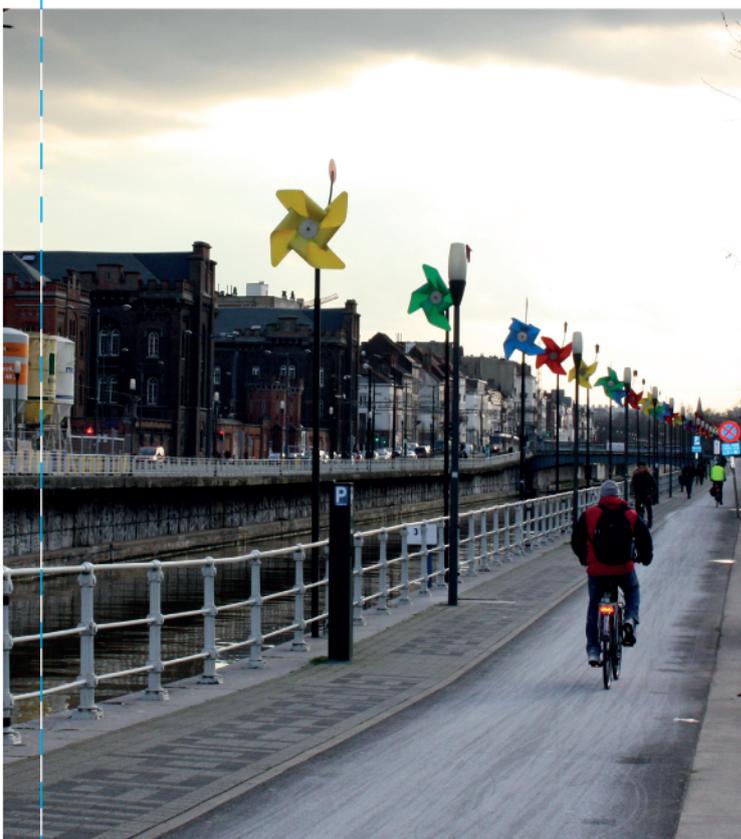
L'enjeu désormais pour les Molenbeekois est de reconquérir l'image de leur commune, qui, à cause des médias, reste dans les esprits comme l'emblème de la radicalisation de l'Europe. « *Le week-end dernier [NDLR : le 22 février 2016], il y avait les élections pour le Conseil des jeunes. Chaque candidat a parlé dans son programme de l'image de Molenbeek comme de la priorité numéro 1, raconte Sarah Turine. Ils disaient tous qu'ils avaient envie d'aller à la rencontre de jeunes d'autres communes.* »

Quelques semaines après avoir prononcé ces mots, Sarah Turine, comme tous les Molenbeekois, a vu des journalistes assaillir de nouveau sa ville. L'arrestation de Salah Abdeslam le 18 mars a ravivé la méfiance et la psychose qui commençaient à peine à s'apaiser. Charge à Johan Leman, Jamal Habba-chich, Aurélien Saniko et les autres acteurs du quartier de recoller les morceaux. ●

Les femmes dans la place

Ici, comme souvent dans les quartiers populaires, ce sont les hommes qui vont au café. Alors, des Maisons de femmes permettent aux habitants de se réunir et de gagner en autonomie.

Une pluie fine et désagréable balaie le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste, au cœur de Molenbeek. Un temps maussade qui n'empêche pas les cafés bordant la place d'afficher complet. Assis en terrasse sur des chaises en plastique alignées les unes contre les autres, les clients bavardent en petits groupes. Thé ou café à la main, ils scrutent les piétons du regard. Les clients attablés sont tous des hommes. Les femmes, on ne les trouve pas dans les salons de thé du quartier. Dans la rue, elles ne sont jamais statiques. Elles filent d'un point A à un point B. Certaines marchent d'un pas pressé pour rejoindre le métro. D'autres déambulent avec une poussette en observant les vitrines des boutiques où trônent chaussures et sacs à dos Disney à prix cassés. Pour trouver un endroit où les femmes vont suspendre ce rythme, il faut s'éloigner du centre historique de la commune. Au 75, rue du Jardinier, dans un bâtiment neuf gris et rouge, elles sont huit à assister au cours d'origami organisé par la Maison des femmes de Molenbeek ce mardi matin de février. Rikia, emmitouflée dans son hijab rose, explique à sa voisine de droite, Malika, qu'un rhume la tracasse depuis des semaines. Les badinages continuent en arabe jusqu'à ce que l'animatrice de l'atelier, Lira Campamor, intime à toute la classe de s'exprimer en français. Trois heures durant, entre rires et silence appliqué, les habitantes du quartier, assises en cercle, apprennent à transformer des feuilles aux



Au bord du canal Charleroi qui sépare Molenbeek de Bruxelles. © Davia ROJAS



couleurs vives en tulipes et en papillons. Ces bouts de papiers pliés ne sont en fait qu'un prétexte pour offrir aux femmes un moment de détente précieux entre voisines.

HAVRE DE PAIX

Habiba, 56 ans, vêtue de rose, un long collier de perles autour du cou, est enchantée : « *Je vais pouvoir le refaire avec mes enfants pour les anniversaires ou le mercredi quand ils n'ont pas école.* » D'origine marocaine, comme l'ensemble des femmes présentes à ce cours, Habiba est en « *pause travail* », après avoir été femme de chambre dans un hôtel pendant vingt-quatre ans. Elle vient deux fois par semaine à la Maison des femmes pour suivre des cours de cuisine, de couture ou faire un saut dans la piscine. « *J'ai l'habitude de me lever tôt et d'aller travailler,* explique-t-elle tout en pliant une tige de papier, *c'est dur de rester dans son lit le matin. Je viens pour passer le temps et apprendre.* »

Comme Habiba, Malika et Rikia, elles sont des centaines à investir les associations destinées aux

La maison des femmes de Molenbeek organise des ateliers d'origami.

© Davia ROJAS

femmes, qui ont fleuri à Molenbeek depuis une vingtaine d'années. « *Les femmes ont besoin de lieux de socialisation,* explique Sarah Turine, adjointe à la mairie en charge de la lutte contre l'exclusion sociale. *On pourrait en ouvrir encore cinq ou six de plus, elles seraient remplies.* » Loredana Marchi, la directrice de Dar el Amal (Maison de l'espoir en français), l'une des plus anciennes maisons du quartier, fondée en 1981, confirme, entre deux ateliers de djembé : « *Les hommes ont leur façon de se regrouper, ils vont au café. Les femmes n'ont pas ça, elles se rencontrent les unes chez les autres. Leur univers s'arrête à leur maison.* »

« LES HOMMES PEUVENT TRAÎNER, PAS LES FEMMES »

Officiellement, les cafés sont mixtes. Les femmes peuvent y aller quand elles le veulent mais elles ne le font pas. Question d'habitude. Lors d'un cours d'alphabétisation à la Maison des femmes, nous demandons à la dizaine de participantes présentes pourquoi elles ne se rendent pas dans les ●●●



Le marché
de Molenbeek.

© Daxia FOJAS

●●● salons de thé de Molenbeek. Elles rigolent en chœur. « Ça ne m'intéresse pas d'aller au café avec les hommes », « ils jouent », « c'est sale, je préfère les cafés propres pour les familles », « on se retrouve au snack ou pour faire les magasins », « on va dans le centre-ville »...

« Les hommes peuvent traîner, pas les femmes », résume Noura Amer, coordinatrice de la Maison des femmes de Molenbeek. D'origine libanaise et psychologue de formation, Noura Amer est aussi présidente de l'antenne belge de l'association féministe AWSA (*Arab women's solidarity association*) qui aide les femmes à se réapproprier l'espace public. L'idée ? Que les femmes puissent elles aussi se poser en terrasse si elles le souhaitent. Elle mène ainsi tous les mois les actions "Femmes au café" où un groupe d'une dizaine de femmes s'installe dans des salons de thé exclusivement masculins. « Quand on arrive dans le café, on s'assoit en plein milieu, raconte Noura Amer. C'est un peu comme dans les westerns, lorsqu'un étranger entre dans un bar. Tous les regards se tournent vers nous. » C'est bien sûr un acte militant pour « lancer la discussion, faire acte de présence et habituer le regard ».

Les maisons des femmes de Molenbeek, loin de cloisonner les femmes une seconde fois, sont ainsi envisagées comme des lieux d'épanouissement personnel et d'empowerment. « Les femmes qui viennent ici ont

entre 30 et 50 ans. Elles sont majoritairement peu instruites et sont arrivées par le regroupement familial. Au Maroc, on leur explique que la Belgique, c'est le paradis sur terre. Mais la réalité est dure », détaille Noura Amer.

LES SUPER NANAS DE LA « GÉNÉRATION SILENCIEUSE »

Contre l'isolement, les associations ont deux remèdes : les cours d'alphabétisation en français et en arabe ainsi que les ateliers culturels ou sportifs. Les bénévoles travaillent aussi sur la confiance en soi. « On encourage les femmes à atteindre des objectifs réalisables comme trouver un emploi. Celles qui viennent ont un problème d'estime personnelle », raconte Rihab Mohamadi, coach à la Maison des femmes.

On le ressent au cours de français animé par la pétillante Houda. Timides, les femmes à qui nous parlons s'excusent d'emblée pour leur français hésitant. Si elles nous accueillent avec un chaleureux « Bienvenue à Molenbeek », leur gêne est palpable lorsque nous leur posons des questions, comme si elles ne se sentaient pas légitimes pour y répondre. Des yeux, elles cherchent l'approbation de leur professeur autant sur leur grammaire que sur le contenu de leurs propos.

Beaucoup font partie de ce que Loredana Marchi

de Dar el Amal, nomme la « *génération silencieuse* », celles des aînées sacrifiées. Pour elles, pas d'école, contrairement à leurs frères et sœurs. Ces aînées doivent rester chez elles, aider leur mère, se marier tôt et s'occuper de leur mari et de leurs enfants. C'est le cas de Mémeunt. D'origine marocaine, elle est arrivée en Belgique à quatorze ans en 1989. « *Mon père ne voulait pas que j'aille à l'école au Maroc, souffle-t-elle, je devais aider à la maison.* » Ce n'est qu'à vingt-trois ans, une fois mariée, qu'elle a pu commencer les cours de français à Molenbeek. Naziha, dont le foulard bleu foncé s'agite quand elle parle, narre une histoire similaire. Venue en Belgique en 2005, elle vit à Molenbeek depuis onze ans et n'a jamais pu aller à l'école quand elle était au Maroc ou en Belgique.

BRISER LE SCHÉMA TRADITIONNEL

Les cours d'alphabétisation, où ces femmes apprennent à lire et écrire pour la première fois, constituent un défi et une étape essentielle de leur autonomisation. Saima, qui réside à Molenbeek depuis douze ans, confirme. « *Ici, le français est important. C'est dur de ne rien comprendre quand je vais à l'école pour mes enfants ou à l'hôpital pour mon mari qui est malade depuis cinq ans.* » La jeune femme aux yeux turquoises a quitté la région du Cachemire au Pakistan pour rejoindre son époux. Fatima, elle, a perdu son mari. « *Être une femme seule, ce n'est pas facile*, confie-t-elle. *Ma voisine m'a conseillé de venir ici. C'est utile.* »

Utile aussi pour trouver un emploi. « *Aller travailler* », c'est l'objectif de Lamyae, qui participe à l'atelier d'alphabétisation depuis deux ans. Cette jeune femme d'origine marocaine, arrivée en Belgique en 2002, habite Molenbeek depuis quatre ans. « *Avant, j'avais un emploi mais je l'ai perdu parce que le patron laissait ses ordres sur des notes, que je ne pouvais pas lire*, avoue-t-elle timidement, hijab rouge encadrant son visage. *C'est plus facile de trouver et de garder un travail si on parle la langue.* »

Travailler, c'est aussi briser le schéma traditionnel de la femme cantonnée aux tâches ménagères et au soin des enfants. « *Les femmes veulent un avenir meilleur pour*

leurs filles, au centre de leurs préoccupations. Elles demandent une éducation de qualité pour elles, pour qu'elles ne subissent pas le même sort », témoigne Noura Amer.

Les femmes sont ainsi devenues la clé de voûte de la promotion sociale de leur famille. En s'émancipant, elles offrent un modèle à leur progéniture. Ce sont elles « *qui peuvent changer de modèle car elles éduquent les enfants et transmettent les valeurs. Ce sont les opératrices de la diversité* », complète la directrice de Dar el Amal, Loredana Marchi.

OÙ SONT LES HOMMES ?

Convaincre les femmes de l'importance des études est une démarche qui finit par porter ses fruits, surtout chez les deuxième et troisième générations d'immigrés. « *Les jeunes femmes finissent par mieux s'en sortir que les hommes de 18-25 ans*, indique l'adjointe au maire, Sarah Turine. *Les garçons ont connu des parcours scolaires plus chaotiques. Ils sont très en colère et veulent tester leurs limites.* »

Les Maisons des hommes, pour aider les jeunes en déshérence, sont donc le prochain projet des pouvoirs publics et des associations. Dans la rue qui mène à Foyer, l'une des plus importantes associations de Molenbeek, on peut voir la poussière qui s'échappe du chantier du nouveau centre culturel pour les hommes.

Il doit ouvrir l'an prochain. « *Vous devriez aller jeter un coup d'œil*, conseille Johan Leman, président de Foyer. *Vous verrez des hommes qui travaillent et font du théâtre, ce sont des anciens des maisons de jeunes. On pense que les hommes sont là pour remplir les mosquées et les salons de thé, il faut que cela change.* »

À Molenbeek, les habitudes ancrées depuis des générations sont en passe d'être bousculées. Certains veulent même imaginer que dans vingt ans, les hommes seront dans les foyers et les femmes au café. ●

Laura MARTIN et Daxia ROJAS

“ Mon père ne voulait pas que j'aille à l'école au Maroc. ”

MÉMEUNT, 41 ANS

L'aide et la cuisine

Dans le quartier de Wazemmes, à Lille, la cuisine est un moyen de sortir certains habitants de la solitude.

Brigitte ne peut pas s'en empêcher : elle pique des boulettes. Elles passent rapidement de ses petits doigts vernis à sa bouche, hop, ni vu ni connu. La viande n'est pas encore cuite, le plaisir est purement régressif. Chaque jeudi, Brigitte sort de son quotidien et souffle un peu.

À l'atelier cuisine de la maison de quartier de Wazemmes, elle se sent bien. Elle parle aussi, beaucoup, de tout, de rien, avec ses amis du groupe, tous habitants de ce quartier du sud de Lille. Discuter, enfin : un besoin que l'on retrouve chez les dix autres participants. « On vient surtout pour les rencontres », assure Claude, la sexagénaire qui vient depuis huit ans. « On est tous différents, mais, ici, il n'y a pas de différence. »

C'est vrai : dès 9 h 30, vieux, jeunes, Français, étrangers, ont tous revêtu la même charlotte de chef. Il y a du boulot : chaque jeudi midi, les habitants du quartier peuvent venir dans les locaux pour déguster les mets préparés pendant l'atelier.

CUISINER CONTRE LA PRÉCARITÉ

À Wazemmes, la nourriture a déjà son importance pour créer du vivre-ensemble : son célèbre marché, où se croisent galettes turques, bobos, bières et mamies voilées, crée chaque week-end de l'émulation. Pourtant, la zone est considérée comme quartier prioritaire de la politique de la ville. Ici, beaucoup de bâtiments sont délaissés et la part des ménages vivant sous le seuil de pauvreté dépasse souvent les

40 %. Des difficultés qui entraînent l'isolement de certains habitants. Alors, à la maison de quartier, on lutte contre la solitude.

Ce midi, 70 convives sont attendus. Derrière les fourneaux, ça s'active. Dans la vraie vie, tous n'ont pas du travail mais ici, ils ont chacun leur mission : certains épluchent les patates, d'autres effeuillent le chou. Une dame recopie une liste d'ingrédients pour refaire le plat chez elle. Une autre sort fumer. C'est un joyeux foutoir. Clémence, l'animatrice de l'activité, doit parfois rappeler à l'ordre les plus dissipés : « Vous lisez les recettes que je vous donne ? » Ici, la jeune femme de 21 ans est un peu leur maman. Une mère exigeante mais bienveillante : elle veut qu'ils soient fiers de leur travail.

Être valorisés, les participants de l'atelier n'y sont pas forcément habitués. « Beaucoup sont dans des situations de précarité », explique Clémence tout en préparant de drôles de cookies verts – menu irlandais oblige.

Créer du lien social et valoriser les gens, c'est un acte militant. Ici, on se donne des bons plans, on se soutient, on discute.

JEAN-PIERRE,

PARTICIPANT À L'ATELIER

Chômage, surendettement, handicap... Le quotidien est parfois lourd. Dans la cuisine de la maison de quartier, centre social aux multiples ateliers d'insertion, ils l'oublient. Et, surtout, ils se sentent utiles. « Chaque semaine, on essaie qu'il y ait un chef du jour et on présente aux hôtes le repas, s'enthousiasme Clémence. Cela leur apporte de la satisfaction, de la fierté. » À la maison de quartier de Wazemmes, la cuisine n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour redonner confiance.

Chômage, surendettement, handicap... Le quotidien est parfois lourd. Dans la cuisine de la maison de quartier, centre social aux multiples ateliers d'insertion, ils l'oublient. Et, surtout, ils se sentent utiles. « Chaque semaine, on essaie qu'il y ait un chef du jour et on présente aux hôtes le repas, s'enthousiasme Clémence. Cela leur apporte de la satisfaction, de la fierté. » À la maison de quartier de Wazemmes, la cuisine n'est pas une fin en soi. C'est un moyen pour redonner confiance.



À l'atelier cuisine de la maison de quartier de Wazemmes : Sid Ali, Brigitte et Jeanne. © Amélie QUENTEL

Pour mettre en avant leurs cultures, aussi. Certains participants n'habitent en France que depuis quelques mois. En préparant des plats de leur pays d'origine, ils partagent aux autres leur sensibilité et leurs connaissances. Il y a par exemple Hamida, grande Marocaine de 33 ans. Elle est la reine de la boulette, mais aussi une super professeure : « Elles sont beaucoup trop grosses tes boulettes. Regarde, c'est comme ça qu'il faut faire. »

SOUPE ET MILITANTISME

Son français est un peu hésitant. Pas grave : ici, elle discute avec tout le monde, tant pis si on ne se comprend pas totalement. Elle peut surtout mettre en pratique ce qu'elle apprend aux cours de français organisés par la maison de quartier. Elle s'y rend avec Sid Ali, autre membre de l'atelier cuisine. À 33 ans, cet Algérien résidant à Lille-Sud réserve tous ses jeudis pour venir : « Pendant qu'on cuisine, je m'exerce

à parler français. » Il pense que cela l'aidera à enfin trouver un travail.

C'est tout ce que lui souhaite Jean-Pierre, le doyen. Ce retraité de l'Éducation nationale vient depuis 2008. Pour lui, cet atelier a vocation à créer plus que des gâteaux ou des salades. Il est presque politique : « De nos jours, créer du lien social et valoriser les gens, c'est un acte militant. Ici, on se donne des bons plans, on se soutient, on discute. Personne n'est laissé pour compte. C'est important. »

Autre enjeu, à l'ampleur certes plus modeste : apporter le repas à l'heure. Plus de 200 boulettes sont servies, accompagnées d'une soupe et de purée. Certains convives sont adhérents à la maison de quartier, d'autres juste de passage. Ils accueillent volontiers à leur table les cuisiniers du jour. Sid Ali vient débarrasser une dame, elle le reconnaît, le salue. Il a l'air le plus heureux du monde. ●

Amélie QUENTEL

Joue-la comme Liam

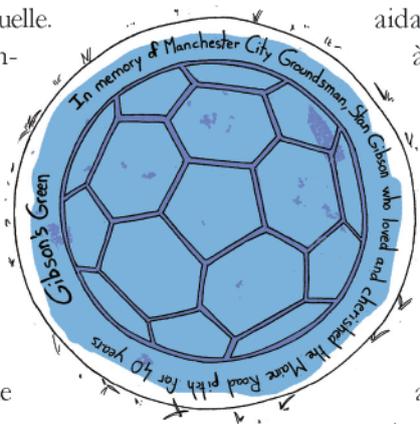
Des briques, du foot, de la musique. De notre côté de la Manche, c'est ainsi qu'on voit Manchester : une ville désindustrialisée au background ouvrier. Que le cœur des habitants batte pour un club ou pour un band, certains vivent même leur passion comme un moyen de s'émanciper.

Par Pierre LECORNU, Simon PRIGENT et Amélie QUENTEL

Avant de remplir les stades avec Oasis, Liam Gallagher les fréquentait déjà avec ses potes. À l'époque, il n'était pas encore sur scène, plutôt en tribune à chanter son amour pour les *Sky Blues* de Manchester City. Un jour, sa passion l'amène à dérober une portière de bagnole. Pas n'importe laquelle. Celle d'Éric Cantona, joueur star de Manchester United, l'équipe rivale de la ville. Arrogant, pugnace mais aussi romantique, Liam Gallagher est l'archétype du *working class hero* du Nord de l'Angleterre. Du foot, de la musique, une bière et on est heureux. Du moins, c'est l'idée très grossière qu'on s'en fait. Pourtant, ce sont les quartiers populaires qui ont donné à la ville ses meilleurs groupes. Ses supporters de foot les plus impliqués, aussi.

LE ROND CENTRAL EN MAUSOLÉE

Picadilly place, centre de Manchester. On attrape un bus à impériale direction Moss Side, en banlieue sud. C'est là que les *Sky Blues* ont longtemps joué à domicile,



dans le stade de Maine Road. Démoli en 2003, il a laissé un grand vide au milieu des petites maisons de briques rouges très *working class*.

« Quand tu grandis ici, tu n'as pas le choix, tu dois supporter City », explique Garry, agent municipal, en aidant une femme voilée et ses deux enfants à traverser la rue. Toute sa vie, il l'a passée aux abords de Maine Road Stadium, mais, depuis dix ans, « le quartier est mort, les commerces ont fermé, même le pub où j'allais parfois voir les matchs n'existe plus ». Envolés la ferveur et les souvenirs des barrières franchies en douce pour rejoindre clandestinement les tribunes alors qu'il était gamin. Envolé aussi, l'espoir de se rendre au nouveau stade pour assister à une rencontre, « beaucoup trop cher depuis le rachat du club par un homme d'affaires d'Abou Dabi ».

Seul vestige de ces *good old days*, le rond central du vieux stade, transformé en mausolée à la gloire des *Sky Blues* au milieu des maisons. Un lieu ●●●

La coupe à Liam GALLAGHER

Du beau volume
à l'arrière

Frange trop
courte

pattes
touffues



© Pierre LECORNU

Qui suis-je ? MANCHESTER

●●● qui n'évoque plus grand chose aux nouveaux habitants du quartier, issus de l'immigration pour la plupart.

On laisse derrière nous les briques rouges et le *background* populaire, direction l'est de Manchester. Le très moderne Etihad Stadium, nouvel antre de City, est sorti de terre aux abords du périphérique et d'une zone industrielle. L'endroit nous paraît tout de suite moins accueillant. Pas de maisonnettes ou de petits commerces mais un McDo et des immeubles de dix étages. Depuis l'ère Abou Dabi, l'équipe dispute la Ligue des champions mais l'atmosphère magique s'est diluée dans l'argent des investisseurs.

Seule option pour les supporters fauchés : les pubs. Un lieu d'investigation à notre portée. Ce soir, le Tib Street Tavern fait le plein pour le déplacement des *Sky Blues* à Kiev, en quart de finale aller de la Ligue des champions. On note la présence de plusieurs sosies capillaires de Liam Gallagher. Dans une atmosphère éthylique et testostéronée, David, 55 ans, crâne rasé et petite boucle d'oreille, est accoudé au bar. À ses côtés, son fils, John. S'ils ne boudent pas leur

plaisir d'avoir retrouvé le plus haut niveau européen à grand coup de millions de pétrodollars, ils ont le sentiment que les vrais fans originels sont dépossédés de leur club.

« *Quand les gens ne pourront plus payer les places, ça va péter. Le système n'est pas durable* », déplore David. Soudain, le bar se soulève, City vient d'ouvrir la marque. Nous n'existons plus au yeux d'un David exultant. Une fois l'euphorie consumée, il reprend : « *Le foot, c'est comme un arbre : si les racines pourrissent, c'est tout l'arbre qui meurt. C'est ce qu'ils sont en train de faire avec la base des supporters.* »

REPLANTER L'ARBRE

Chez les rouges de Manchester United, on connaît aussi la financiarisation du foot. Racheté il y a dix ans par la famille américaine Glazer, le club a



© Pierre LECORNU

été largement ponctionné depuis pour recouvrir leurs dettes. Préférant ne pas assister à la mort de l'arbre, une poignée de supporters décide d'en planter un nouveau, en 2005. Créer un club, par les fans, pour les fans. Manchester United est mort, vive le FC United ! « *Divorcer de Manchester United a été une décision difficile à prendre. On en a parlé longuement sur un forum de fans en ligne et on s'est lancés dans l'aventure* », raconte Vinny Thompson, sosie non-officiel de Michel Blanc et chargé de la promotion du club. « *On était seulement 25 et on a dû tout apprendre de la gestion d'un club.* » Le *Do it Yourself* (DIY) : la force du FC United. Aujourd'hui, le club évolue en sixième division anglaise, et reçoit depuis 2015 dans son stade de Broadhurst Park, principalement financé par les dons de supporters. Implanté dans le quartier populaire de Moston, le club autogéré ambitionne « *d'apporter plus que du foot à la communauté locale* ».

Rutilant stade rouge et blanc aux équipements modernes, Broadhurst Park accueille ce matin-là les ados de l'équipe junior, pour la plupart issus des quartiers. Mais pas pour jouer au foot. Plutôt pour apprendre l'art du coaching. « *Pour 80 % d'entre eux, ils ne seront pas footballeur pro*, explique Thom Conroy, le professeur, tout en reprenant un élève. *On leur donne les clés pour s'en sortir d'une autre manière.* » Même si Charlie, 17 ans, se verrait bien embrasser une carrière à la Wayne Rooney, star de Manchester United, il est reconnaissant envers le FC United : « *Sans le club, je n'aurais pas fait d'études.* » Preuve de la valeur ajoutée du dispositif, la présence de Brandon : s'il ne fait plus partie de la team, il continue d'assister aux cours.

Accueillir tout le monde : le leitmotiv du club. Et ce soir, il s'ouvre aux habitants du quartier pour une soirée dîner-spectacle. Autour de grandes tables circulaires, on boit des pintes à l'effigie du FC United et on rigole entre amis. « *Avant, il n'y avait aucune possibilité de sortie sauf un pub un peu glauque* », s'enthousiasme Tracy, habitante de Moston. Ce vivre-ensemble, c'est ce que cherche à promouvoir Andy Cheshire,

responsable des questions d'éducation et de communauté dans le club : « *Pour moi, le foot est un levier pour fédérer une communauté autour d'une mission sociale. Par essence, il est politique.* » En témoigne le fonctionnement démocratique du club, sur le principe un membre égale un vote. « *Tout est débattu, même le prix des tartes proposées ce soir* », plaisante Andy.

Enivrés et conquis par nos rencontres au FC United, c'est plein d'espoir que nous repartons vers le centre-ville : le DIY n'est pas qu'une alternative au manque de moyens. C'est un choix revendiqué vers l'émancipation politique. Et ça fonctionne.

LA MUSIQUE, CŒUR BATTANT DE LA VILLE

À une demi-heure en taxi de là, en banlieue ouest, les habitants de Salford s'y connaissent aussi en débrouille. Dans cette cité désindustrialisée, des murs ocres, comme d'habitude. Par son architecture et l'assemblée qu'il agrège, un bâtiment se distingue pourtant. *Tonight is the night* au Salford Art Theatre. Des jeunes désœuvrés zonent autour à vélo, intrigués. Sur la façade, un visage géant les observe. Ces traits sont ceux de Peter Hook.

Ce soir, il est là. Celui qui a fondé Joy Division et New Order, groupes de rock majeurs des *seventies* et *eighties*, depuis son petit quartier de Salford. En tant que figure locale, il vient donner une conférence.

Au bar du théâtre, la bière se descend par litrons, direct à la bouteille. Au-dessus du comptoir, un vinyle de New Order, période *Power, corruption and lies*, trône. Le serveur

porte un tee-shirt des Smiths, autre groupe mancunien de légende. « *J'étais au lycée avec Morrissey, leur chanteur !* », clame avec fierté, Steve Coen. Ce grand gaillard ●●●

“
**Pour moi,
le foot est un levier
pour fédérer
une communauté
autour d'une mission
sociale. Par essence,
il est politique.**

ANDY CHESHIRE, DU FC UNITED

Peter
Hook



●●● est membre du conseil municipal. Et il se félicite qu'un tel lieu existe à Salford, « *cœur battant de la ville* ».

Unique îlot de culture du quartier, ce théâtre aspire à démocratiser l'art. « *On veut briser les barrières* », assure Scott-T-Berry, directeur de l'établissement. Alors, avec peu de moyens et beaucoup d'enthousiasme, ils l'ont rénové, il y a un an. La chose culturelle et son pouvoir émancipateur importent à ce dandy à la moustache très Dali-esque. La venue de Peter Hook est une consécration : « *Il a commencé sans rien et a réussi. Grâce à lui, les gens se disent : "Je peux acheter une guitare pour que dalle et let's try"* ». Selon lui, à Salford, les jeunes rêvent un peu plus gros qu'ailleurs : « *Quand vous venez d'un coin comme celui-ci, vous avez plus la niaque. Et la musique est un bon moyen de revenir à la vie.* » Un avis partagé par Amber, artiste installée ici depuis dix ans : « *On m'a déjà dit que les gens de Salford sont plus créatifs car ils sont pauvres et que le temps est pourri.* » Ses paroles trouvent écho chez un homme accoudé au bar : un peu éméché, il nous interpelle, enregistreur en main. Il compte podcaster le contenu de la soirée, mais avertit : « *Moi, je partage gratos hein, je vends rien.* »

PASSION ET TRANSMISSION

En attendant, le show commence. « *Hmm, c'est très middle class comme public !* », assène, goguenard, l'animateur, figure du quartier. *Working class heroes forever?* En voilà, un justement : Peter Hook, Heinekein à la main et python aux pieds, s'assoit dans le canapé à fleurs installé sur scène. Très détendu, l'artiste enchaîne avec bonhomie les anecdotes : la galère des débuts, la pureté de la musique made in Salford. La nécessité de suivre son instinct, aussi. Comme quand il a découvert les Sex Pistols, et qu'une obsession l'a envahi : « *Je vais m'acheter un instrument.* » On se dit tous qu'il a plutôt bien fait.

Choper des guitares, les jeunes salfordiens de Death to the Strange – ou D2TS, comme nous l'écrira son chanteur dans notre cale-

pin – le font aussi, à leur montée sur scène. On croit voir débarquer Liam Gallagher de nouveau – l'effet coupe au bol, encore. Leur set est agréable, ce qui n'empêche pas les sales gosses de la salle – deux vieux punks – de faire du bruit à l'arrière. On croit entendre : « *Fuck'em.* » Pourtant, le groupe interprète une chanson à la gloire de Salford. Une jeune fille lève son poing vers le ciel. Voilà, c'est fini (le concert), se dit-on. Pas tout à fait : Peter Hook remonte sur scène, accompagné des musiciens de D2TS, heureux comme des gosses. D'abord *Transmission*, puis *Love Tear Us Apart*. OK, Hooky n'a pas la tessiture de feu Ian Curtis, chanteur originel de Joy Division.

OK, il fait un peu vieux beau. Mais c'est magique. Puis, *this is it*. Le moment tant attendu. On rejoint James, l'attaché de presse de Peter Hook. Il nous fait sortir à la dérobée. On file en vitesse vers les

“ On m'a déjà dit que les gens de Salford sont plus créatifs car ils sont pauvres et que le temps est pourri. ”

AMBER, ARTISTE LOCALE

loges. En chemin, presque essoufflé, il se livre à une confidence : « *Bon, bon... Pour qu'il accepte, je lui ai dit que vous étiez journalistes au Monde.* » À croire que l'École supérieure de journalisme de Lille ●●●



Qui suis-je ? MANCHESTER

●●● ne fédère pas les enthousiasmes ? Pas le temps de réfléchir, nous voilà déjà nez à nez avec Mr. Hook. Il ne veut plus trop, pas le temps. On insiste, épaulés par James : on est journalistes au *Monde*, après tout. Il cède : il nous accorde cinq minutes. La diva de Salford se révèle tout de même très affable. Et concernée par la vie de son quartier d'origine : « Ici, c'est délaissé par les autorités. Alors si un théâtre comme celui-là peut aider des jeunes sans argent, comme moi à l'époque, c'est super. » Le bassiste est très fier de l'héritage que ses groupes ont laissé dans le coin : « Les gens me disent qu'avec Joy Division et New Order, on les a inspirés. C'est un grand compliment. Quand tu fais de la musique qui bouleverse les autres, tu les incites eux aussi à se bouger. »

Daniel Clarke n'a pas la même carrière que Peter Hook. Pourtant, le jeune chanteur de D2T'S, partage son point de vue : « Nous, les gens des classes populaires, on a plein de choses à dire, mais la parole est confisquée par les mecs friqués. Des groupes comme Joy Division ont écrit des paroles touchantes, qui nous ont donné la force d'essayer. » Pour lui, Manchester est unique : « Ici, à part le crime ou la drogue, les gens n'ont rien. La musique est la dernière forme de magie. » On le quitte sur une question sur sa coupe de cheveux : est-il fan d'Oasis ? Réponse : « Je suis né avec ». La génétique, toujours.

À LA MAISON

En sortant du théâtre, on croise notre cher Vinny a.k.a. Michel Blanc, un peu fatigué. La présence du porte parole du FC United nous prouve une fois de plus qu'on ne s'est pas trompés : à Manchester, la consanguinité entre football et musique est réelle. Ce soir, en bon punk, il n'a pas manqué le spectacle – pas comme en 1976, quand il a raté le premier concert des Sex Pistols à Manchester « à cause des bières gratuites au bar ». Espérons qu'il ne ratera pas le match de demain non plus.

Car le FC United joue à domicile en ce samedi après-midi froid mais chaleureux. Il est midi à Broadhurst Park. En attendant les joueurs, les supporters sont

déjà là pour manger un bout et boire des bières. Il y a Bett, vieux faluchard, venu voir ses potes. Avant, il allait à tous les matchs de Manchester United. Plus maintenant : « Je préfère donner mon argent au FC United. » Il soutient aussi la Guinness et vole le crayon des journalistes en train de l'interviewer. Méfait accompli, il le rend, hilare : on ne se prend pas au sérieux, au FC United.

Les cents bénévoles présents, en revanche, prennent leur tâche à cœur. Brian, chargé de la sécurité, reste émerveillé par le fonctionnement du club : « Ça prouve

“
Quand tu fais
de la musique
qui bouleverse
les autres, tu les
incites eux aussi
à se bouger.

PETER HOOK, FONDATEUR

DE JOY DIVISION ET NEW ORDER

qu'en associant des gens aux compétences diverses on peut créer quelque chose d'idéal. » En tribunes, tout le monde est habillé aux couleurs du FC United. Un gosse possède même une coque iPhone achetée au stand. Il est à fond. « COME ONNNN ». Comme tous les enfants présents ce

jour là, accompagnant leurs pères ou leurs grands-pères. On vient en famille chez la famille.

Dans le public, ça crie et ça chante. Des hymnes en l'honneur du club, des insultes à l'arbitre qui « est vraiment nul », ou une version revisitée de Dirty Old Town des Pogues. Le jeu sur le terrain est sale, lui aussi : ça se jette par terre sans hésitation, tant pis si ça fait mal. Un chien parade avec une doudoune « I am a FC United dog », tandis qu'un drapeau à l'effigie de Morrissey flotte rapidement dans l'air frais. Dernières minutes du match. *Climax*: Le FC United marque un troisième but, 3-2, bravo, c'est gagné. Le public exulte. Nous aussi. Cet après-midi au stade, on a vécu la culture populaire mancunienne. Notre fantasme initial n'en était pas un : Manchester est musique et foot. Au-dessus du terrain, une affiche sur laquelle est écrit « True Faith » irradie. Cette affiche, elle est signée par Peter Hook. ●



I AM A FC FAN

I AM MANCUNIAN!

Je suis né avec cette coiffure...



Daniel Clarke
30 ans
Chanteur du groupe
Death To The Strange



Etihad Stadium

J'ai gagné 500
LIVRES EN pariANT !



David et John
City fans de père en fils

PARLER DU
Foot et de
La MUSIQUE

?

VOUS ÊTES
DANS LA
BONNE VILLE
!



Scott-T-Berry
Directeur du
théâtre de Salford

© Pierre LECOFFNU

« Quand on ne peut plus se faire entendre, on utilise la violence »

Alain Bertho,
professeur à l'université Paris-VIII,
est anthropologue et spécialiste
des mobilisations urbaines
et des émeutes.

Le chercheur nous a donné rendez-vous dans les locaux de la Maison des sciences de l'homme de Paris-Nord à Aubervilliers. Il vient de publier Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs, dans lequel il s'interroge sur la désillusion politique.

En 2008, vous avez cofondé l'Observatoire international des banlieues et des périphéries, au sein duquel vous avez mené des enquêtes sur les émeutes dans le monde. Comment en êtes-vous arrivé à vous intéresser à ce phénomène urbain ?

J'habite à Saint-Denis. Au début des émeutes en 2005, cela faisait plus de vingt ans que je travaillais sur la banlieue et je n'avais rien vu venir. Là, j'ai vu qu'il y avait quelque chose qui m'avait échappé, qui nous avait échappé à tous. Que je n'avais rien compris à ce qui se passait dans les cités. Qu'est-ce que ces jeunes ont voulu nous dire ? Donc on a fait des enquêtes de terrain. Quelques mois plus tard, c'était la manif' du CPE. Tous les matins, les lycées étaient bloqués et les voitures brûlaient. Et les jeunes avaient envie d'en découdre avec la police. La première chose qui m'a interpellé, c'est que ce sont d'abord des gens qui se mettent en danger, car ils ont une énorme rage. Mais pourquoi ? Car il y a un espace, existant auparavant, qui a disparu. Dans mes entretiens, les jeunes me disaient : « *Ce n'est pas politique, on voulait juste dire quelque chose à l'État.* » Ils



© Alain BERTHO via Wikimedia Commons

perçoivent la politique comme un repoussoir, donc ils préfèrent s'en prendre directement à l'État.

Dans votre livre *Le Temps des émeutes*, paru en 2008, vous faites un lien entre émeutes urbaines et « fin des grandes utopies ».

Le XXI^e siècle marque la fin des formes politiques « classiques » et des grandes idéologies du XX^e siècle. Car ce n'est pas seulement le communisme qui s'écroule, mais tout un mode de pensée. On est loin d'en voir l'ensemble des conséquences. On vit une période particulière, on est dans l'entre-deux. Le XX^e siècle était une période historique. On préparait l'avenir qui pouvait être modestement meilleur sur le plan social. L'utopie est apparue à la fin du XVIII^e siècle, mais la particularité du XX^e, c'est qu'on croyait réellement qu'on allait réaliser l'utopie, dont la forme principale était le communisme. C'était surtout vrai dans les

classes populaires. Cela donnait du sens à leur quotidien. La difficulté du présent était supportée grâce à l'espoir d'un avenir meilleur. Cela a même fait reculer l'alcoolisme, car il fallait être exemplaire. Désormais, l'idée du futur apparaît dans tous les domaines comme une menace et il y a une désillusion très forte envers la politique et l'État. On est dans un présent infini.

Vous considérez que les gens ne croient plus en l'État ?

Le révélateur, c'est le pourcentage massif d'abstention. Les gens n'y croient plus donc ils ne votent plus. À Aubervilliers, au premier tour des régionales, il y a eu moins de 30 % de participation. C'est une forme de désespoir social. Les gens ne votent plus car ils ne voient plus à quoi ça sert. Mais à un moment, quand on pense que l'on ne peut plus se faire entendre, on utilise la violence. D'où la montée des émeutes depuis le début du XX^e siècle. C'est un phénomène que l'on retrouve mondialement.

Mais qu'est-ce qui remplace ce vide ? À quoi croit-on désormais dans les banlieues et les quartiers populaires ?

Actuellement, faute d'invention, faute de politique, faute de confiance dans l'État et dans l'avenir, la religion a repris sa place. Ici, à Saint-Denis, les bastions

rouges sont désormais des bastions de l'islam. Car quand la politique reflue, la religion afflue. Ce renouveau religieux se nourrit du déficit politique, dans les quartiers populaires, mais pas seulement, comme

l'a montré l'essor de La Manif pour tous contre le mariage gay. Le communisme permettait aux immigrés arrivés en France de s'intégrer plus facilement grâce à la conscience de classe du milieu ouvrier. Mais quand le mouvement ouvrier a pris un coup dans

l'aile, on a cessé de les voir comme des ouvriers pour les considérer comme des immigrés. La question des immigrés est contemporaine de la fin des usines, aux alentours des années 1980. Et désormais, ils n'ont plus la politique pour affirmer leur identité et la religion prend le relais, dont l'islam. C'est un liant qui permet de vivre, d'avoir une morale et de donner du sens, à défaut de croyance politique.

Vous citez l'historien Marc Bloch, en expliquant que « les fils ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères ». Mais est-ce qu'il n'y a pas une fracture au sein même de la jeune génération ?

Oui, en France, il y a une fracture très forte au sein de cette génération. Cette situation de fracture, elle est liée à une histoire coloniale et à une stigmatisation des classes populaires. Quand Zyed et Bouna sont morts en 2005 à Clichy-sous-Bois, il n'y a pas eu de colère générale, personne ne s'est soulevé en disant : « *Ce sont nos enfants.* » Alors qu'en 2008, en Grèce, quand un adolescent est tué par un agent de police, toute la jeunesse s'est soulevée. Ou, par exemple, en avril 2015, quand un jeune noir est tué à Baltimore, il y a eu des manifestations. Quelque part, on parle beaucoup des États-Unis, mais je trouve la situation plus inquiétante en France. Il n'y a pas de solidarité.

Bref, c'était mieux avant ?

Je n'ai aucune nostalgie ! Il y a un espace à prendre politiquement par les jeunes. Par exemple, quand je vois la mobilisation contre la loi El Khomri, ce sont des engagements qui me donnent de l'espoir. Ce qui dessine le futur, c'est la vidéo des youtubeurs (NDLR : dans une vidéo intitulée « *On vaut mieux que ça* », devenue virale sur les réseaux sociaux, plusieurs vidéastes se sont regroupés pour dénoncer le projet de loi travail de la ministre Myriam El Khomri) et la mobilisation participative qui a suivi sur les réseaux sociaux. Les citoyens montrent qu'ils peuvent se faire entendre autrement. Non pas remplacer le gouvernement, mais l'obliger à les écouter. ●

Propos recueillis par Juliette DUCLOS

“
Quand Zyed et Bouna sont morts en 2005 à Clichy-sous-Bois, il n'y a pas eu de colère générale.

Que *fais*-je ?

Il paraît que l'on est jamais aussi bien servi que par soi-même. Alors, quand les institutions délaissent des territoires entiers, ou lancent de grands plans de rénovation urbaine sans consulter les habitants, l'heure est à l'entraide et à la débrouille, au débat et à la contestation. Pour se faire entendre, l'union fait la force. Demain sera-t-il meilleur ?

Au Petit-Bard de Montpellier, l'engagement est associatif. Il perdure, en dépit des coups durs. Il en va de la cohésion du quartier (p. 44). En Suède, le modèle social, souvent loué pour sa capacité d'intégration, connaît des ratés. À Husby, théâtre des révoltes urbaines de mai 2013, il faut puiser en soi-même pour construire son projet d'avenir (p. 52).



Que fais-je ?
MONTPELLIER

La rénovation permanente

Une aire de jeux a été inaugurée il y a quelques mois au Petit-Bard, tandis que les travaux continuent.

© Quentin VASSEUR



Au Petit-Bard, la rénovation urbaine a fait long feu. L'espoir suscité a cédé le pas à l'amertume. En retour, les habitants, oubliés de l'aménagement, se serrent les coudes et luttent pour assurer la cohésion du quartier.

**Par Xavier THOMANN
et Quentin VASSEUR**

Le TGV nous fait traverser la France, et Montpellier nous accueille avec le soleil. Le centre-ville historique est rempli de touristes et de badauds, venus profiter des premiers beaux jours de l'année. On ne s'attarde guère. Direction, l'ouest de l'agglomération. Avant de gagner notre logement pour la semaine, nous distinguons le Petit-Bard et son avenue du même nom au croisement avec la route de Lodève. Cette route sépare deux mondes. D'un côté, Celleneuve, plutôt classe moyenne, ancien village avec son église du XII^e siècle englouti par l'expansion de la ville, ses petites maisons et ses résidences sécurisées. De l'autre, le Petit-Bard, un quartier parmi les plus pauvres de l'agglomération, qui vit depuis 2004 dans un état de chantier permanent. C'est cette année-là que le quartier a fait son entrée dans l'actualité nationale. Le 13 juin, un incendie éclate dans l'un des immeubles. Un homme de 31 ans meurt. Pendant plus d'un mois, les habitants sinistrés se mobilisent. Ils occupent le gymnase et réclament la rénovation de leur lieu de vie. Après un mois de manifestations, ils finissent par être entendus par les pouvoirs publics. Un collectif, Justice pour le Petit-Bard, est créé pour

faire entendre la voix des habitants. La prise de conscience est générale, en apparence du moins. Un plan de réhabilitation urbaine est annoncé.

HISTOIRE MOUVEMENTÉE

Pour comprendre les aléas de la rénovation, Tarek Kawtari, un ancien du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) et membre de Justice pour le Petit-Bard, est l'interlocuteur idéal. L'homme est rompu aux médias, il a le discours efficace et clair des militants de la première heure. Nous le rencontrons au snack du quartier, où se croisent jeunes et moins jeunes. L'envie est grande de rentrer dans le vif du sujet, Tarek préfère reprendre les choses au début, en détaillant les premières années du quartier.

Le Petit-Bard a été construit sur des champs de vignes au début des années 1960. La copropriété est achevée en 1962. Elle est occupée par des rapatriés origina-

ires d'Oran. En vingt ans, ce quartier pied-noir se renouvelle. Les familles qui partent sont systématiquement remplacées par d'autres familles, celles-ci d'origine marocaine. Dans les années 1970 et 1980, le Petit-Bard gagne la réputation

d'un quartier où se loger est facile. Les familles aux revenus modestes s'y concentrent. Le quartier cesse d'être une étape sur le chemin de la vie en attendant des jours meilleurs pour devenir un lieu où l'on se fixe indéfiniment.

Le Petit-Bard, comme d'autres quartiers français, illustre l'échec de l'habitat à loyer modéré qui devait être le tremplin vers un lieu d'habitation permanent. Dans la foulée, les immeubles se détériorent. La faute non pas aux habitants qui paient les charges, mais à un syndic qui n'effectue pas l'entretien nécessaire. Plusieurs plaintes ont été déposées au début des années 2000, au moment même où le syndic est placé en faillite. La thèse du syndic véreux est admise par les pouvoirs publics eux-mêmes. Lors d'un passage dans

le quartier en janvier 2016 pour l'inauguration de l'aire de jeux, le maire de Montpellier, Philippe Saurel (divers gauche), rappelait au journal *20 minutes* que « *les syndicats sont partis avec l'argent des habitants* ».

Tout le monde semble d'accord pour dire que la rénovation urbaine était nécessaire et pressante... Seulement, douze ans après sa conception, elle est loin d'être achevée. Les engins de chantier sont garés un peu partout, les rues sont défoncées et criblées de nids de poule. En douze ans, pourtant, on a le temps de faire beaucoup de choses : entre 2000 et 2012, la ville de Montpellier a construit quatre lignes de tramway... « *Les jeunes de douze ans et moins n'ont connu que la rénovation* », se désole un habitant.

MILLE-FEUILLE ADMINISTRATIF

En 2014, la tour H était détruite par implosion. Les élus, les habitants, les caméras de télévision... tout le monde était là. Tout un symbole. Du haut de ses cinquante mètres, la tour dominait le quartier. On pouvait y voir les errements de l'habitat bon marché des Trente Glorieuses : trop grand, pas assez « *humain* », le refrain est connu. Deux ans plus tard, les immeubles qui doivent la remplacer sont à peine sortis de terre. Les ouvriers s'affairent sur les structures en béton. Jusqu'à quand ? À quelques mètres, la barre F est toujours là, malgré son délabrement avancé. Plusieurs familles y habitent encore : les cages d'escalier sont fantomatiques, les appartements sont condamnés au fil des départs.

La fondation Abbé-Pierre a travaillé avec Justice pour le Petit-Bard et connaît les problématiques du quartier. Selon Frédérique Mozeur, directrice de l'antenne de Montpellier, le retard est dû à un ensemble de facteurs. « *Cela vient un peu de tout le monde* », l'organisation est lourde, il faut racheter les lots, démolir, reconstruire, trouver les entreprises, coordonner les différents acteurs. La rénovation fait intervenir la mairie, l'agglomération, la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), des bailleurs sociaux... À moins

“
Les syndicats sont partis avec l'argent des habitants.

PHILIPPE SAUREL,

MAIRE DE MONTPELLIER



Au pied du bâtiment D, des graffeurs locaux ont célébré la lutte des habitants du quartier. © Quentin VASSEUR

d'être titulaire d'un master d'affaires publiques de Sciences Po, difficile de tout comprendre à ce mille-feuille administratif.

Quelque part entre les Algeco des ouvriers et les dorures des palais républicains, les habitants doivent trouver leur place. Beaucoup estiment ne pas avoir été pris en compte dans la rénovation, écrasés par cette superstructure bureaucratique. Hamza Aarab est un militant emblématique de Justice pour le Petit-Bard. Il porte un regard critique sur la gestion de la rénovation :

« Ce sont des techniciens qui gèrent la rénovation, ils n'ont pas pris en compte le côté social, humain. » Tarek Kawtari, lui aussi membre de l'association Justice, ne dit pas autre chose, évoquant « une idéologie imposée de l'extérieur ». « Si on veut déconstruire un village, on vient d'abord parler aux gens, non ? »

Quant à nous, nous aurions aimé en savoir plus, comprendre le pourquoi du comment. La SERM dispose d'un bureau ouvert tous les matins dans le quartier pour présenter la rénovation aux habitants. À plusieurs

reprises, nous trouvons porte close. « C'est fermé depuis un an », lance un jeune homme. D'autres habitants confirment. Face à cette situation, Justice pour le Petit-Bard a fait le pari d'impliquer les habitants. Au-delà de la gestion quotidienne des dossiers des locataires, l'association a monté des réunions et des débats. « On a fait autant de bruit que possible, on a fait notre devoir citoyen », détaille Hamza Aarab. Les 24 et 25 octobre derniers, "Justice" organisait un forum des quartiers pour tirer le bilan de la politique urbaine des dix dernières années. Le Petit-Bard est ainsi devenu le symbole des échecs et des espoirs de la politique de la ville des années 2000.

RÉUSSITE SPORTIVE

Hamza Aarab est également le président du Montpellier Méditerranée Futsal. Cet « empêchement de tourner en rond », comme il se décrit lui-même, a de la colère à revendre mais aussi des actions très concrètes pour améliorer le quotidien des jeunes. Ainsi, pendant les

Que fais-je ? MONTPELLIER

vacances de février, le club proposait un stage à tous les enfants du quartier. La double implication d'Hamza est révélatrice. Le sport offre la possibilité de recréer un sentiment de communauté. En dix ans, l'offre sportive s'est étoffée. Il y a du politique dans le sport et la résistance conçue comme un devoir citoyen continue sous d'autres formes.

Au club de taekwondo fondé par l'ancien athlète de haut niveau Djilali Merili en 2007, l'attention est portée sur les résultats sportifs – excellents – comme sur le projet éducatif. « *On a insisté pour qu'il y ait de la mixité entre garçons et filles dans les cours, explique-t-il, parce qu'il en manque dans le quartier.* » À partir de treize ans, les adolescents côtoient leurs aînés. « *Ça les cadre, et ils sont plus disciplinés.* » Certains des adultes offrent du soutien scolaire. « *La réussite scolaire, ça passe avant le sport.* » En l'espèce, deux heures de soutien deux fois par semaine. La salle d'arts martiaux recrée la cohésion dont le quartier avait besoin.

Avant l'arrivée des bulldozers, le quartier disposait d'un gymnase, qui était aussi un lieu de sociabilisation et de détente. C'était le centre de gravité du Petit-Bard, un aimant pour la vie de quartier. C'est là que les familles ont convergé pour protester contre leurs conditions de vie.

DESTRUCTION DU GYMNASE

Il a été détruit pour laisser la place à des immeubles. Tous s'en désolent. Djilali constate que, du temps du gymnase, « *il y avait moins de jeunes qui traînaient, ils pouvaient jouer au futsal ou regarder jouer.* ». L'ancienne chapelle sise rue Paul-Rimbaud, désertée par les fidèles, a été transformée en salle de sport en 2012. Elle permet aux plus de 130 licenciés du club de taekwondo de s'entraîner dans de bonnes conditions, même si l'association Génération Taekwondo commence à se sentir un peu à l'étroit. Il fut question un temps de créer un com-



Entraînement des U17 du FC Petit-Bard, au stade Rachid-Malla. © Quentin VASSEUR

plexe sportif sur deux étages. Il n'est pas sorti de terre à l'heure actuelle.

Impossible de jouer au football dans le quartier. Le Montpellier Méditerranée Futsal, qui puise ses origines au Petit-Bard, n'a plus de gymnase attitré. Hamza

Aarab nous a donné rendez-vous à celui des Cévennes, un quartier voisin. Depuis la disparition du gymnase, les joueurs naviguent entre ceux des environs. Étonnant pour un club de niveau national,

dont l'équipe élite devrait, sauf surprise, remonter en Ligue 1 la saison prochaine !

Selon un certain nombre d'habitants, la réhabilitation du quartier n'a pas profité à la vie sociale et aux associations du quartier. La rénovation est vue comme un échec. Pour ce qui est des équipements, une médiathèque William-Shakespeare a vu le jour au début des travaux. Elle est située en bordure du Petit-Bard, vers l'est, à proximité de la maison de quartier, du poste de police municipale et de la ligne de tramway. « *Le quartier est plus aéré qu'avant* », concède Djilali, mais les infrastructures n'ont pas suivi.

Justice pour le Petit-Bard souhaitait que la rénovation permette au quartier de sortir la tête de l'eau. Le chantier aurait pu donner du travail aux victimes du chômage. Là encore, l'échec est patent. L'insertion n'a pas profité de la rénovation. Le rôle joué par les associations demeure capital. Pour assurer cette mission, l'argent est le nerf de la guerre.

DURE VIE DE CLUB

Un club riche pourrait s'en accommoder et surmonter les obstacles avec l'aide d'une trésorerie fournie. Au Montpellier Méditerranéen Futsal, les fonds manquent. Le quartier continue à souffrir d'une mauvaise image et les mécènes ne se pressent pas pour investir, à l'inverse des clubs des quartiers alentour. De plus, les relations avec la mairie ne sont pas au beau fixe. La faute, semble-t-il, à un conflit vieux de deux ans concernant

un voyage à Dubaï. La mairie estimait que le club avait détourné l'argent des subventions pour financer ce voyage. « *L'audit de la préfecture a montré qu'il n'y avait rien, ce serait facilement vérifiable* », se défend Hamza Aarab. L'affaire a été relayée par *Le Midi libre*. Le maire Philippe Saurel avait alors déclaré : « *L'argent public ne doit pas être traité de cette façon.* »

Les subventions sont aussi en baisse du côté du FC Petit-Bard, le club de foot à onze. Contactée par téléphone, la mairie explique que l'austérité concerne tout le monde. En deux ans, les subventions du club sont passées de 39 000 à 25 000 euros. Bien souvent, les déplacements à l'extérieur relèvent du parcours du combattant pour acheminer tous les joueurs, faute de véhicules. Les équipes doivent parfois déclarer forfait. « *Au bout de trois forfaits dans une compétition, on descend d'une division.* »

À domicile, le club fait avec les modestes installations du stade Rachid-Malla. Quelques vestiaires au rez-de-chaussée des habitations voisines, des locaux en préfabriqué pour les entraîneurs et l'administration du club. Les tribunes sont symboliques, cinq rangées à peine, pas de quoi accueillir la foule des grands jours. En 2014, l'équipe senior s'est hissée au septième tour de la Coupe de France. Elle affronte Istres, une équipe de Nationale. Ce beau moment pour le club n'a pas eu lieu au quartier. « *On a dû jouer à Sussargues, à côté, parce que le terrain n'était pas adapté* », regrette Jean-Damien Castanier, entraîneur des moins de 17 ans et ancien président du club.

En ce soir de février, sous les projecteurs du stade, les jeunes garçons s'entraînent. Certains écoutent, d'autres un peu moins. Le groupe est motivé, mais bavard. Le coach doit les rappeler à l'ordre, histoire qu'ils ne lambinent pas entre deux passes. L'insouciance des jeunes tranche avec l'inquiétude des éducateurs au sujet de la pérennité des associations sportives et de la cohésion du quartier. Justice pour le Petit-Bard a dû quitter en décembre son local au pied de la résidence Apollinaire, avenue du Petit-Bard. Mais tout n'est pas fini. « *On continue les dossiers qu'on avait en cours, on est des gens sans concession* », conclut Hamza Aarab. Résistance, toujours. ●

On est des gens sans concession.

HAMZA AARAB, MILITANT DE JUSTICE POUR LE PETIT-BARD

Le quartier de leur vie

Ils pourraient habiter ailleurs, ils ont choisi de rester ici. Trois couples de retraités racontent leur histoire d'amour.

Quand vie de famille et vie de quartier sont entremêlées.

MARTINE ET FRANÇOIS LEBECQ L'AMOUR EST DANS LE QUARTIER

Martine et François Lebecq sont des septuagénaires très actifs. Après trente années de service en tant que puéricultrice au CHR de Lille, Martine dirige l'association Les amis du patrimoine de Lille-Sud et le centre social Lazare-Garreau du quartier. Cette infirmière originaire du centre-ville milite depuis toujours contre le regard négatif que les médias portent sur Lille-Sud. « *Quand il se passe de bonnes choses ici, on dit que c'est "à Lille", quand il s'agit du mauvais, c'est "à Lille-Sud"* », s'indigne-t-elle. En 2009, elle publie *Raconte-moi Lille-Sud*, un livre entièrement réalisé par les habitants, en guise de plaidoyer pour son quartier « *décrié* ».

François Lebecq embrasse la carrière de médecin avec l'espoir de « *rendre la vie plus agréable pour les défavorisés* ». Comme sa femme, il est piqué par la volonté d'aider. Issu d'un milieu aisé, il jette son dévolu sur Lille-Sud, un quartier « *surtout pas bourgeois* », pour ouvrir son cabinet. Le docteur s'attache ensuite au traitement de la toxicomanie, l'un des problèmes du quartier, en organisant des réunions de spécialistes à son domicile. Il se souvient d'un drogué en manque le menaçant d'un couteau. Pas question de fléchir, ni de partir. « *J'aurais honte de moi-même si je quittais le quartier* », dit le docteur, la voix posée.

Martine et François Lebecq sont des retraités hyperactifs, malgré la maladie d'Alzheimer qui touche l'ancien médecin. Bon nombre d'ex-patients ont du mal à couper le cordon affectif. La porte des Lebecq est toujours ouverte. Une fois par mois, le couple projette les photos de ses voyages à travers le monde, dignes des plus belles cartes postales, aux habitants qui n'ont pas les moyens de voyager. Depuis deux ans, une cinquantaine de fans répondent présent au rendez-vous. « *On a adopté le quartier, puis on a été adopté* », se réjouit Martine Lebecq.

JOSIANE ET CHRISTIAN BURIE RELIGIEUSEMENT ENGAGÉS

Josiane et Christian Burie avaient la belle vie. De celles qui font rêver les autres. Un parcours professionnel accompli, un grand appartement en centre-ville, quatre enfants, et Pierre Mauroy comme voisin. En juillet 2002, ils décident de quitter le Vieux-Lille pour s'installer à Lille-Sud. « *Le quartier le plus difficile de la ville* », selon eux. Josiane souhaitait se rapprocher du CHR où elle officie en tant qu'aumônier. Mais pas seulement. Le couple avait de plus en plus de mal à supporter la gentrification du Vieux-Lille. À Lille-Sud, ils sont parvenus à retrouver ce qui leur manquait : le partage, l'entraide, le franc-parler des habitants et la sécurité. « *On a été cambriolé trois fois dans le Vieux-Lille. Ici, on n'a jamais connu le moindre souci* », se remémore Christian Burie.

Très catholique, le couple s'engage dans l'accompagnement des familles endeuillées. Christian a rejoint l'équipe de funérailles de Lille-Sud pour animer la cérémonie chrétienne. Il en a réalisé 400 depuis son arrivée. Josiane a choisi une asso-



François et Martine Lebecq, au service de la santé à Lille-Sud.



Josiane et Christian Burie, du centre-ville à Lille-Sud depuis 2002.



Lucien et Jocelyne Dauchy sont tombés amoureux du quartier dans les années 1990.

ciation basée à Lille-Sud qui aide les personnes à traverser les moments difficiles post-funérailles. « On a perdu un fils âgé de 21 ans en 1996. On sait ce que c'est... », chuchote-t-elle.

Une seule chose leur fait peur : que Lille-Sud connaisse un processus de gentrification comme ce fut le cas il y a quelques années dans le Vieux-Lille. Mais pas de quoi s'inquiéter : « Ici, on n'en est pas encore là », se rassure Josiane Burie.

JOCELYNE ET LUCIEN DAUCHY LOIN DES YEUX, PRÈS DU CŒUR

Les Dauchy sont tombés amoureux de Lille-Sud. Ce « coup de foudre » remonte au début des années 1990. Un jour, Lucien reçoit un appel. « J'ai besoin de toi à Lille-Sud », lui confie le président du conseil de quartier. Ce dernier cherche un bras droit pour l'aider aux affaires sociales. Lucien, déjà connu dans le milieu, accepte le défi et déménage toute sa famille.

Jocelyne, elle, n'a pas obéi sans broncher : « Avec tout ce qu'on avait entendu dire sur Lille-Sud, venir habiter ici, c'était comme descendre en enfer. » La réalité lui fait vite changer d'avis. Une fois installée, Jocelyne découvre les autres facettes du quartier : une « vie associative » et un « esprit de solidarité » sans pareils, qui lui correspondent. « Ce qui m'attire ici, c'est le social. Le besoin est plus pressant qu'ailleurs », explique-t-elle.

Après un bref passage à Perpignan, le couple s'est installé à Lomme, dans la banlieue lilloise, faute de logement disponible à Lille-Sud. Mais il arrive qu'on habite un quartier sans y vivre vraiment. Les Dauchy continuent de passer le plus clair de leur temps à Lille-Sud, leur « quartier de cœur ». Jocelyne y participe à l'atelier de peinture et tient un club de tricot destiné aux personnes âgées. Lucien hante le club de belote avec ses vieux amis. De temps à autre, le couple accompagne les adolescents du quartier pour aller regarder les matchs de foot. Avant de rentrer à Lomme, aux douze coups de minuit. ●

Texte et photos par Junzhi ZHENG

Husby,

Skype, Soundcloud, Spotify... on ne compte plus les start-up high-tech qui viennent de Stockholm. Mais à une station de métro de Kista, la « *Silicon Valley suédoise* », on croise des hommes d'affaires d'un tout autre genre. Le quartier populaire d'Husby regorge d'entreprises à visée plus locale et solidaire qu'internationale.

Par Lætitia Béraud et Elisa Guillaume

« **É**mentes », « violences urbaines », « ghettos » et des dizaines de photos de voitures calcinées : voici ce que vous trouvez sur le quartier d'Husby, situé au nord de Stockholm, quand vous tapez son nom sur un moteur de recherche sur Internet. Rien d'autre. Bien loin de l'image idyllique qu'on a de la Suède, de ses fjords et maisonnettes en bois rouges. On ne sait donc pas à quoi s'attendre en prenant la ligne 11 du métro. Mais après notre petite revue de presse, on peut s'attendre au pire. Certains journalistes ayant couvert les révoltes de 2013 avaient tout de même des gardes du corps... Pourtant, de la fenêtre de la rame, aucune trace des tours délabrées qu'on a vues en photo. Les rues animées de Stockholm laissent très vite place à la forêt. Il faut emprunter un escalator sans fin ●●●



Le quartier d'Husby, qui compte 12 000 habitants, est niché

Suède



en pleine nature. Les pins font de l'ombre aux grands ensembles. © *Laetitia BÉRAUD*

●●● qui mène au centre commercial vieillissant du quartier pour réaliser qu'on est bien en banlieue. Dans les rues, pas grand monde. Les devantures grisâtres des quelques boutiques sont surplombées par des barres d'immeubles aux couleurs chaudes, empilées les unes derrière les autres façon Lego. Au pied de chaque lotissement, une balançoire, un lavomatique, un garage à vélos, une table de pique-nique et même un barbecue. Les infrastructures ne manquent

pas à Husby. Des garçons jouent au hockey dans la cour d'une des nombreuses écoles du quartier. Plus loin, on s'étonne de tomber sur une imposante patinoire et une piscine avec toboggans géants. Et on ne compte plus les terrains de sport. On aurait presque envie de poser nos valises dans le secteur. « C'est loin d'être aussi apocalyptique qu'on le lit dans la presse, c'est vrai. » Gustav Johansson, l'un des responsables de la fondation Fryshuset qui vient en aide aux jeunes

L'entrepreneuriat social au

Arman ne vit qu'à quelques blocs de l'immense Tour des sciences de Kista et des entreprises high-tech qu'elle abrite. S'il aperçoit la « *Silicon Valley suédoise* » depuis sa fenêtre, il n'ose imaginer pouvoir y travailler un jour. « *C'est hyper difficile d'intégrer l'une de ces boîtes. Il faut être un génie !* » Le jeune homme de 18 ans est pourtant sur la bonne voie. Contrairement à la plupart de ses copains d'Husby, il est actuellement au lycée et devrait obtenir son bac scientifique dans quelques mois. « *Je trouve ça déjà tellement dur ! Je ne suis pas sûr d'aller à l'université...* »

Comme Arman, les jeunes des quartiers populaires manquent de confiance en eux. « *Aucun adulte dans leur entourage ne travaille. Comme eux, ils sont persuadés qu'ils n'ont aucune perspective d'avenir* », regrette Gustav Johansson, l'un des responsables de la fondation Fryshuset qui aide les jeunes à ne pas s'auto-censurer. « *On est là pour leur donner un coup de pouce, leur prouver d'abord et avant tout qu'ils sont capables de faire quelque chose par eux-mêmes. On leur insuffle un esprit d'entrepreneuriat.* »

Mais chaque chose en son temps. Avant de monter leur boîte, ils organisent des petits projets avec la fondation. Comme aujourd'hui, où une réunion s'anime à Husby. Budget, transport, musique : Arman écoute attentivement Michael, l'animateur de 28 ans, dresser la liste de ce qu'il lui reste à faire. Arman a décidé d'organiser une

petite fête qui réunira les habitants de son quartier en avril. « *J'ai envie de faire quelque chose de positif pour les gens qui habitent ici. J'aimerais qu'ils apprennent à se connaître et à se comprendre. Ça éviterait bien des tensions...* »

Le jeune homme a rejoint Fryshuset il y a trois ans. La fondation venait tout juste de s'installer à Husby sur demande de la ville de Stockholm après les révoltes urbaines de 2013. Il a pris confiance en lui. « *Le programme a fait de moi quelqu'un de meilleur. Je suis capable d'avoir des responsabilités, d'organiser et de planifier des choses, de chercher des subventions...* » Il réfléchit à ouvrir un jour sa propre entreprise. « *Maintenant que j'ai les bases, pourquoi pas !* »

« LA SEULE CHANCE DE S'EN SORTIR »

Arman n'est pas le seul. Quand on demande aux jeunes qui traînent dans le centre commercial ce qu'ils comptent faire plus tard, la plupart répondent : « *Gagner de l'argent* », en montant leur boîte. « *Quand on vient d'un quartier, on a très peu de possibilités. Les jeunes de banlieue sont plus enclins à créer des entreprises, car c'est peut-être la seule chance de s'en sortir pour eux* », souligne Jakob Melkstam, animateur de l'un des programmes d'entrepreneuriat de Fryshuset.

Seulement, ils n'ont aucune idée de la manière dont fonctionne une entreprise. « *Mais surtout, les trois quarts*

d'Husby, confirme notre première impression. Mais ça ne veut pas dire que tout est rose...

**« S'IL AVAIT ÉTÉ SUÉDOIS,
CE DRAME NE SE SERAIT PAS PRODUIT »**

D'ailleurs, en plein cœur du quartier, une fresque de plusieurs mètres de long rappelle le passé agité du quartier. Des graffeurs ont retracé les révoltes urbaines de 2013. Ils ont immortalisé les protestations

des habitants et l'arrivée de la police anti-émeute. Berkay, un jeune d'Husby à la casquette noire vissée sur la tête, avait alors treize ans. « *Je me souviens du premier jour des violences. De la fumée s'échappait d'un parking au loin. Ma mère m'a dit de rentrer à la maison.* » Un homme d'origine portugaise venait d'être tué chez lui par la police alors qu'il brandissait une arme blanche. Comme en France, en 2005, les habitants ont crié à la bavure. « *S'il avait été suédois, ce drame ne se serait pas produit !* », soutenait ●●●

pays des start-up

du temps, ils ne savent même pas ce qu'ils veulent créer ! »

Alors avant de leur expliquer comment effectuer les démarches, la fondation les aide à étayer leur projet. Ici, pas question de start-up innovante. « *On les pousse à créer des projets plus locaux et solidaires, reconnaît Sissa Pagels, responsable d'un autre programme d'entrepreneuriat. Ces jeunes n'en ont souvent pas conscience, mais on peut gagner sa vie en aidant les autres, en créant un service.* »

Soledad, l'une des filles qui a suivi les ateliers, a lancé une banque de prêts de jouets l'année dernière. Le

principe : que les parents qui n'ont pas les moyens d'en acheter puissent en emprunter. La location ne coûte pas grand-chose car la plupart des puzzles et autres jeux de société lui ont été donnés.

Mais peu de jeunes d'Husby finissent par devenir entrepreneurs. « *Certains abandonnent, découragés par la masse de choses à faire, déplore Sissa Pagels. Ils sont aussi très souvent effrayés quand ils réalisent, après qu'on a dressé ensemble leur business plan, que leur projet coûte cher. Comme ni eux ni leur famille n'ont d'argent, il leur faut trouver des subventions et ça n'a rien de facile...* » Elle confirme que la marche à gravir pour monter sa boîte reste bien plus élevée quand on vient d'Husby.

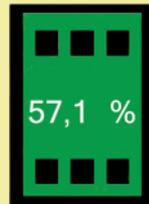
Ceux qui relèvent le défi implantent leur entreprise dans leur quartier. C'est le cas de Chaimâa, diplômée d'une école de commerce, qui vient de lancer sa deuxième boutique de produits marocains dans une banlieue voisine d'Husby. « *Je ne me voyais ouvrir un commerce nulle part ailleurs. C'est plus facile quand on connaît tout le monde.* » Pas un choix militant, plutôt un choix de circonstances. Monter sa boîte là où on a grandi est plus facile que de s'exporter dans le centre-ville, où les jeunes d'Husby s'aventurent rarement. La jeune femme de 27 ans voulait juste tirer son épingle du jeu. Mais son succès a été relayé dans la presse, incitant peut-être d'autres personnes à franchir le pas. ●



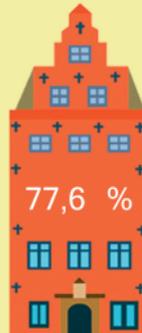
Arman (à droite) organise une fête de quartier grâce à la fondation Fryshuset. © Lætitia BÉRAUD

Husby en chiffres

Taux d'emploi



Husby



Stockholm

Revenu moyen annuel



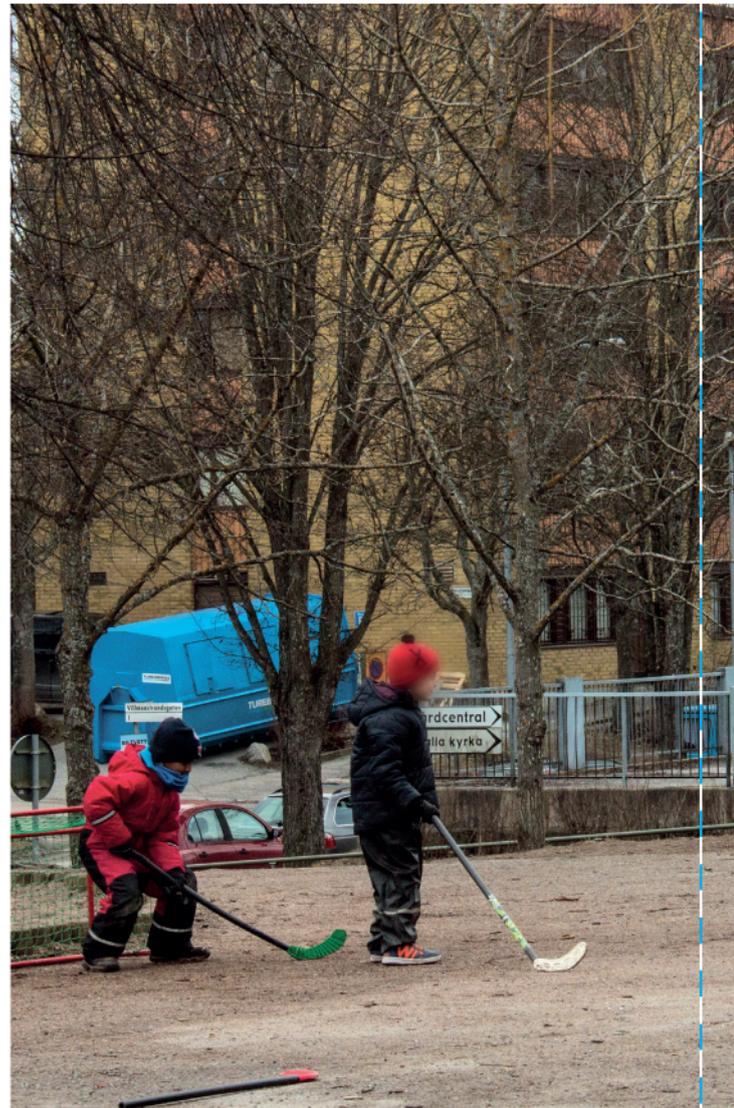
Husby



Stockholm

Source : Ville de Stockholm, 2012.

●●● l'un d'entre eux dans les médias, dénonçant les discriminations dont sont victimes les gens d'Husby, où 85 % de la population est d'origine étrangère. Le modèle scandinave s'écaille depuis une dizaine d'années. Mais d'après Paulina de los Reyes, professeure d'économie à l'université de Stockholm, « la barrière ethnique a agi comme un rideau qui a rendu invisible les manquements de l'État-providence ». En clair, les Suédois n'ont pas remarqué le désengagement progressif de l'État puisqu'il s'est d'abord matérialisé dans les quartiers populaires. « Comme vous l'avez constaté, il y a encore de nombreuses infrastructures dans les banlieues. Mais plusieurs



ont fermé depuis les années 1990. C'est le cas de l'hôpital public d'Husby en 2011. » Une clinique à la façade flambant neuve a ouvert à quelques rues de l'hôpital décrépi. Mais elle accueille cinq fois moins de patients. « Le quartier cumule les problèmes : le taux de chômage est très élevé, le revenu moyen très faible alors que les loyers augmentent, il y a des soucis de logement... », énumère l'économiste, qui a écrit un livre sur les banlieues suédoises après les émeutes. C'est difficile de s'en sortir, surtout pour les jeunes, dont les perspectives d'avenir restent floues. Quand on demande à Berkay s'il compte aller à l'université, il fronce

Maria, « la Zlatan du business »

Quand on a demandé à Rafael Bemerjo, le fondateur du programme d'entrepreneuriat Yump (1), de nous présenter des jeunes de banlieue qui ont réussi à lancer leur boîte, il a tout de suite pensé à Maria. On comprend pourquoi. À seulement 28 ans, la *business woman* a fait le tour du monde et monté trois entreprises, qu'elle a ensuite revendues pour se concentrer sur d'autres projets. Hyperactive, elle travaille désormais dans une maison de disques, tout en étudiant dans une école de communication et de publicité. Elle nous a raconté son histoire et ses envies d'avenir en quelques anecdotes.

“**Monter sa boîte, ce n'est pas si difficile. Mais tout le monde en Suède pense que ça l'est, surtout les jeunes de banlieue.**

Son parcours, véritable *success story*, reste toutefois une exception en Suède.

DES LUNETTES, TU PORTERAS

« Je suis née dans un quartier populaire de la petite ville de Boras. Ma famille n'avait pas beaucoup

d'argent. Avec mon frère et mes cinq sœurs, on partageait tout, même nos habits. Mes parents, originaires d'Iran, ne parlaient pas suédois. Quand j'étais petite, je ne parlais pas la langue non plus. Je me souviens, une fois, j'ai même demandé à ma mère de m'acheter des lunettes pour comprendre ce qui était écrit à l'école... C'était bête ! »

DANS UN SAC ROUGE, TES AFFAIRES TU METTRAS

« Il n'y a rien à faire à Boras. Alors, à 19 ans, je suis partie de la maison pour trouver du boulot. ●●●



En Suède, les enfants des quartiers préfèrent jouer au hockey plutôt qu'au football.

© Lætitia BÉRAUD

les sourcils d'un air étonné. En Suède, quand on se balade dans les campus, les gamins de banlieue se comptent sur les doigts de la main. Le marché du travail leur ferme ses portes, à l'extérieur comme à l'intérieur d'Husby.

Dans le centre commercial défraîchi du quartier, on se rend compte que toutes les boutiques sont tenues par des immigrés de première génération. Fazel, le fleuriste kurde de 44 ans, a ouvert sa boutique il y a une vingtaine d'années. « *Aujourd'hui, c'est difficile de créer son entreprise. Surtout quand on vient d'Husby ! Ici, les gens n'ont pas beaucoup d'argent. Si je vends ma boutique, personne ne pourra la racheter...* » ●



Le look soigné de Maria est aux antipodes du style hip-hop qu'elle arborait quand elle vivait dans la banlieue de Boras. © Lætitia BÉRAUD

●●● J'ai atterri à Lindängen, à Malmö, un quartier populaire proche de celui de Rosengård [NDLR : d'où vient le footballeur Zlatan Ibrahimovic]. J'avais mis toutes mes affaires dans un grand sac rouge qui

Pour moi, un homme d'affaires, c'était juste un mec en costume-cravate avec un attaché-case et de belles chaussures.

MARIA LASHARI

n'avait même pas de poignée. Il fallait le porter à bout de bras ! J'ai commencé à travailler dans un centre d'appel et à mettre de l'argent de côté pour me payer un an d'école de mode. Mais mon vrai projet, c'était de monter ma boîte. Seulement, je n'y connaissais rien en entrepreneuriat. Pour moi, un homme d'affaires, c'était juste un mec en costume-cravate avec un attaché-case et de belles chaussures. En fait, monter sa boîte, ce n'est pas si difficile. J'ai appris à le faire en six mois à la Yump Academy. Mais tout le monde en Suède pense que ça l'est, surtout les jeunes de banlieue. Personne ne leur a jamais dit qu'ils étaient capables de tirer profit de leurs capacités pour lancer leur entreprise. Qu'il leur faut juste une bonne idée et savoir comment la vendre à des investisseurs. »

DE TEE-SHIRT, TU CHANGERAS

« J'ai entendu parler de la Yump Academy il y a cinq ans car j'avais une amie qui y était allée. J'ai vu ce qu'elle faisait sur Internet et je me suis dit : "Je peux faire ce qu'elle fait ! Et même bien mieux !" »

Ils ne prennent que douze personnes par an, celles qui ont une idée béton. Le jour où j'ai passé les tests, j'avais deux tee-shirts dans mon sac pour pouvoir me changer tellement je transpirais. Je voulais vraiment être prise ! Comme j'aime la mode, je comptais ouvrir un local où les gens ayant créé leur marque peuvent vendre leurs produits.

J'ai dû abandonner mon projet pour travailler en équipe avec deux garçons. Il faut savoir que le pro-

gramme Yump, c'est un concours. À la fin, la meilleure équipe remporte de l'argent pour lancer son projet. C'était très intense. On ne dormait pas beaucoup. J'ai beaucoup pleuré. Mais on a fini par gagner. On a monté une plate-forme en ligne qui permet aux gamins de vendre des objets au nom de leur équipe de football pour récolter de l'argent et payer les tournois. Tous les jeunes des quartiers qui ont suivi le programme Yump ont réussi dans la vie. J'ai moi-même créé deux autres entreprises. Une de stylisme et une de design. »

UN JOB EXTRAORDINAIRE, TU TROUVERAS

« J'en ai bien conscience, mon parcours reste hors-norme. La plupart des jeunes de banlieue que je connais font un job ordinaire. Certains n'ont pas de travail du tout. C'est dommage ! Il leur faudrait quelqu'un pour leur ouvrir la voie. Maintenant, mes frères et sœurs savent qu'ils peuvent faire quelque chose de leur vie. Quand mes potes me disent qu'ils veulent monter leur entreprise, je leur réponds : "Donne-moi les papiers." Et je leur montre comment faire. »

María regarde son téléphone et file. Elle doit rejoindre l'une de ses amies avec qui elle crée un site Internet. « Je ne m'arrête jamais. » ●

(1) Le programme Yump a également été lancé en France, mais, faute de subventions, son développement reste limité.

Yump en 4 chiffres

Créé en **2006** par Rafael Bemerjo.

Pour faire chaque année de **12** jeunes de banlieue des « Zlatan de l'entrepreneuriat ».

Un programme qui dure désormais **2** ans.

Qui coûte **0** SEK (0 €).

Quand les habitants (re)prennent le pouvoir

Empowerment. Derrière cette expression à la mode se cache l'idée que les habitants se réunissent pour améliorer leur quotidien au niveau économique, social et politique. Des institutions, comme l'ONU ou la Banque mondiale, ont repris l'expression, la vidant de son sens initial. Elle désigne maintenant plus largement les initiatives des quartiers populaires impliquant individus ou communautés.

Par Laura MARTIN

Community organizing
La société civile agit par elle-même
pour défendre une communauté

Royaume-Uni

LONDRES

À Londres, Citizens UK met en pratique le "community organizing". Ce collectif est composé de 150 institutions, des congrégations religieuses aux universités. En permettant aux habitants de parler d'une seule voix, ils ont fait entendre certaines de leurs demandes aux organisateurs des JO de 2012. Ils ont obtenu, par exemple, de meilleurs salaires pour les emplois créés durant les Jeux.

États-Unis

CHICAGO

Les États-Unis sont LE berceau de l'empowerment. L'expression est même née à Chicago avec le mouvement Black Power des années 1960. Aujourd'hui, le "community organizing", une des formes les plus radicales d'empowerment, s'applique dans la plupart des quartiers de la ville. Les habitants se regroupent en une communauté afin d'influer sur les décisions des pouvoirs publics. Chicago en offre plusieurs exemples, comme le Developing Communities Project, où a officié Barack Obama. Dans les quartiers sud, l'organisation a permis de créer des logements sociaux, des emplois...

France

LILLE

Les habitants parlent aux habitants. À Lille-Sud, Voisin Malin met en contact des résidents d'un quartier, devenus salariés de l'association, avec leurs voisins, pour les aider dans toutes les démarches du quotidien. Comme expliquer les courriers du syndicat des eaux, le fonctionnement des compteurs électriques individuels... Pour des personnes peu éduquées, la bienveillance d'un voisin permet de mieux comprendre le jargon administratif. Voisin Malin est un réseau d'associations implantées dans plusieurs quartiers prioritaires de France à Grigny, Montreuil, Aulnay-sous-Bois... On parle de « community building » puisque leurs actions se réalisent sur un seul et même voisinage.

Community building
La société agit dans un cercle restreint

Empowerment
La société civile agit par elle-même au delà de la communauté

Brésil

PORTO ALEGRE

La ville brésilienne a créé une forme d'empowerment politique : la démocratie participative. À la fin de la dictature, en 1989, les associations de quartier rêvent d'un contrôle du budget municipal. L'« orçamento participativo », ou budget participatif, est né. Le principe : les habitants élisent des représentants chaque année pour qu'ils fassent part de leurs projets d'investissement pour leurs quartiers. L'initiative a bien fonctionné puisque le nombre de participants a presque été multiplié par vingt de 1990 à 2001. Elle a inspiré de nombreuses villes d'Europe, d'Amérique du Nord et du Sud.

Côte d'Ivoire

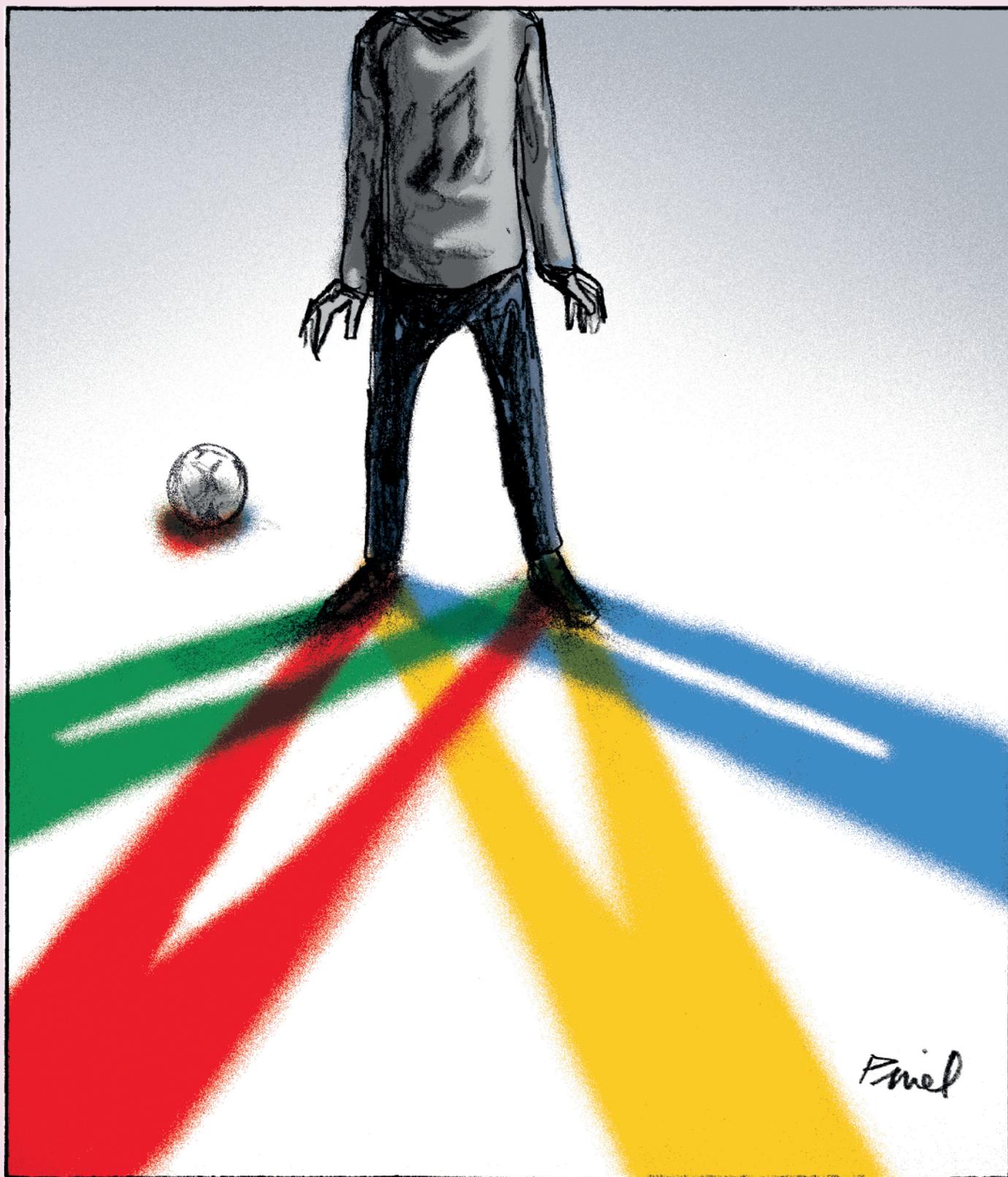
ABIDJAN

En Côte d'Ivoire, comme pour certains pays d'Afrique ou d'Inde, le microcrédit a été envisagé comme un moyen privilégié pour que les femmes reprennent un rôle dans la société, grâce au travail et à l'entrepreneuriat. À Abidjan par exemple, sur la commune de Cocody, six femmes ont pu monter un marché, reconnu dans toute la région, grâce à ces prêts de faible montant contractés auprès d'une société de microcrédit suédoise. Elles ont aussi installé dans le marché un centre de santé pour communiquer sur le dépistage du VIH, et une crèche...

Où *vais-je* ?

Quelle place pour les rêves quand ils se prononcent tout bas ? Difficile de rêver grand quand on fait rimer échec scolaire et inégalités avec banlieue ou cité. Quand les rendez-vous Pôle emploi s'enchaînent. Quand les pressions de la famille, du quartier, du pays, sont quotidiennes. La jeunesse des quartiers populaires a des envies, mais elle les exprime souvent en chuchotant. Ou bien c'est que l'on ne tend pas assez l'oreille.

Les jeunes filles de la cité de la Castellane à Marseille nous ont raconté leurs désirs, leur réalité, et la difficulté de se construire une identité multiple, entre l'adolescence et l'âge adulte (p. 64). Chez les CE1-CE2 d'une école primaire de Roubaix, on ose encore parler des rêves à voix haute, avant que le monde extérieur et ses difficultés ne fassent leur entrée (p. 76).



À quoi rêvent les filles de la Casté ?

Elles s'appellent Anissa, Amel, Karina et Gheslene et ont grandi à la Castellane, cité des quartiers nord connu pour son trafic de drogues. Leur quotidien est fait de galères de chômeuses, d'amitiés adolescentes et de normes religieuses. Tirillées entre des modèles contradictoires, elles nous ont fait partager leurs rêves.

Par Dounia FILALI et Alice MARUANI

ACTE I NÉES À L'ENVERS

Comme les garçons, certaines filles de la cité de Zidane rêvaient d'être footballeuses. C'est le cas d'Amel.

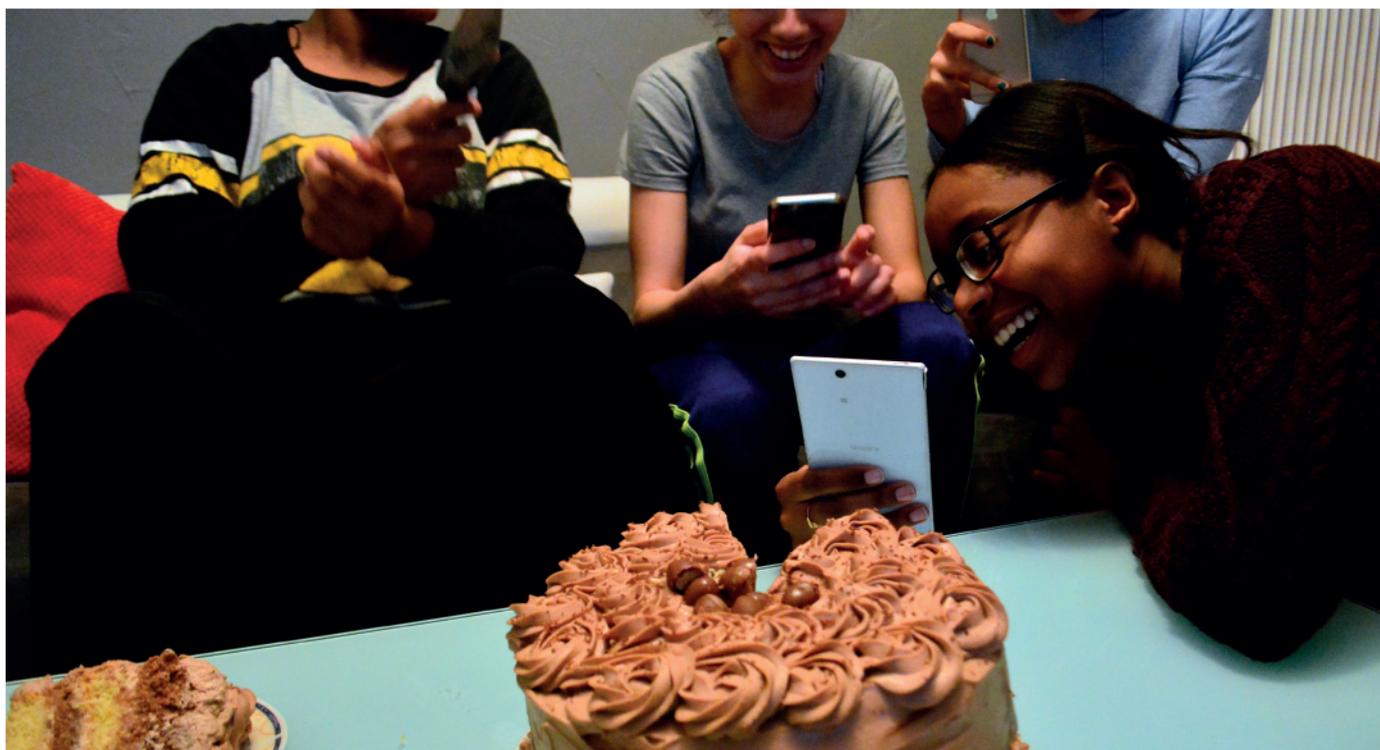
Il y a l'école du haut et l'école du bas. Comme dans tous les villages, à la Castellane, les enfants des deux établissements voisins se font la guerre. Et au pays de l'OM, l'honneur se gagne à coups de ballons. À ce jeu, l'école du bas a un grand atout : une petite brune fluette, Amel, 12 ans. Depuis qu'elle sait courir, son père, Mahfoud, « *grand athlète en Algérie, entraîneur ici* » emmène sa deuxième fille au foot. « *J'ai tout misé sur elle.* » Amel était « *un garçon* » pour tout le monde. « *Dans la famille, on est nées à l'envers* », résume Anissa, la petite sœur d'Amel, qui court aussi vite que les garçons. Toutes les semaines, Mahfoud s'égosille sur le bord du terrain. « *Lâche la balle, Amel, fais des passes.* » Amel court vite et tire juste, elle impressionne son monde, mais elle « *aime trop manger le ballon* ». Son poste préféré, c'est

milieu de terrain, « *pour être devant, derrière et sur les côtés* ». En grandissant, elle et ses copines de foot ont monté leur propre équipe de filles à la Casté. À 16 ans, elle est sélectionnée pour passer les détectations de l'OM. « *J'étais peut-être la meilleure des quartiers nord.* » Mais ça ne passe pas. Amel, 21 ans, en garde un survêtement bleu et blanc en cadeau et un souvenir amer : « *Il fallait avoir du piston. Après ça, j'ai tout arrêté.* » Tant pis, elle ne deviendra pas Cristiano Ronaldo. L'équipe féminine de la Casté s'éteint derrière elle.

Alors, après le collège, Amel a voulu travailler dans le bâtiment, comme son père, qui a coulé des routes dans le voisinage. « *J'aimais trop ça. Dans l'appartement, j'ai installé les lustres, refait la peinture de la chambre de ma mère.* » Amel aide tout le monde dans le quartier et c'est une bosseuse, tout son entourage le dit. Mais elle n'a pas pu finir son CAP électricité au lycée professionnel de l'Estaque. « *Je n'ai pas trouvé de stage. Personne ne voulait d'une fille dans ces métiers-là.* » Pas étonnant qu'Amel se dit aujourd'hui qu'elle aurait préféré être un garçon.



Première pour Amel sur ce terrain de foot : « Ça faisait tellement longtemps que je n'avais pas joué. » © Alice MARUANI



Ce gâteau Nutella-cœur de Schoko-Bons est une réalisation de Karina, qui a fait un CAP pâtisserie. © Alice MARUANI

ACTE II FILLES FACILES OU "THUGS"

Pour les filles qui ont grandi dans le quartier, la réputation est un bien précieux. Et pour la garder, il faut choisir : rester discrète ou gagner le respect des garçons.

À la Castellane, tout se sait. « *Si tu veux faire des trucs pas bien, tu sors du quartier.* » Karina, l'amie d'enfance d'Amel, nous explique qu'une réputation de « *fille facile* » peut vite vous coller à la peau. À la puberté, il suffit de sortir en boîte, boire de l'alcool ou juste de traîner dehors avec la gent masculine. « *Chez nous, c'est pas comme chez vous. On ne fréquente pas les garçons* », explique Karina, pédagogue. Du moins, pas devant tout le monde. En primaire et au collège, Anissa, la sœur d'Amel, jouait sans problèmes dans le quartier, ses cours et ses cages d'escalier. Après le lycée, elle a préféré « *faire sa vie* » ailleurs, courir ou pédaler jusqu'à la plage de Corbière, rester chez elle ou chez ses copines. Ses potes d'enfance, elle ne les a plus revus. Certains garçons sont rentrés dans les réseaux. « *Ceux-là ne se rendent pas compte qu'ils sont déjà morts.* »

Mais Amel et Karina, « *les garçons manqués* » du quartier, les amies de foot, sont restées plus longtemps dehors, dans les bandes de mecs. Elles y ont acquis une réputation, pas de « *filles faciles* » mais de « *thugs* », de dures qui n'ont peur de personne, savent se battre et sont restées vierges. « *On en est très fières* », se vante Karina. Elles parlent de la Castellane comme d'un royaume qui leur appartenait, où on pouvait se balader en claquettes et faire tout à pied, de la mer au centre commercial Grand littoral, principale activité du coin. Mais Amel préférait sa moto pour faire les quatre cents coups. « *J'aimais trop sortir, j'étais tout le temps dehors.* »

Elle parle au passé. Il y a quatre ans, un des amis de Karina est tué dans un règlement de comptes. « *Je me suis dit que je pouvais mourir à tout moment sans m'être repentie.* » Tout à coup, sa vie d'adolescente lui apparaît comme une série de péchés mortels. Karina prend le voile. Amel aussi réfléchit. Plus jeune, elle se fichait un peu de la religion de sa mère, l'islam. Mais entretemps,

elle a eu de longues et apaisantes discussions sur le Coran avec son amie Coralie, une « *Française* » convertie au salafisme, rencontrée en bossant chez Leader Price. Virée tout à coup du supermarché, elle dit qu'elle « *tourne en rond* », dans sa vie et dans sa cité, traîne toute la journée chez elle en survêtement. Perdue, elle cherche un absolu, et le trouve dans l'islam. « *Prier, ça me fait du bien. Et ça m'aide à prendre des décisions.* »

Amel dit qu'elle ne traîne presque plus dans le quartier. Pourtant, ses amies la surnomment toujours bololo – « *ça veut dire chauve-souris en kabyle* » – parce que la nuit l'appelle parfois. Elle prend alors sa voiture pour sortir de la Casté, regarder les lumières de la ville. Elle teint toujours ses cheveux en rouge vif mais avant de sortir, elle les couvre d'un *jilbab*. Le même que Karina. C'est un voile saoudien à la mode chez ses copines « *hijabistes* » du coin. Noir, souple et facile à enfiler, il la couvre des cheveux aux cuisses. Il l'aide à « *mieux se comporter* », lui vaut un certain respect des hommes de la cité, et, à l'extérieur, quelques regards de travers. Elle l'a acheté à la boutique du coin, avec un sarouel en élasthane. « *C'est génial, en dessous je peux être en pyjama.* » La plupart du temps, elle le porte sur son éternel survêtement de foot, avec des baskets à la mode. Son voile accentue encore sa démarche chaloupée. Et ça la fait marrer : « *J'ai pas trop l'air d'une thug comme ça ?* »

INTERLUDE CHAFIA N'A PEUR DE PERSONNE, SAUF DE DIEU

Chafia est la mère d'Amel et d'Anissa. Cette kabyle de 49 ans habite la Castellane depuis 25 ans. Avant ça, elle était « en face », en Algérie. Devenue vraiment pieuse vers 35 ans, l'islam a été pour elle un moyen de se renforcer et de s'émanciper. Elle travaille et vit sans son mari depuis sept ans. Et comme ses filles, elle n'a peur de rien : elle a voulu accueillir chez elle deux jeunes journalistes pendant une semaine, malgré les pressions extérieures. Ici, c'est Chafia qui se raconte à elle-même.



Amel et Karina utilisent notre micro et font mine d'être sur Skyrock. Le tout retransmis sur Snapchat. © Alice MARUANI



Avant le traditionnel barbecue des beaux jours, à la plage de la Corbière. © Alice MARUANI

Tout le monde ici dit que tu es forte. Sûrement parce que tu as eu quatre enfants loin de ta famille, perdue à Marseille. C'est ton quartier et l'entraide dans ta communauté qui t'ont soutenue. C'est surtout ta religion, la plus belle de toutes, qui te donne du courage aujourd'hui. Le soir, tu dors à poings fermés. Rien ne sert de s'inquiéter car tout est écrit là-haut. Tu n'as peur que du Jugement dernier et du châtement de la tombe. Pour aller au paradis, il ne faut pas trop aimer l'argent, la musique, la vie. Il faut beaucoup penser à la mort : à vingt ans, ici on meurt, et les vieux meurent aussi.

Tu aimes bien raconter cette histoire, c'est ta légende à toi, Chafia la sans-peur. Ce matin-là c'était un matin comme les autres. Tu t'étais levée tôt, 5 h 30, pour aller travailler. Tu fais des ménages à l'école du coin. C'est fatigant et mal payé, 300 euros le mois, mais ça te permet d'être indépendante. Ça te rend heureuse. Tu aimes mieux ta vie aujourd'hui que quand tu étais mariée, coincée entre quatre murs avec les enfants. Tu vois tes amies, tu vas à la plage avec elles et tes enfants et tu apprends l'arabe à l'école coranique. Tu as décidé de te séparer de ton mari parce que, dans l'islam, personne n'est forcé de rester avec quelqu'un qui ne respecte pas Dieu et son conjoint.

Tu travailles seule, tranquille. Vers 7 heures, comme tous les jours, tu as prié dans le silence des locaux. À ce moment-là, c'est toi et Dieu direct, et tu te sens bien.

À 8 heures, tu es rentrée, tu as écouté des sourates dans ta cuisine. Ta fenêtre donne sur la mer et les montagnes. Ça ressemble trop à l'Algérie, à ton village natal. À ce moment-là, tu entends des cris terribles. Il y a un homme dans ta cour, un journaliste, tu penses, parce qu'il a un appareil photo. Il se fait frapper par trois ou quatre jeunes. Ça te met hors de toi, l'injustice, alors tu ne réfléchis plus. Tu sors de ton appartement, descends les escaliers quatre à quatre. Tu te plantes face à eux et cries,

tu prends à partie tous ceux qui regardent la scène sans bouger : « *Vous n'êtes pas des hommes, vous n'êtes pas des hommes.* » Alors, tu te rends compte que tu es pieds nus dans la cour. Mais tu n'as pas honte, tu as honte pour les autres, les lâches.

ACTE III GHESENE A DE L'AMBITION

Le principal problème des jeunes de la Castellane, filles ou garçons, c'est le chômage, qui touche plus de la moitié d'entre eux. Même les filles, généralement plus sérieuses à l'école et plus diplômées, ont été pour beaucoup orientées dans des voies de garage. Pour ces dernières, les formations proposées à Pôle emploi sont le seul moyen de trouver du travail.

Nous participons à une session du club « ambition » de Pôle emploi, un plan d'insertion destiné aux jeunes de moins de 25 ans qui n'ont pas le bac. Trois participants sont assis autour d'une grande table. La conseillère, debout, mène la discussion.

Gheslene, 23 ans, vient de la Castellane, mais ce n'est pas écrit sur son CV. Elle a un CAP d'aide à la personne mais veut devenir vendeuse. Ça fait un an qu'elle cherche du travail, en vain.

Leyla, 21 ans, habite à Plan d'Aou, une cité du coin : sympa, elle rigole fort et fait son show. Elle voudrait être vendeuse parce qu'elle ne trouve rien dans la vente.

Jean-Louis, 19 ans, est un taiseux. Il porte un t-shirt de foot qui moule ses muscles, même s'il préfère la boxe. Il cherche un job alimentaire et on lui a proposé d'être vendeur.

– **Conseillère, à Gheslene** : On fait un point sur vos recherches d'emploi. Alors, cet entretien à Bijou Brigitte, Gheslene ? (elle prononce "Jislaine" au lieu de "Rhizlaine").

– **Gheslene** : Je l'ai pas trop bien senti. En plus, il y avait une pile de CV comme ça...

– **Conseillère** : Ah bon ? Il y a quelque chose ●●●



Gheslene souhaite nous montrer le Vieux-Port. « Il faut sortir un peu ! Voir autre chose. » © Alice MARJANI



La voiture d'Amel est son QG mobile. Elle l'a achetée avec sa paie de Leader Price. © Alice MARJANI

“CHÈRE MOI DU FUTUR”

Pour notre revue, Gheslene, Anissa et Amel ont écrit des lettres à celles qu’elles seront dans dix ans. Et c’est déjà loin. Difficile, d’après elles, de se projeter dans l’avenir. Anissa le dit bien : « *Il y a des grands rêves et des rêves de proximité.* »

Gheslene habite la tour K, qui abritait un des plus gros réseaux de trafiquants de la cité et doit être rasée en 2017. Aujourd’hui, elle aimerait bien être relogée « *dans un endroit plus calme* », et sans ses parents. Elle se sent enfermée dans ce quartier et veut faire le tour du monde. Mais pour ça, il lui faut un boulot « *qui lui donne envie le matin* ». Gheslene a été très enthousiaste au moment d’écrire cette lettre. Elle l’a envoyée à sa conseillère Pôle emploi.

Salut Gheslene,

J’espère que ça va et que tu es toujours de ce monde, à 33 ans. Tu es peut-être, je le souhaite, à la tête de la boutique de vêtements de tes rêves. Belle, design, spacieuse, au top. Si c’est le cas, sois une bonne patronne, rigoureuse, encourageante, proche de tes employés mais pas trop.

Rappelle-toi ta première expérience de vendeuse chez Undiz, la boutique de sous-vêtements (ça existe encore ?) aux Terrasses du Port de Marseille. C’était l’époque des culottes Batman et des maillots Bob l’éponge. Tu t’étais donnée à fond, ta motivation surpassait ta fatigue d’être debout toute la journée.

Mais pour certaines collègues vendeuses, tu te résumais à « *la fille des quartiers Nord* ». Elles avaient dû voir « *Castellane* » sur ta carte d’identité. Résultat, au bout d’une semaine, un message froid de ta responsable sur ta boîte vocale, qui ne t’avait pourtant rencontrée que le jour de l’entretien : « *Né reviens pas.* »

Aujourd’hui, tout ça, c’est du passé. Au moment où je t’écris, c’est encore un peu difficile mais les portes commencent à s’ouvrir pour toi. Tu vas à la mission locale, à Pôle emploi, tu frappes à toutes les portes. Tu as eu quelques entretiens et ça va marcher.

Maintenant, tu habites peut-être dans une maison, une petite résidence. Pas forcément la villa de Will Smith, ok. Mais un petit chez toi sympa, tranquille, convivial comme toi. Douce, comme dirait ta conseillère Pôle emploi. Tu as peut-être quitté La Castellane il y a neuf ans, au moment de la réhabilitation, pour habiter avec ta petite soeur.

Est-ce que tu continues à t’intéresser à la psychologie ? Il y a dix ans, tu aimais beaucoup ça, tu pensais que c’était un moyen d’aider plein de personnes. Si tu avais pu, tu aurais fait des études là-dedans. Mais c’est vrai que tu as l’habitude de changer de lubie souvent. Et pourquoi pas dans le sport. Tu aimes vraiment tout. Si ça se trouve en fait, t’es pas du tout patronne de prêt-à-porter, t’es une grande psychologue à la renommée internationale et une athlète du 100 mètres.

Amel avait du mal avec l’exercice. Le chômage l’a cassée. « *Je ne sais même pas ce que je vais faire demain, alors dans dix ans...* » La semaine où nous étions là, elle cherchait simplement à se marier à un bon musulman « *mais ça ne vous intéresse pas, que j’écrive ça, non ?* ». Mais elle l’a fait, seule et dans la nuit, comme un pur exercice de fiction.

Salut Amel,

J’espère que tu vas bien et que tu es toujours en vie inch’allah. Tu as aujourd’hui 31 ans, et tu es peut-être humoriste. Si c’est le cas, sois une bonne comédienne, fais-nous rire.. Rappelle-toi de ta première expérience, quand tu faisais des vidéos très marrantes sur des réseaux sociaux, c’était l’époque de Facebook, de Snapchat...

Ça a bien commencé, sauf qu’il y avait des commentaires « *tu ne vas jamais percer dans ce domaine* ». Mais toi, tu n’as jamais baissé les bras. Tu as continué tes vidéos sur les réseaux sociaux. Jusqu’au moment où un homme t’envoya un message Facebook. Il se présenta et il te dit que c’est un ami intime de Jamel Debbouze, et que tu peux intégrer le Jamel Comedy Club. Tes amis étaient fiers de toi. Tu as joué dans le Jamel Comedy Club, le public te trouvait très drôle. À la fin de ton passage, il t’a invité à le rejoindre au Marrakech du rire. Tu étais la plus heureuse du monde. Si ça se trouve, en fait t’es pas du tout humoriste, t’es mariée et tu as beaucoup d’enfants.

Salut Amel
 J'espère que tu vas bien et que tu es toujours en vie
 incha'Allah.
 Tu as aujourd'hui 34 ans, et tu es peut-être humaniste.
 Si c'est le cas, sois une bonne comédienne fait pour
 être rigolote...
 Rappelle toi de ta première expérience quand tu
 faisais des vidéos très marrantes sur des réseaux sociaux
 c'est l'époque de face book, snapchat...

Anissa, 18 ans, est la sœur d'Amel. Indépendante, discrète et sportive, elle passe le bac technologique cette année, au lycée Nord, à côté de la Castellane. Elle aurait préféré aller à Mongrand, dans le centre-ville. Si elle n'a pas le bac, elle fera une formation à Pôle emploi. Si elle l'a, ce sera un BTS, n'importe lequel. Comme beaucoup de filles ici, elle aimerait monter son entreprise. Fan de séries américaines, elle rêve de vivre au pays de la liberté.

Chère Anissa de 28 ans,

Tu habites aujourd'hui dans le sud de Marseille chez les « Français ». Tu as une grande maison, avec un jardin, mais pas la peine d'avoir une piscine parce que tu es au bord de la mer. Et des panneaux solaires, parce que tu es très économe et écologique. Autour de toi, tout le monde roule en Segway et en hoverboard. Et en vélo surtout. Peut-être qu'il y a même des trucs volants, mais qui ne polluent pas.

Tu gagnes ton propre argent, pour ne dépendre ni de ta mère, ni de ton père, ni de tes voisins. Tu es chef d'entreprise, parce que tu n'aimes pas te faire dominer. Dehors ou à la maison c'est toi qui décide. T'as pas eu ton bac il y a 10 ans, mais pas grave, tu as poursuivi tes rêves. Tu as monté ton entreprise de mode. Déjà, à 18 ans, tu rêvais d'être styliste, d'avoir ta propre marque. Ne l'oublie pas. Sois déterminée, continue de te lancer des défis. Comme au sport, ne lâche jamais.

Ton grand rêve, c'est de quitter la France pour aller dans un pays étranger, comme les US. Là-bas, tu parleras anglais. Tu pourras voyager, découvrir d'autres cultures. Tu habiterais à Los Angeles, New York, Hawaï où tu apprendrais le surf. Peut-être que tu es déjà là-bas. Tu serais partie à 18 ans pour faire fille au pair, et tu y serais restée. Tu aurais aussi une maison au bord de la mer, mais ce serait l'océan.

●●● en particulier qui aurait pu coincer ?

– **Leyla** : Elle est arrivée à l'entretien et elle a dit : « Je suis là, hamdoulah ! » (rires).

– **Gheslene** : Non, mais avec tous les CV, je me suis dit : « Ils vont prendre un bac plus... »

– **Conseillère** : Hmm... ça t'a fait peur. Est-ce que tu as su te vendre ? Tu te rappelles d'une question en particulier ?

– **Gheslene** : Ils m'ont demandé en quoi consistait le travail d'une vendeuse. J'ai répondu : à vendre.

– **Conseillère** : Ah bon ? Mais il y a d'autres choses non ?

– **Leyla** : Moi j'aurais dit « satisfaire le client ».

– **Gheslene** : Bien sûr, mais eux ce qu'ils veulent, c'est faire du chiffre, je veux dire, de leur point de vue.

– **Conseillère** : Bon, je vais les rappeler pour savoir et insister un peu sur ton profil, avec les aides que tu peux avoir, emploi d'avenir, etc. Et toi, Jean-Louis, si on te demande pourquoi tu veux être vendeur à ton entretien de vendredi, tu réponds quoi ?

– **Jean-Louis, air stupéfait** : La vérité : pour l'argent, Madame !

– **Leyla, d'un ton satisfait avec une pointe de second degré** : Mais non, il faut répondre « parce que je suis sociable, rigoureuse, et que j'aime la sécurité ».

– **Conseillère** : Bon, on va remplir ce questionnaire (elle distribue des cahiers rose et blanc « organiser sa recherche d'emploi »). Est-ce que ça vous est arrivé de chercher très longtemps et d'abandonner ?

– **Leyla** : Il faut dire que non, même si en vrai ça nous est arrivé ?

– **Conseillère** : Vous avez le droit d'être découragé...

– **Leyla** : Donc on dit oui !

– **Gheslene** : Arrête de couper la parole, il faut attendre que la conseillère nous corrige parce que c'est son métier.

– **Leyla, faussement énermée** : Oh, tu te crois où toi ?

– **Gheslene, fière** : Je suis la patronne ici. ●●●



ÉPILOGUE AUJOURD'HUI, AMEL VEUT SE MARIER

On a assisté au spectacle d'Amel dans son salon. La jeune fille a pris l'habitude de faire le pitre et espérait plus jeune percer sur internet. Aujourd'hui, après un an de chômage, elle veut surtout être une bonne épouse. Et, comme ses copines croyantes, aller au paradis.

« J'ai un sheitan en moi, et il s'appelle Antoine. » Amel guette la réaction sur le visage des deux jeunes journalistes qui squattent son appartement. Un mélange d'amusement et d'incrédulité d'abord. « Je vous jure, il y a deux ans et demi, des imams me l'ont dit : "Tu es possédée par un démon qui s'appelle Antoine – ça doit être un Français, du genre blond aux yeux bleus". Et il est amoureux de moi. » Amel joue à fond, elle roule des yeux et part d'un grand rire fou. Ça y est, les journalistes y croient, et elles ont les boules. Elles crient : « Arrête Amel, c'est vrai ? Arrête ! » Et Amel est ravie de les faire marcher.

« Vous vous êtes faites avoir. Mais peut-être qu'elle a vraiment un sheitan. Il faudrait qu'elle voit l'imam pour savoir », rigole son amie Gheslene. La jeune fille croit à ces êtres surnaturels dont parle le Coran, qui possèdent les hommes pour les empêcher de bien se comporter, et fuient avec la prière et les invocations.

Mais pour l'heure, Antoine n'est que le double dingo d'Amel, surnommé comme ça par ses amies. Car son grand truc c'est de faire le show, chez elle, dans sa voi-

ture ou sur les réseaux sociaux. Tous ses amis le disent, sa mère aussi : « Amel est folle. Avec elle, on rigole ! » Toute la journée, Amel poste des photos et des vidéos sur Snapchat, où elle joue tous les personnages : Batman avec son voile, l'animateur de Skyrock, la cagole trop maquillée. Et avec talent.

« Je voulais devenir comédienne, faire des vidéos Youtube. Ça aurait trop marché, je pense. Mais je peux pas maintenant. » Sous-entendu : maintenant que je porte le voile. Normalement, dans le salafisme qu'elle revendique, la femme ne doit pas se donner en spectacle. Amel, qui le sait, fait moins le pitre depuis un an, d'après sa mère. Elle se force à dire aussi moins de gros mots, « mais c'est difficile, j'ai trop pris l'habitude ». Bref, elle se débat avec Antoine.

Car aujourd'hui, Amel veut devenir une bonne épouse et une bonne musulmane. Se marier, faire beaucoup d'enfants, fin de l'histoire. « Dans le Coran, l'homme doit travailler et la femme reste à la maison. Et je trouve ça cool », sort-elle bravache aux journalistes, affalée sur son canapé de chômeuse longue durée. Pour elle, se marier veut dire aussi voir moins ses copines, respecter un couvre-feu. Toutes ces choses dont sa mère a souffert pendant longtemps.

Au contraire de sa sœur cadette Anissa, qui explique : « Dans l'islam, l'homme subvient aux besoins, donc, pour moi, la femme travaille aussi mais l'homme doit payer les courses. » Elle trouve que son aînée est « jeune pour se marier, mais elle a peut-être besoin d'affection... » Amel attend le *hlel*, la cérémonie d'union islamique, pour faire l'amour. Plusieurs amies d'Amel ont aussi choisi de se marier jeune – quitte à vite divorcer ensuite. Karina a une autre analyse. Pour elle, ce rêve de mariage est un coup d'Antoine : « Aujourd'hui, Amel veut se marier, demain, elle dira autre chose. »

Pour Amel, qui ne trouve pas de travail, le mariage est aussi une façon de quitter l'appartement de sa mère. « Il m'emmènera en voyage. » Son regard pétille. « Mais bon, il ne faudra pas qu'il soit trop strict, je peux pas. J'aime trop prendre ma voiture le soir. Et avec moi, il va rigoler, c'est sûr. » Finalement, peut-être qu'Antoine existe vraiment, et que c'est lui qu'Amel devrait épouser. ●

QUELQUES MOTS DE L'ISLAM

Hlel : vient de *halal*, légal. Par métonymie, le *hlel* est une union islamique, sorte de mariage qui n'existe pas au Maghreb, où mariage religieux et civil coïncident. Il est surtout utilisé comme des fiançailles par certains jeunes musulmans de France.

Sheitan : créature malfaisante, décrite dans le Coran, régnant dans le monde invisible et ayant notamment le pouvoir de posséder les hommes.

Châtiment de la tombe : d'après un *hadith* (paroles attribuées au prophète), horrible châtiment infligé aux mécréants par les anges après la mort. Pour ne pas le subir, il faut se repentir avant de mourir.



Anissa et ses amis essaient d'allumer le feu du barbecue. © Alice MARUANI



Amel snappe devant un lieu qu'elle a surnommé « la vue ». Elle y va la nuit avec ses copines. © Alice MARUANI

L'émancipation par les lettres

Abderrahim Bouzelmate est professeur de français à Marseille, dans un collège de la cité de Frais-Vallon, classé en zone d'éducation prioritaire. Il a dû se battre pour percer le plafond de verre qui mine les perspectives des jeunes des cités.

Survêt bleu pétant, baskets et cheveux coiffés au gel, on le lui dit souvent, il n'a pas la tête de l'emploi. Abderrahim Bouzelmate est prof de français, fan de Molière et de Montaigne, auteur de tribunes dans des journaux et écrivain. Une vraie "success story" qui s'apparente plutôt à un parcours du combattant. « *Faire des lettres, devenir prof, c'était pas pour moi, un arabe, un mec des quartiers.* »

Il a choisi de vivre et d'enseigner dans les quartiers nord de Marseille, dans un collège de la cité de Frais-Vallon. C'est un quartier difficile, où délinquance et échec scolaire sont des maux communs. Abderrahim

**Faire des lettres,
devenir prof,
c'était pas pour
moi, un arabe, un
mec des quartiers.**

ABDERRAHIM BOUZELMATE

se sent souvent impuissant. « *Une mère m'a révélé que son fils dormait avec une arme à feu sous son oreiller. Il faisait partie d'un réseau.* » Mais le prof est aussi un « *gars des quartiers* ». Il sait imposer le respect à ses élèves. Et n'hésite pas à balancer la vérité comme elle est : crue.

« *Déjà que vous avez des têtes, des noms et des adresses qui ne reviennent pas aux patrons, il faut en plus que vous vous comportiez mal !* » Ces remontrances dignes d'un grand frère, il est le seul à faire à ses élèves. Abderrahim Bouzelmate croit dur comme fer à la force créatrice de la jeunesse

des cités. Et au pouvoir de la littérature pour aider les jeunes à prendre confiance.

En fait, précoce, Abderrahim avalait déjà des livres à l'école primaire. Lire le « *fait voyager* ». Il passait son temps à la bibliothèque, au point de s'amuser des dizaines d'années plus tard à évoquer la documentaliste de l'époque. « *Une rousse, assez gaillarde, qui faisait des interrogations surprises sur les livres qu'on avait lus.* »

« IL N'Y AURA AUCUN MÉDECIN QUI SORTIRA DE CE COLLÈGE »

Adolescent, il apprend à rêver tout seul. En deux semaines, à quinze ans, il dévore *Germinal* de Zola. Mais le système scolaire n'encourage pas les jeunes des quartiers à poursuivre leurs rêves. Il garde un souvenir vif des paroles de son principal. « *De toute façon, il n'y aura aucun médecin qui sortira de ce collège.* » Il intègre ces barrières mentales, comme une évidence. Certains élèves avaient de bons résultats, mais peu importe : c'était CAP pour tous. « *Je ne savais pas qu'on pouvait faire d'autres choses.* »

Il se rappelle de « *la conseillère de désorientation* » : une femme pressée, déconnectée des réalités et des envies des jeunes. Sans grande conviction, il s'engage alors dans un CAP transports routiers, à mille lieues des livres qu'il affectionne. Ses amis le rassurent : « *Au moins, t'auras le permis gratuit.* » Après le CAP, vient le BTS, mais le cœur n'y est toujours pas. « *Je ne voulais pas gâcher ma vie dans*



Abderrahim Bouzelmate cultive l'amour de la lecture depuis son enfance. © Abderrahim BOUZELMATE

un camion. » Qu'à cela ne tienne, il saute le pas, décroche sa licence en lettres modernes, puis prépare le Capes. Mais assumer ses envies a un coût. Abderrahim est à la fois prof contractuel et responsable d'association. Il enchaîne les petits boulots le week-end pour aider sa famille. En 2010, il devient enseignant.

Aujourd'hui, Abderrahim sait raconter son histoire avec le sourire. Ses galères, il s'en souvient et les met au service de sa pédagogie. Entre deux cours, il s'improvise conseiller d'orientation en tête-à-tête avec chacun de ses élèves. « Je tiens à les conseiller et à les encourager. Je les oriente sur ce qu'ils pourraient faire, et j'essaie

de les mettre en valeur. » Une fois sortis du collège, ses élèves reviennent pour lui poser des questions, même après le bac. Une attention personnalisée, précieuse pour une jeunesse qui s'interdit l'ambition. Le prof continue de s'étonner de sa propre "success story". Abderrahim se souvient d'une conférence donnée à l'université Paris-Dauphine. Il y était invité pour parler de l'Andalousie musulmane, à sa façon, loin des canons académiques. « C'est ironique, il y a des dizaines d'élèves du XVI^e qui prennent des notes pendant que, moi, le jeune des quartiers nord, je parle. » ●

Dounia FILALI

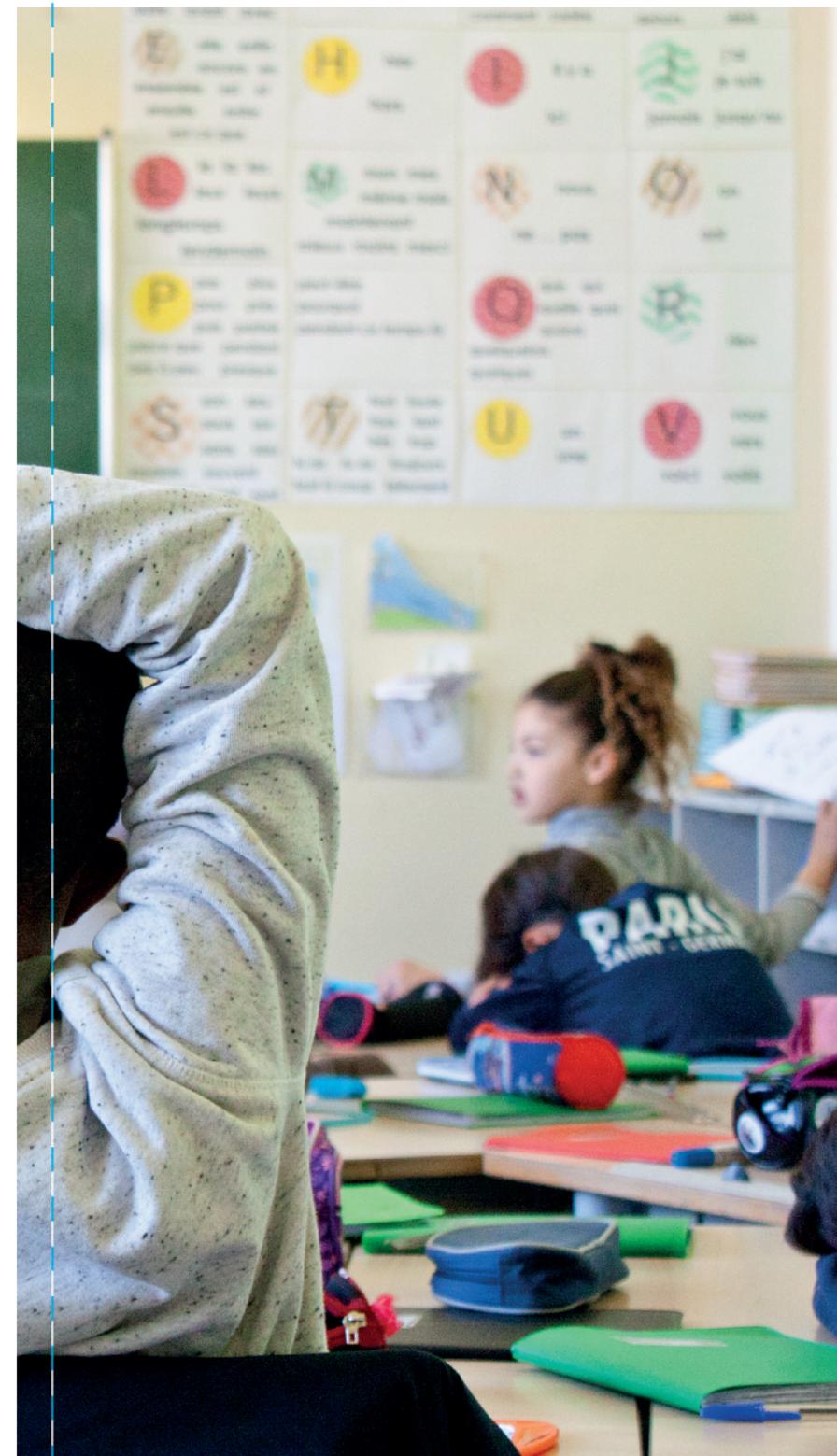
L'île aux enfants

Bienvenue à l'école
Léon-Gambetta,
à Roubaix.
Loin de la rubrique
faits divers, c'est
un petit îlot protégé.
Lucie Plouvier,
l'institutrice, nous
a ouvert les coulisses
du CE1-CE2 pendant
une semaine.

Par Juliette DUCLOS



Les élèves de CE1-CE2
écoutent leur institutrice
Lucie. © Juliette DUCLOS



LUNDI

« **SORTEZ TOUS VOTRE CAHIER VERT !** »

8 h 20 Les élèves se dirigent vers leurs places respectives et retirent leurs manteaux. Je me place discrètement dans le fond de la classe, le stylo à l'affût. « *Abdelhamid, je te l'ai dit et redit, retire ta capuche quand tu arrives.* » Si quelques enfants me jettent des regards curieux, ma présence est vite oubliée. Comme chaque matin, c'est tout un univers, avec ses règles immuables, qui se remet en place. « *Sortez tous votre cahier vert !* » La journée commence, avec de la grammaire. « *À quoi sert un adjectif ?* *Micheline, au lieu de parler avec ton voisin, quelle est la réponse ?* » La petite blonde de CE1 sursaute. D'une voix hésitante, elle se lance : « *C'est ce qu'il y a dans une phrase ?* » Échec. Et Micheline s'enfonce un peu plus dans sa chaise. À la lecture de l'intitulé d'un exercice, Sambou, pourtant en CE2, butte à chaque mot.

- Maîtresse, ça veut dire quoi ravissant ?
- Cela veut dire que l'on est beau et apprêté.
- Maîtresse, ça veut dire quoi apprêté ?

10 h 45 « *On va reprendre les calculs* », annonce Lucie Plouvier. Au tableau, Chaïna additionne 644 à 74 et retourne à sa chaise, dans un *moonwalk* plein d'assurance. Aayoub, veste aux couleurs du PSG, prend la relève et s'attaque à une multiplication. Tranquille. Le stress de la grammaire est définitivement loin. Un constat que fait régulièrement Lucie. « *En maths, ils ont nettement moins d'appréhension dans l'apprentissage. Alors qu'en grammaire, les différences de niveau sont plus visibles. Il y a des bases que certains n'ont pas forcément.* » Les familles ne maîtrisant pas toujours le français. Chaque semaine, les élèves sont tenus d'emprunter un livre, et encouragés à le lire entre deux leçons. Certains ont pris le pli. Et puis surtout, au quotidien, Lucie, 32 ans, est derrière chaque main levée et s'adapte aux lacunes de chacun. Objectif : « *La maîtrise de la lecture et de l'écriture.* » Le compte à rebours est lancé avant que les élèves ne quittent l'école primaire pour se retrouver dans le monde impitoyable du collège.

15 h 15 Soutien scolaire assuré par Lucie. Après la galère de la grammaire, la journée se termine sur la

Où vais-je ?

ROUBAIX

révision des leçons d'histoire. Vercingétorix dépose les armes devant César, et Chaïna est à fond.

– Les Gaulois, ils se battaient entre eux pour avoir plus de place, plus de richesses et plus de nourritures.

– Et comment on appelait ceux qui construisent des choses ?

– Des usiniers !

MARDI

« **C'EST PAS MOI MAÎTRESSE !** »

10 h 15 Récréation. Adam panique : « *Il est où le ballon ? MAIS IL EST OÙ LE BALLON ?* » Dans la cour, un "attrape-fille, attrape-garçon" est en train de s'improviser. Sur un banc, ça discute préférences culinaires et Inès évoque son amour pour le saucisson. Première réaction : « *Aaanh, mais c'est haram !* »

Deuxième réaction : « *Ça a quoi comme goût ?* » Troisième réaction : « *Bah, moi, ma*

mère, elle fait des gâteaux à l'orange. » Des discussions, bien loin des débats qui agitent régulièrement journalistes et politiques. Ce que j'ai découvert dans l'enceinte de ces murs de briques rouges ? Un petit îlot protégé où les principales polémiques tournent autour du ballon de foot.

14 h 00 Cet après-midi, Medhi assiste au cours de mathématiques de Lucie. Si les élèves réussissent à suivre les différents exercices, c'est plus difficile pour Medhi qui gigote sur sa chaise et saisit le moindre prétexte pour se lever. Mais quand il fait tomber sa trousse, c'est Noémie, sa voisine pour l'après-midi, qui se précipite pour ramasser tous les stylos éparpillés avant que la maîtresse ne se retourne. Âgé de 9 ans, Medhi a un statut d'élève handicapé reconnu par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH). Avec onze autres enfants, il a intégré une classe spécifique, dite Ulis (Unité localisées pour l'inclusion scolaire). Certains, comme



Les écoliers travaillent leur grammaire et leur orthographe. © Juliette DUCLOS

– **Maîtresse, ça veut dire quoi "ravissant" ?**
– **Cela veut dire que l'on est beau et apprêté.**
– **Maîtresse, ça veut dire quoi "apprêté" ?**

Medhi, suivent régulièrement des cours dans d'autres classes. Ça se mélange sans (trop) de réticences à la récré. Une période dorée qui risque de prendre fin en quittant l'école. Si quelques-uns retournent dans le système "classique", la majorité partira en

institut spécialisé. Quel avenir pour Medhi ? Un champ de sigles : UTEP, Ulis-collège, IME...

MERCREDI

« **BOUGE DE LÀ !** »

8 h 20 Dans les escaliers, alors que les élèves grimpent les marches, des éclairs de couleurs attirent le regard.



Cet hiver, c'était le grand retour de la basket avec semelle lumineuse multicolore. « *C'est Maître Gims qui aurait lancé la tendance, me glisse Lucie à l'oreille sur le ton de la confiance. Apparemment, dans son clip, il chevaucherait même une licorne à la fin.* » Mais il y a une mode qui traverse les générations : la star indétrônable de la parfaite tenue d'écolière reste Barbie. Une icône qui se décline pour certaines dans une panoplie totale, soit le parfait combo manteau-pull-cartable-trousse.

8 h 30 Le cahier vert est sorti. C'est la dictée, qui raconte « *la mauvaise journée d'Enzo* ». Grand silence dans la salle et les élèves écrivent scrupuleusement. Enzo a mal au cœur. « *Qu'est-ce que cela veut dire "mal au cœur" ?* » « *C'est être en colère* », tente un CE1. Aussitôt repris par Aayoub. « *Mais non, c'est quand tu es triste à l'intérieur* », et il joint le geste à la parole en se touchant le cœur. Aayoub a neuf ans et une sensibilité à fleur de peau. Mèche impeccablement rabattue sur la droite, petite chemise en jean, trousse PSG et sourire enjôleur, on l'imagine indubi-

tablement être le futur tombeur de CM2. Plus tard, au troisième étage, on lui reproche d'avoir changé. « *Tu n'étais pas comme ça l'année dernière* », lui crie Macylia après l'avoir bousculée en lui assénant un « *bouge de là !* ». Aayoub oscille entre l'innocence et le petit dur. « *C'est plus compliqué pour les garçons* », considère Lucie. « *Ils se sentent obligés de jouer un rôle.* »

— **Maitresse,**
c'est où cette photo ?
 — **À Caen !**
 — **Bah, c'est pas**
en France, Caen !

12 h 15 Fin des cours.

Dans le hall de l'école, Macylia et ses copines répètent leurs tables de multiplication. Et les garçons, le refrain du rappeur Jul :

« *Je suis dans l'game en claquettes.*
Dans l'carré VIP en survêt
Viens pas me prendre la tête. »

JEUDI

« PAYSAGE URBAIN OU RURAL ? »

8 h 10 Ce matin, c'est Noël pour les enseignants. Lucie remonte les marches, les bras encombrés. « *Je suis tout excitée, on a reçu des nouveaux manuels !* » La joie est de courte durée. Il s'agit de spécimens envoyés par les éditeurs. Aux enseignants de choisir lesquels acheter... à condition d'avoir le budget. « *Encore des bouquins que l'école ne pourra pas payer* », soupire une collègue. « *Dans certaines matières, il n'y a pas suffisamment de livres pour toute l'école, donc on se les partage entre les professeurs* », explique Lucie. À Gambetta, chaque professeur a un budget limité défini à la rentrée, dont même les feuilles de photocopie font partie.

13 h 05 La classe n'a pas encore repris. Lucie profite de la pause du midi pour corriger les exercices de la matinée. Elle me raconte que la semaine dernière, un élève est rentré en classe complètement paniqué, expliquant que Donald Trump voulait interdire aux musulmans de rentrer sur le sol américain. « *Ils entendent beaucoup de choses, dans les médias ou dans leur environnement familial, sans vraiment les comprendre.* » Plutôt que les mathématiques, Lucie a improvisé un moment de débat. « *On a beaucoup discuté des questions d'identité. Ils ne savent pas ce que cela veut dire, être français, être musulman, ou être arabe. Et ils se posent beaucoup de questions, et c'est à nous d'essayer de leur apporter des éléments de réponse.* » L'école ? Un îlot protégé, mais pas toujours à l'abri des vagues.



Aayoub (au premier plan) et ses camarades prennent la pose. © Juliette DUCLOS

14 h 15 Le cahier bleu des leçons est sorti de son casier, objectif : géographie. Les photos défilent. « À vous de me dire ce qui est un paysage urbain ou un paysage rural. » Une photo d'un clocher en pleine campagne interpelle quelques élèves, dont notamment Lamine : « Mais maîtresse, comment ils font pour faire leurs courses ? »

- Maîtresse, c'est où cette photo ?
- À Caen !
- Bah, c'est pas en France, Caen !

**VENDREDI
 « TU DIS PAS BONJOUR,
 SALEM ? »**

10 h 00 Ce matin, pas de cahiers mais des joggings/baskets. Au rythme des mélodies de Yann Tiersen, les enfants s'essayent à la danse contemporaine dans la salle de sport aux murs grisâtres du collège d'à côté. « *Suivez vos émotions ! Rampez, soyez légers comme une plume au gré de la musique.* » Même Aayoub, si réticent au début (« *C'est un truc de filles* »), galope, bat des ailes et tente même de toucher le ciel avec ses doigts, la mèche dans tous les sens.

12 h 15 Les deux micro-ondes de la cafétéria ronronnent et les plats cuisinés enrobés de plastique y chauffent doucement. Les élèves sont à la cantine ou chez eux. Le repas du midi, c'est le moment privilégié des instits. Il y a ceux qui privilégient les Weight Watchers, d'autres qui ont ramené des Tupperware "maison". Ici, personne ne mange dans sa classe, comme cela arrive parfois dans d'autres écoles. Et ça débriefe sévère. « *Je ne sais pas ce qu'ils ont en ce moment, les CE1, mais ils sont intenable.* » À Gambetta, les profs aussi ont leur petit îlot.



Le but de l'exercice : se présenter dans un style épistolaire.

13 h 10 Quelques-uns sortent pour fumer devant les portes, en essayant de profiter des rares rayons de soleil. Jogging, duvet naissant fièrement arboré et casquette vissée sur le crâne, un adolescent essaye de passer furtivement sur le trottoir. Aussitôt repéré par une institutrice, qui l'interpelle : « Bah alors, tu dis pas bonjour, Salem ? » C'est un ancien élève de l'école, qui a quitté le circuit scolaire, après un bref passage au collège. Mais il a repris une formation de cariste. Oui, ça lui plaît, enfin pour le moment. Son frère ? « Bah, il est en prison là. » Soupir d'Arnaud Masselot, le directeur du collège. « *On sait très bien que quelques-uns n'y arriveront pas. Certains jours, on aimerait pouvoir les garder indéfiniment à l'école. Mais la seule façon de faire ce métier, vous savez, c'est de toujours croire qu'on puisse faire la différence.* »

- Et ton article, tu vas le publier dans un magazine ?
- Bah oui !
- J'aimerais bien être journaliste. Ou alors prof de maths. Ou peut-être maîtresse. J'ai le temps d'y réfléchir, je suis qu'en CE2, il faut d'abord que je passe mon bac. ●

Le roman de banlieue : réalité ou fiction ?

Depuis les révoltes de 2005, les médias évoquent un nouveau genre littéraire : le roman de banlieue. Une appellation dont les enjeux complexes font débat.

« **A**uche », « Dallenx » ou encore « Deuspi ». Au début de son polar *Flic ou caillera* (2013), Rachid Santaki, propose un glossaire des expressions souvent utilisées dans les quartiers. Né en Seine-Saint-Denis, l'homme revendique une écriture urbaine et un thème : la banlieue. Dans un article de *Libération* de 2014, il déclarait : « J'aime jouer avec les clichés. » Ce qu'on appelle le « roman de banlieue », il le revendique.

Mais d'abord, le « roman de banlieue », c'est quoi ? Cyrille François, chercheur au Centre de recherches Textes et francophonies de l'université de Cergy-Pontoise évoque des ouvrages d'écrivains contemporains qui « vont dans le sens d'une représentation esthétique, architecturale et sociale de la ville et de ses marges ».

Asphalte et tours pour décor, style nerveux et moderne pour atours, ces livres auraient une identité particulière, souvent liée à l'origine sociale de leurs auteurs. L'expression suppose donc qu'il y a un sujet : la banlieue, traité par un auteur, le jeune de banlieue.

« ON A NOS CODES, NOTRE VOCABULAIRE »

Beaucoup d'auteurs sont nés et ont vécu dans ces banlieues. À l'instar de Zahwa Djennad, auteure en 2013 de *Tabou. Confession d'un jeune de banlieue*, tous évoquent une écriture influencée par l'environnement des quartiers : « Selon moi, il y a eu une évolution de la langue française avec les banlieues. Des mots comme "kiffer", terme qui vient de l'Afrique du Nord et qui a été popularisé dans les quartiers, sont par exemple rentrés dans le dictionnaire. »

Pour Dali Misha Touré, 22 ans, il y a bien des expressions *made in* quartiers populaires – souvent liées à une génération et une écriture concomitante. Cette jeune femme originaire du Mali, habite dans la cité Jupiter, à Aulnay-sous-Bois. « Les gens n'y parlent pas avec un langage soutenu, on a notre vocabulaire. Dans mon livre *Cicatrices, ça aurait sonné faux si j'avais utilisé d'autres termes. Les gens m'ont dit qu'ils s'étaient reconnus dans mon roman.* » Une écriture moderne revendiquée par Tibo Bérard, directeur de la collection *Exprim* aux éditions Sarbacane, dont une partie du catalogue est consacrée à cette « veine urbaine ». Pour lui, ce nouveau style est le signe d'une approche populaire mais exigeante de la littérature. « Il y a un héritage urbain dans l'écriture, qui s'inspire du slam, du hip-hop. » Est-ce pourtant suffisant pour identifier des œuvres littéraires telles que des romans de banlieue ? Contrairement à Rachid Santaki, certains jugent l'expression réductrice : elle les empêcherait d'être reconnus comme des auteurs à part entière. Et, a fortiori, incapables de parler d'autre chose que de leur quartier.

Zahwa Djennad a par exemple vécu des « situations rocambolesques ». Diplômée d'une école de communication parisienne, cette Franco-Algérienne a grandi entre une banlieue pavillonnaire d'Aubervilliers et le XVI^e arrondissement. Pourtant, à la sortie de son roman, on l'identifie tout de suite à son protagoniste principal, un jeune homme homosexuel vivant dans une cité : « Quand les journalistes me rencontraient, ils disaient : "Mais t'es pas une wesh wesh ! T'es pas gay !" J'ai été direct assimilée à mon personnage alors que tout mon roman était fictif, comme si, quand on parle de banlieue, on évoque forcément son histoire personnelle. »



Dali Misha Touré a eu le même problème que Zahwa Djennad. Certains de ses livres parlent de la banlieue, d'autres non. « Par exemple, j'ai écrit sur l'anorexie, et on ne m'a jamais demandé si je parlais de moi. Par contre, pour mon livre *Cicatrices*, qui parle de violence dans les cités, on me demandait si c'était autobiographique. » Pour l'auteure, quand on écrit sur les quartiers populaires, on est forcément ramené à son propos « alors que quand j'écris sur un autre thème, on s'intéresse plus à mon style littéraire par exemple ».

SORTIR DE L'ÉTIQUETTE ?

Tibo Bérard nuance ce constat. « Le fait qu'on s'intéresse moins au style qu'à l'histoire, c'est le cas de tous les romans en France. Regardez *Houellebecq*. Après, c'est tout de même particulièrement vrai pour les gens qui écrivent sur les quartiers. » Même s'il trouve que l'expression « roman de banlieue » est réduc-

trice, il identifie une contradiction : « Certains auteurs veulent s'extirper de cette étiquette mais, parfois, certains jouent aussi dessus pour qu'on parle d'eux. » Tibo Bérard admet : « Notre collection elle-même a pu jouer cette carte, car ça permettait de médiatiser des écrivains pas connus. Mais aussi parce que ces auteurs ont une réelle touche à eux, un ton intéressant, qui résulte de leur environnement. C'est là tout le paradoxe. »

Pour Khalid El Bahji, l'industrie littéraire a créé de toutes pièces un phénomène : « Ils veulent éditer le noir ou l'arabe de service. » Après un roman et des « mixtapes littéraires », ce trentenaire originaire de la cité du Carrefour, à Saint-Denis, a préféré s'auto-éditer. « Dans le monde littéraire en France, soit tu ne fais pas partie des bons cercles et donc tu ne l'intègres pas, soit tu l'intègres mais tu dois te plier au rôle qu'on t'assigne. Cela ne m'intéresse pas de m'investir dans un milieu sclérosé comme cela. » Sclérosé et peu représentatif de la France d'aujourd'hui. « Il faudrait déjà qu'il y ait une diversité de profils dans les instances décisionnaires. »

À défaut, il faut selon lui redoubler d'efforts pour prouver sa curiosité et sa valeur littéraire. La solution ? Écrire un roman sur un autre sujet que la banlieue. Difficile de savoir si c'est une volonté de faire ses preuves autrement ou une envie profonde de raconter d'autres histoires. La prochaine œuvre de Khalid El Bahji sera une série littéraire, « quelque chose d'enthousiasmant, immersif, où le lecteur est secoué », à consulter via une application smartphone. Les écrivains issus de banlieues sont surtout des jeunes gens modernes. ●

Sirine AZOUAOU et Amélie QUENTEL

RÉFÉRENCES

Rachid Santaki : *Flic ou çaillera* (2013), éditions du Masque

Zahwa Djennad : *Tabou, confessions d'un jeune de banlieue* (2013), éditions du Panthéon

Dali Misha Touré : *Cicatrices* (2010), auto-édition

Khalid El Bahji : plus d'informations sur le site : www.bigmonday.io

Comment je *résiste* ?

Les institutions et les pouvoirs traditionnels ne soulèvent plus les foules. Le refrain est connu, surtout dans les quartiers populaires. L'engagement y prend pourtant des formes diverses : on cherche à changer la politique, faire face à la justice ou transformer sa vie quotidienne. Nous sommes allés chercher ces poches de résistance où de nouvelles communautés se construisent, là où l'urgence sociale est plus pressante qu'ailleurs.

À Aubervilliers, les habitants veulent prendre la place du politique, qui a trop souvent déçu (p. 86). Comparutions, contrôles de police, le tribunal de Bobigny entretient des liens complexes avec les habitants du coin qui traduisent la défiance entre la justice et les quartiers populaires (p. 94). Dans la banlieue sud de Madrid, Vallecas a fait de la lutte idéologique la raison d'être du quartier, et revendique son indépendance d'esprit face aux institutions centrales (p. 100).

Finel



La politique sur un coin de table

Élections municipales 2014, une liste citoyenne émerge : 100 % Aubervilliers. Deux ans plus tard, ses membres analysent, autour d'un café, l'offre politique de la ville.

Par Sirine AZOUAOU, Charlotte BELAICH et Thibaud LE MENECC

Foudil : Le problème des mouvements citoyens c'est qu'après les élections, ils sont nombreux à se diviser avec l'appât du gain. Les intérêts personnels priment. Nous, on a un leader, mais on est un parti...

- **Khbir-Din** : On n'est pas un parti !
- **Nabila** : On est un collectif, on est super structurés.
- **Khbir-Din** : Il y a une ambiance assez démocratique.

Brasserie *Le Périgord*, en face de la mairie, une table s'anime autour d'un café. « *Ce midi, Meriem Derkaoui a mangé là. Un velouté et une escalope normande !* », envoie le patron depuis le comptoir. Une fois que la maire fraîchement élue quitte les lieux, Foudil, premier arrivé, commande un capuccino. « *Bon j'étais avec les jeunes, donc je suis en mode survêt hein !* » Le rire facile, c'est avec des vannes qu'il accueille ses amis de 100 % Aubervilliers.

Khbir-Din, puis Nabila s'installent autour de la table et commencent à écouter le flot bavard de Foudil. Tous se connaissent de près ou de loin. Ils sont allés à l'école ensemble ou ont travaillé sur des projets associatifs communs. Ils enchaînent histoires de campagne et observations politiques. Tour à tour, blagueurs et révoltés.

Khbir-Din, c'est l'intello de la bande, formé aux sciences politiques à la fac, passé par l'entrepreneuriat. Silencieux au début de la conversation, on ne l'arrête plus à la fin. Il produit en 2011 la fiction-documentaire *Rue des cités*, avec son association, Hors cadre. Nabila est plus discrète, seule fille de la bande pendant les premières semaines du mouvement. Épicerie solidaire, Restos du cœur, le festival Aubercail... Elle chope le virus de l'engagement associatif à quinze ans. À tendance *showman*, Foudil envoie scud sur scud aux politiciens. Comédien, il monte sa compagnie en plus d'être éducateur spécialisé sur son temps libre, dans les quartiers d'Aubervilliers. D'où le survêt...

- **Khbir-Din** : Les gens sont déçus de la politique locale et nationale dans une ville comme Aubervilliers, pauvre, populaire. Les gens sont dans la merde. Là, on discute autour d'un café, mais les gens sont dans la merde !

LE TEMPS DE LA BANLIEUE ROUGE

Aujourd'hui, l'urgence sociale est claire dans ce "village", comme ses 85 000 habitants aiment le décrire. 24 % de chômage, 40 % de pauvres, selon



Au café *Le chien qui fume*, à quelques pas du marché d'Aubervilliers. © *Stine AZOUAOU*

l'Insee. Dans cette commune bouillonnante à dix minutes de Paris, entre Saint-Denis et Pantin, la politique ne fait pas rêver. La preuve, aux dernières municipales, le taux d'abstention s'élève à 57 % contre 36 % en France. Ilyes Ramdani observe la gestion de la ville pour le Bondy Blog. Pour lui, « *les gens veulent une réponse rapide et efficace, et les élus ne la donnent pas* ».

Dans les rues, les habitants sont lassés de la politique ou nostalgiques d'un autre temps. Celui d'une banlieue rouge où des ouvriers de toutes nationalités côtoyaient des cadres. L'identité historique d'Aubervilliers s'est forgée à grands coups industriels, puis à travers les différentes vagues d'immigration. Au fur et à mesure, la population change, les cadres quittent la ville. Le militantisme politique est de plus

en plus délaissé. Encore aujourd'hui, la ville a valeur de symbole pour les communistes. Sur la place de la mairie, un vieil homme s'enorgueillit : « *On est rouge, et on restera rouge !* » Qui pour le contredire ? Pendant soixante ans, la ville ne connaît que des mairies communistes. L'ouvrier résistant André Karman, puis Jack Ralite, figure du PCF et ministre de François Mitterrand, suivi par son beau-fils, Pascal Beaudet. En 2008, pour la première fois depuis plus de quarante ans, Jacques Salvator, vieux routard de la politique et ancien du PSU de Michel Rocard, gagne aux municipales avec une liste indépendante face aux cocos. Le PS et le PCF ont consommé la rupture et ne cessent de se quereller. Depuis janvier et la démission de l'ancien maire Pascal Beaudet, Meriem Derkaoui a un peu changé le schéma. Femme franco-algérienne, arrivée à Aubervilliers il y a dix-sept ans, elle a bonne réputation auprès des habitants. Militante PCF de longue date et première adjointe à la mairie précédente, elle fait toutefois partie de l'appareil communiste. Dans les rues, « *on attend de voir ce qu'elle va faire* ».

Ilyes Ramdani explique : « *On se sépare de la vieille génération, c'est un mouvement de transition charnière où il faut faire émerger de nouvelles figures et le personnel politique local est très pauvre.* »

7 % DES VOIX POUR LA LISTE CITOYENNE

Samir Maizat, enseignant, et Zishan Butt, médecin, tous deux trentenaires engagés dans des associations, nés à Aubervilliers, se retrouvent sur l'idée qu'il faut proposer une alternative. Zishan, médecin style gendre idéal, dirige le mouvement. Il a le déclic politique en 2005, pendant la visite de Nicolas Sarkozy à la cité des 4000 de La Courneuve. « *“On va nettoyer au Kärcher la cité !” Je me suis dit : “C'est incroyable, on est des enfants de la République française.” Il vient dans des quartiers qu'il ne connaît pas et il dit ça !* »

Étudiant à l'époque, Zishan se demande qui le représente politiquement : « *Personne ! C'est des parachutés. La députée d'Aubervilliers, c'est Élisabeth Guigou, elle n'a pas vécu un jour dans un quartier populaire !* » Zishan et Samir se mettent alors en tête de réveiller les gens. « *Quand on dort, on se laisse faire.* »

En quelques semaines, une liste est montée pour les municipales. Samir Maizat brigue le fauteuil de maire, Zishan Butt, le poste de premier adjoint. Khir-Din se souvient : « *Les gens du PS nous ont dit : “À quoi ça sert ? Vous allez faire 1 %, vous allez fausser les résultats.”* » Pour Foudil, les politiciens ont été méprisants. « *Le terrain, c'est nous, ça fait douze ans que je bosse avec les jeunes. Eux, ils ne connaissent pas les problématiques de terrain. Ils nous ont sous-estimé.* » Résultat, 7 % des voix. Un score honorable pour une liste citoyenne, qui crée un peu la surprise. Le journaliste Ilyes Ramdani confirme : « *Ils mettaient des affiches et tu reconnaissais les trois quarts des gens dessus. Ça a ramené un certain nombre de gens à la politique.* »

– **Nabila :** Moi, je pense que beaucoup d'absentionnistes ont voté pour nous.



– **Foudil** : À la fin, Salvator nous a dit : « *C'est une défaite politique, j'en prends conscience.* »

– **Khbir-Din** : On n'a pas de données, c'est un ressenti. C'était à la fois un vote sanction contre la municipalité et contre les deux, PS et PCF parce qu'ils avaient déjà été maires.

Le premier adjoint à la mairie communiste, Anthony Daguet, n'est pourtant pas inquiet. « *On a toujours eu ça, cette idée : "Moi je suis un jeune de quartier, j'ai vécu ici, j'incarne la nouveauté parce que les partis sont discrédités" et en général, ils font 44 voix. 100 % Aubervilliers, c'est différent. Il y a une volonté légitime d'une jeunesse très ancrée dans la ville qui a réussi à se faire entendre.* »

« **ÇA ME FAIT PEUR, LE POUVOIR** »

La mairie reprend à son compte quelques unes de leurs propositions sur la jeunesse et la santé. PCF et PS essaient tous de récupérer quelques personnalités, en offrant des postes à la mairie en cas de victoire.

– **Khbir-Din** : La question s'est posée souvent : « *Après, qu'est-ce que vous faites ?* » Chacun avait son idée. Moi, j'étais un des radicaux. Peu importe le score, on ne rejoint personne.

– **Nabila** : On y a pensé, on s'est dit pourquoi pas aller changer les choses de l'intérieur. Et puis, on s'est mis d'accord pour dire non.

– **Khbir-Din** : Les partis ont les moyens de t'absorber, de te court-circuiter. C'est ça le piège, que tu te dises, non pas nous, ils n'y arriveront pas avec nous !

– **Nabila** : On a finalement décidé de rester indépendants, comme ça on pouvait installer un rapport de force.

Chez tous les membres de 100 % Aubervilliers, il y a cette crainte de la récupération politique, de se faire happer par le plus gros poisson. « *Ça me fait peur le pouvoir, c'est quelque chose de très vicieux* », avoue Zishan. Ils se rassurent en répétant que leur métier et leurs enga-

gements leur permettent de garder les pieds sur terre. À la différence de 100 % Aubervilliers, d'autres personnalités civiles, aux mêmes profils, rejoignent la mairie. Sofienne Kerroumi, associatif devenu adjoint à l'enseignement, n'a sa carte dans aucun parti et n'en veut pas. Il a pourtant décidé d'intégrer la majorité à une condition : avoir des responsabilités. « *Quand on nous propose de faire du concret, c'est un devoir d'y aller.* » Après deux années auprès du PC, il ne regrette pas son choix. « *Est-ce que j'ai le poids qu'il faudrait avoir ? On n'est jamais satisfait mais de manière générale, je pense que je suis plus utile aujourd'hui qu'hier.* » Au départ, tout le monde est à peu près d'accord pour rejoindre le Front de gauche. Les « *radicaux* », comme dit

Khbir-Din, finissent par convaincre les autres, après moult débats. Zishan se questionne. « *Refuser des postes, c'était peut-être un suicide du mouvement car après il faut qu'on continue à exister.* » Difficultés de communi-

cation, manque de temps, 100 % Aubervilliers connaît les mêmes problèmes que tout bon mouvement citoyen. « *La politique, ça ne s'apprend pas comme ça.* » En face de la mairie, Khbir-Din, Nabila et Foudil poursuivent leur analyse politique devant une tasse de café vidée depuis un moment déjà. Ce qu'ils constataient il y a deux ans, ce qui les avait poussé à s'engager, n'a toujours pas changé.

– **Khbir-Din** : Les jeunes ne votent pas, les vieux non plus. Ils galèrent. C'est bien beau d'aller voir quelqu'un et de lui dire « *t'es dans la merde* » quand on ne comprend pas ce que c'est.

– **Foudil** : Ma mère disait aux candidats : « *Pendant les élections on vous voit, le reste du temps, on vous voit jamais.* »

C'est l'un de ces candidats qui, aperçu à travers la vitre du Périgord, interrompt la conversation.

Les partis ont les moyens de t'absorber, de te court-circuiter.

KHIBR-DIN

AUBERVILLIERS

Anthony Daguët, rencontré quelques heures plus tôt dans le local du PC, regarde la tablée, l'air partagé entre amusement et interrogation. À l'intérieur, après quelques éclats de rire, Foudil se décide à sortir. Une bise à "Antho", ex-camarade de classe de Khir-Din et Nabila qui, eux, se contentent de lui sourire de leur chaise. Et la discussion peut reprendre.

— **Khir-Din** : Au premier tour, je leur disais, le 23 mars, tous les gens que tu vois, il y a les trois quarts que tu vois plus du tout. Qui est encore là ?

« Quand ils sont dans l'opposition, les élus sont bons, une fois qu'ils sont dans la majorité, il y a un problème de contact, d'enfermement », explique Ilyes Ramdani. Symbole de cette barrière entre les habitants et leurs représentants, le ruban rouge installé en bas des escaliers qui mènent aux bureaux des élus, au lendemain de l'élection de Pascal Beaudet.

Il y a un problème de contact, d'enfermement.

ILYES RAMDANI

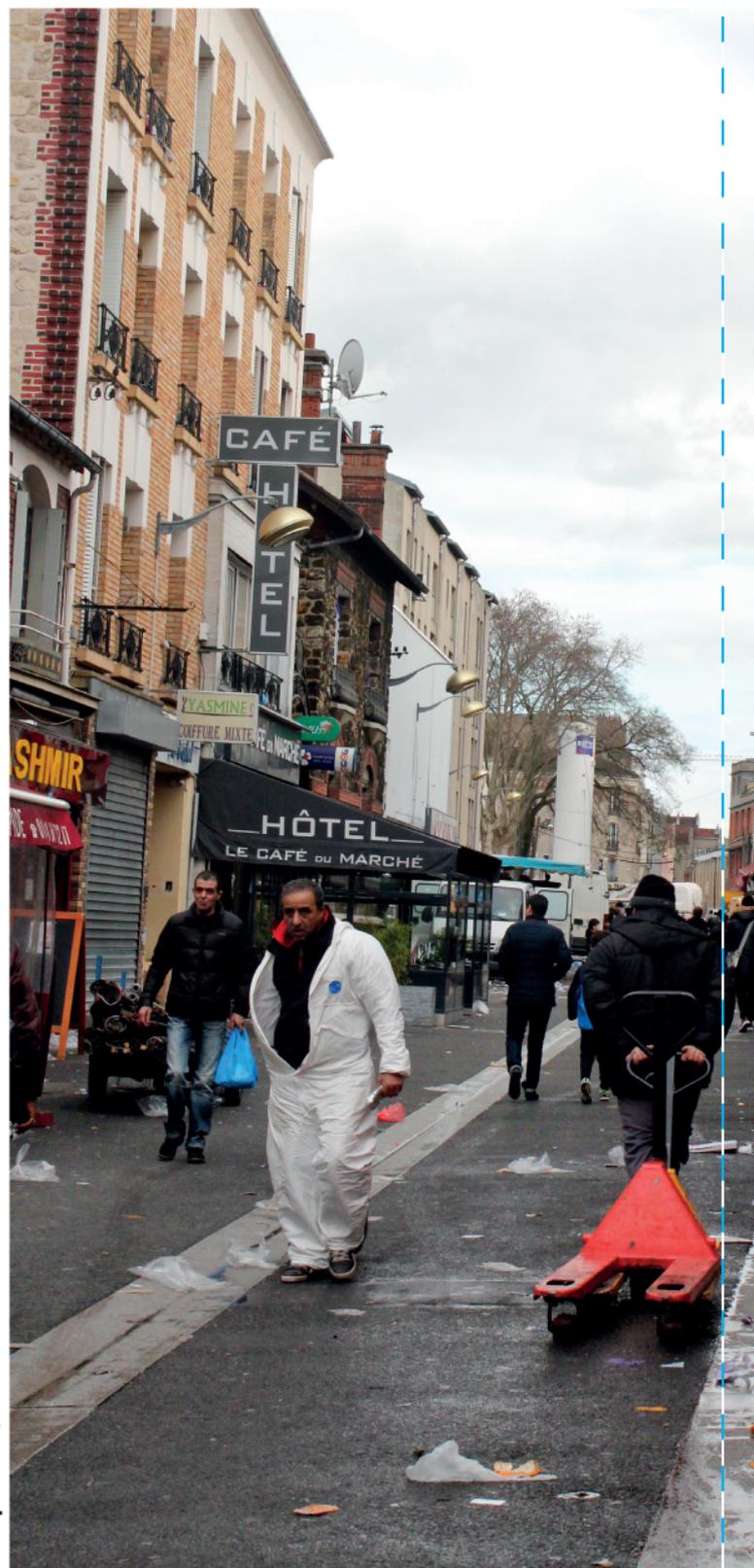
« NÉ COCO QUI MOURRA COCO »

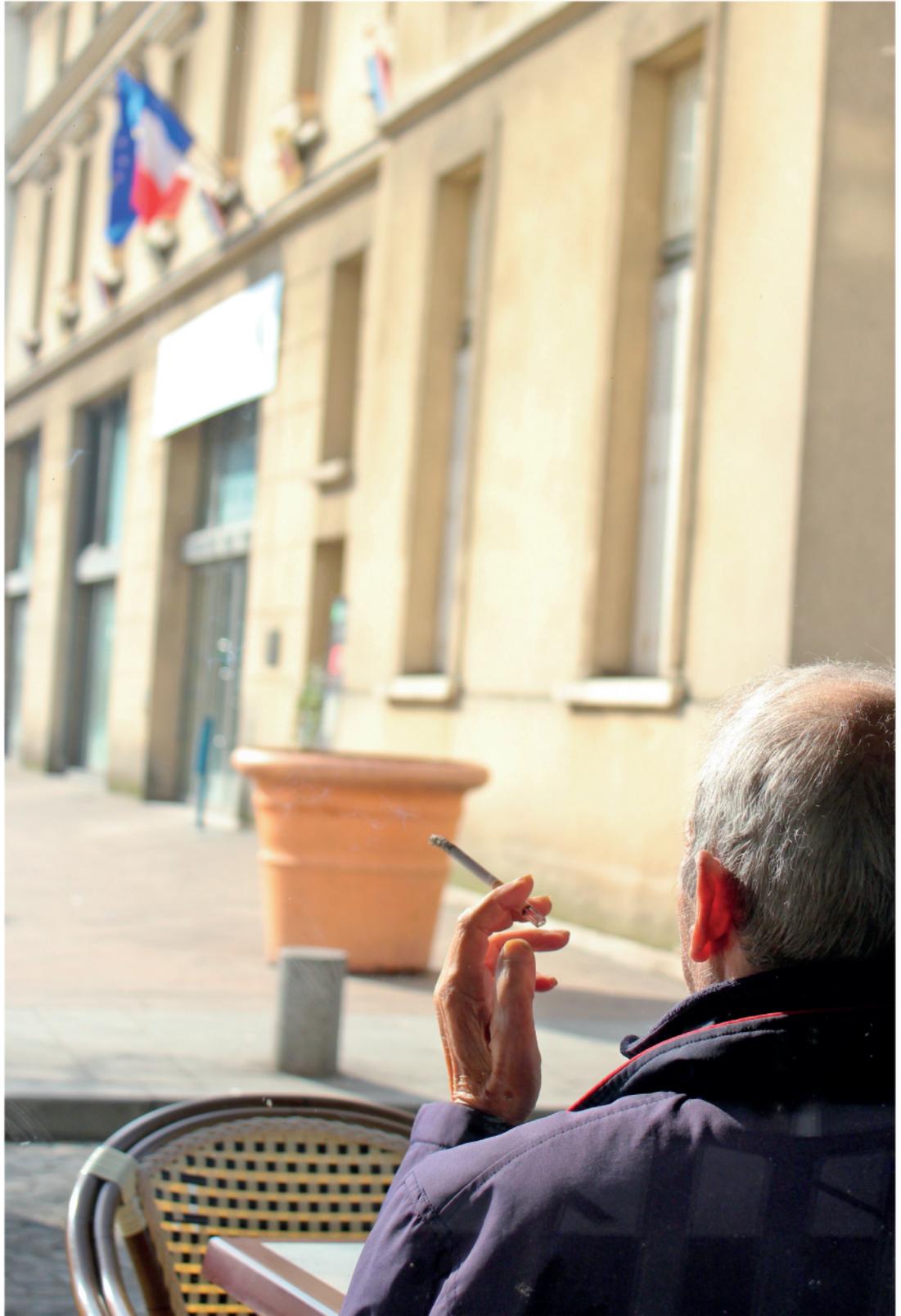
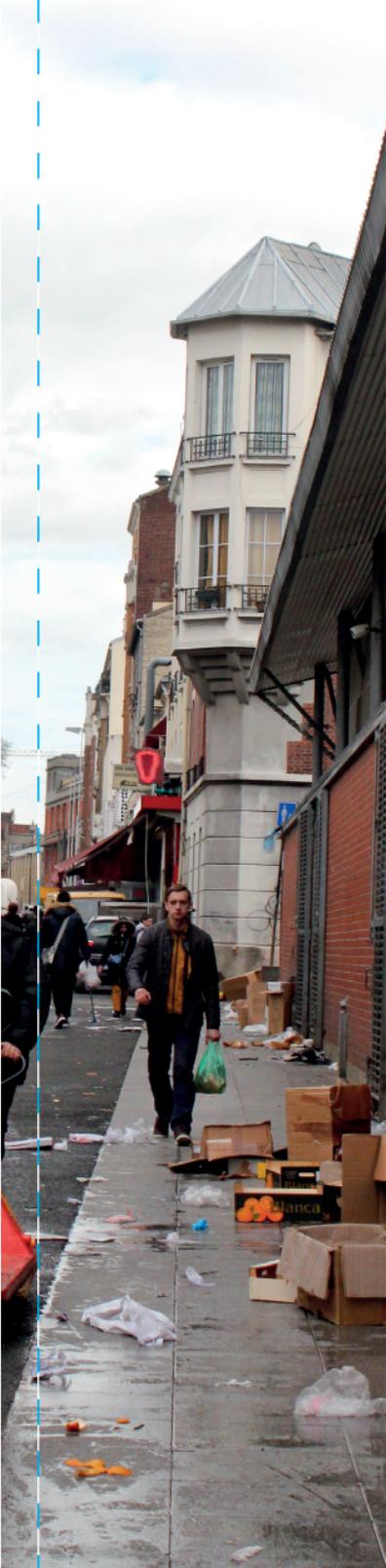
Le ruban ? En aucun cas la manifestation concrète d'une déconnexion, selon Anthony Daguët qui se félicite d'avoir « pacifié le dialogue ». « Le grand bilan du mandat, c'est la concertation, l'écoute, l'échange ! », assure celui qui est aussi secrétaire de section PC, avant de rappeler que les élus arpentent le marché « tous les samedis matin ! »

« Il y a un microcosme qui a des liens forts avec le personnel politique », tempère Ilyes Ramdani. « Deux populations », celle du marché, qui vote encore avec conviction, et l'autre, se côtoient à Aubervilliers. Assis sur la fontaine devant la mairie, juste à côté d'un vendeur de journaux, deux hommes voûtés, discutent, canne à la main. Le premier, « né coco qui mourra coco », se ravit de sa maire communiste après le mandat des socialistes, « ces ●●●

Dans la rue Ferragus et au café Le Périgord.

© Sirine AZOUAQUI





Comment je résiste ? AUBERVILLIERS



Des militants communistes collent des affiches à Aubervilliers. © Sirine AZOUAOUI

●●● *rigolos* ». L'autre, arrivé d'Algérie en 1955, n'a toujours pas le droit de vote. « *On va travailler, on rentre, on mange la gamelle et on s'occupe de rien. On ne va pas au café, on ne parle pas de politique, pas d'histoire.* »

LA VOIX DE LA MINORITÉ SILENCIEUSE

« *Deux populations* » qui semblent se distinguer jusque dans la géographie de la ville. D'un côté, c'est la place de la mairie, ses cafés où l'on discute politique, où l'on marche pendant les élections et où l'on sait parfois même ce que la maire a mangé le midi. De l'autre, des quartiers aux rues désertées, sans cafés ni autres lieux de sociabilité, où l'on imagine mal les élus s'aventurer.

– **Khir-Din** : Nous, on ne savait pas trop où on mettait les pieds mais on voulait faire bouger les choses, porter une voix, celle de ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique actuelle.

– **Foudil** : La minorité silencieuse !

Pour donner une voix à la minorité silencieuse, une méthode a été élaborée : découper Aubervilliers en plusieurs quartiers, y désigner des habitants référents, cibler un problème dans chaque zone et capitaliser dessus. « *On montre aux gens qu'ils ont un réel pouvoir. C'est comme ça que les Noirs américains ont gagné leurs droits à l'époque* », affirme Zishan, avec un brin de fierté. Parmi les actions mise en place : une opération toilettes. « *On avait une école primaire où une porte de toilettes était défectueuse depuis quatre ans. Avec un WC en moins, les autres étaient dégueulasses... donc les enfants se retenaient. Il y a eu des infections urinaires. Un problème comme ça, ça concerne 150 parents ! On a fait un rassemblement devant la mairie. On a mis des toilettes sur la place et des enfants à la queue. 48 heures après, les travaux étaient faits.* »

– **Khir-Din** : On parle de concret. Il y a un problème, il faut le régler. Les gens sont dégoûtés de la politique, ils ne veulent plus entendre parler de la gauche ou de la droite,

que tu dois penser telle ou telle chose selon ton parti. Ils arrivent plus à s'inscrire dans tout ça.

– **Nabila** : D'ailleurs, la préfecture nous a inscrit divers droite, alors que j'avais rempli le fichier sans étiquette. On ne sait pas pourquoi.

– **Khir-Din** : L'administration te demande de rentrer dans une case. Nous, on est humanistes, le cœur de notre idéologie, c'est les habitants. En fait, on est des tiers-mondistes, des non-alignés, on n'est pas dans votre *game* quoi !

Dans la section PC d'Aubervilliers, au contraire, on se garde bien de parier sur la fin des partis et de l'idéologie. « *La politique, c'est des actes concrets OK, mais ils doivent être portés par une propulsion de l'idée* », affirme Anthony Daguet.

UN CONSEIL MUNICIPAL FICTIF

« *Les gens se plaignent des poubelles qui sont dans leur rue et ils répondent : "On va protester contre la baisse des dotations" »*, s'amuse Ilyes Ramdani, en référence au conseil municipal fictif organisé par la mairie pour dénoncer l'assèchement de l'aide de l'État aux collectivités locales. « *100 % Aubervilliers, ils ont pour eux de ne pas être enfermés dans des logiques idéologiques. Ils sont dans le concret.* »

Rarement en effet les ex-candidats s'aventurent au delà du « *concret* ». On discute bien de non cumul des mandats ou encore de transparence – leur « *grande idée* » – mais on évite de parler politique, au sens idéologique. Quitte à ne pas avoir de projet de société à proposer. Peu importe, disent ceux qui ne se voient pas comme des politiques mais plutôt comme de simples habitants qui veulent changer les règles du jeu. Ceux là, comme Foudil, ne rêvent pas de mandats : « *Je ne suis pas un bureaucrate, je veux rester sur le terrain.* » Loin d'eux donc, l'idée d'être élu. Zishan, pourtant, semble vouloir être un peu plus qu'une figure d'avertissement. « *Barack Obama, pour prendre le pouvoir, a fait exactement ce que je fais ici* »,

affirme-t-il sans ciller avant de développer la théorie politique de son maître à penser, le sociologue américain Saul Alinsky. Lancé sur celui qui a inventé le *community organizing* pour aider des habitants de quartiers défavorisés à faire valoir leurs droits, Zishan est difficile à arrêter. *Leaders, organizers, empowerment...* il ne lésine pas sur les anglicismes aux accents marketing pour expliquer sa méthode. L'opération toi-lette ? Elle en est directement inspirée.

« UN HOLD-UP AUX PROCHAINES ÉLECTIONS »

Passées les élections, la stratégie n'a pas changé : organiser des réunions, une à deux fois par mois, pour faire remonter des problèmes, et proposer des actions. Les échéances électorales en tête – pour certains. « *Si l'on prépare notre hold-up, aux prochaines élections, on peut rasfler la mairie au premier tour* », assure Zishan, qui pense aussi à un autre scrutin : les législatives. « *Avec vingt candidats en France, on peut ramasser jusqu'à un million d'euros.* »

Comment ? En se servant des règles du financement des partis, qui reçoivent notamment de l'argent en fonction des résultats de leurs candidats à la députa-

tation*. Penser comme un politicien quitte à transformer un mouvement citoyen en parti comme les autres ? Non, « *rentrer avec les codes de la politique pour casser ces codes. Imaginez, je*

Barack Obama, pour prendre le pouvoir, a fait ce que je fais ici.

ZISHAN, DIRIGEANT

DE 100 % AUBERVILLIERS

« *suis médecin, j'arrive en survêtement Lacoste/casquette, c'est pas possible. Je dois être en blouse blanche* ». Au Périgord, pourtant, on a du mal à imaginer Foudil, en « *mode survêt* », troquer son costume d'éducateur contre celui de politique. ●

* Les partis reçoivent 1,68 euro par an et par voix sur cinq ans à condition de dépasser le seuil de 1 % des suffrages exprimés dans cinquante circonscriptions.

Dépit de justice

À Bobigny, le tribunal de grande instance juge à la chaîne la délinquance ordinaire de Seine-Saint-Denis. Entre habitude et résignation.

Par Axel ROUX et
Maria ZHALGASBAEVA



« **R**angez-ça tout de suite, ou vous partez direct en garde à vue ! » La réplique est arrivée sans prévenir. La mine

déconfitte, l'adolescent range son portable dans les poches de son survêtement, sous l'œil fatigué du policier. Il n'y aura pas de selfie. Au même instant, une autre tête juvénile déboule dans le box des accusés. Deux filles assises dans le public éclatent de rire. Un peu gauche, le jeune homme tente d'esquisser un petit sourire, rapidement contenu par les gros yeux de son avocat.

Dans la salle, une quinzaine de jeunes sont venus assister à l'audience. Comme dans un petit théâtre, chacun joue son rôle. Il y a les habitués, qui commentent les réponses du prévenu aux juges : « *S'il balance, il est mort lui.* » Les potes, qui se bidonnent à la moindre réplique un peu braque à la barre : « *C'était carré, le pétage (1) de la Bac (Brigade anti-criminalité), j'ai rien pu faire.* » Un gosse, un peu paumé, qui imite les plus grands qui rigolent. C'est une pièce ordinaire aux comparutions immédiates du tribunal de grande instance (TGI) de Bobigny.

Un peu en retrait, Alex* observe la scène. Il se lève avant l'entracte du délibéré, direction le parvis, une cigarette aux doigts. De l'extérieur, le tribunal ressemble à un orgue de Barbarie cubiste. Un bloc de brique, de béton et de métal bleu perché en hauteur comme pour mieux dominer la ville.

LA ROUTINE

« *Je suis venu voir mon pote Reda* se faire juger.* » Malgré le froid et le ciel mouillé, Alex grille sa cigarette sans se presser. La veille, c'était lui dans le rôle de l'accusé. Début mars, il se plantait dans un arbre au volant d'une Porsche volée lors d'une course-poursuite avec la Bac. Comme son pote Reda, il vient de fêter ses 18 ans. Il commence sa vie d'adulte avec une peine de huit mois de prison avec sursis, révoquant pendant cinq ans, en plus d'un travail d'intérêt général et d'une obligation à rembourser les réparations. Il y a encore une semaine, les deux compères ne se connaissaient pas. « *On s'est rencontrés en détention provi-*



BOBIGNY

soire, au centre pénitentiaire de Meaux, explique Alex, l'air de rien. *On était voisins de cellule.* »

Aujourd'hui, Reda comparait pour « vol à la portière ». Une technique de voleur à la petite semaine. Depuis l'autoroute A 86, qui passe au pied du tribunal, un scooter piste les voitures, à la recherche de sacs à main laissés sur le siège passager ou la banquette arrière. Au moment des embouteillages ou aux abords d'un feu rouge, un complice ouvre la portière et arrache le magot.

Alex a presque fini sa cigarette. Un peu bêtement, on lui demande combien de fois il est venu au TGI ces six derniers mois. Il lève les yeux au ciel. Répond : « *Au moins cinq. Deux fois comme déferé et trois ou quatre pour des potes du quartier.* » Et lâche dans une dernière bouffée : « *C'est la routine.* »

« ILS SE DISENT QUE LA VIE EST FAITE COMME ÇA »

Dans les bureaux du parquet pour mineurs, la tranquillité des lieux détonne avec l'atmosphère des comparutions immédiates. Dans un semblant de salle d'attente, des Playmobil et des magazines pour enfants sont disposés sur une petite table. Lucille Rouet, substitut du procureur et déléguée du Syndicat de la magistrature (classé à gauche), a accepté de nous recevoir entre deux audiences. Un rendez-vous express à l'image du rythme des affaires traitées au TGI.

Derrière un bureau jonché de piles de dossiers, la magistrate revient sur la particularité d'exercer dans un territoire où reviennent éternellement les mêmes difficultés. Comme on peut s'y attendre dans cette alcôve du tribunal, le ton est policé. « *On est dans un département avec un très fort taux de précarité, où la délinquance monétaire est pour certains une question de survie* », concède d'emblée la magistrate, qui résume le traitement pénal qui y est lié. « *Face à cela, la réponse du parquet est de déferer systématiquement.* » Une mécanique pourtant capable de dérailler : « *On se retrouve confrontés à des vies dans lesquelles un passage en prison n'est pas forcément un événement extraordinaire, admet la magistrate. Parce que c'est un passage limité dans le temps, parce que c'est déjà arrivé aux grands frères... Ils se disent que la vie est*



© Pierre LECORNU



faite comme ça. C'est difficile de donner du sens à la peine après.»

Gilles Barthélémy, chef du service éducatif auprès du tribunal pour enfants (SEAT) du TGI et délégué CFDT, partage à peu près le même ressenti. Sous ses airs de rockeur sur le retour, l'éducateur de la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) a plus de trente ans de carrière en Seine-Saint-Denis et la mémoire chargée d'histoires d'enfances abîmées. « *Notre mission, c'est d'évaluer la situation sociale des mineurs renvoyés devant un juge pour leur permettre de prendre les meilleures décisions.* »

« POURQUOI J'IRAI ME METTRE DANS UN TRACAS PAREIL ? »

Une mission qui ne l'empêche pas de critiquer l'évolution de l'institution judiciaire. Pour l'éducateur, si la prison est devenue une norme dans certains quartiers, c'est aussi la conséquence d'orientations pénales. « *Sur les vingt dernières années, il y a eu toutes sortes de créations législatives qui ont visé à pénaliser les jeunes, et plus particulièrement ceux de banlieue* » – à l'image du délit d'attroupement dans les halls d'immeubles et les cages d'escalier, adopté lorsque Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur. « *Il y a eu une extension du domaine de la loi pour des choses qui étaient auparavant traitées par la société civile* », poursuit l'éducateur, poussant la comparaison avec le roman *La Guerre des boutons*. La bande de gamins risquerait beaucoup plus aujourd'hui à faire les quatre cents coups. « *Maintenant, avec l'arsenal juridique, ces gamins pourraient être placés sous main de justice et d'autres incarcérés.* »

Un durcissement des peines qui ne résoud pas les problèmes, selon Gilles Barthélémy. « *Pour certains, aller en maison d'arrêt, c'est comme obtenir un grade.* » La prison deviendrait alors une habitude, tournant parfois à la posture de fierté. Une attitude désabusée des jeunes, qui ne correspond pas à ce que l'institution attend d'eux. Comme si certains justiciables étaient en définitive inadaptés. « *Ces gamins n'ont pas les codes... La cité, c'est comme une carapace* », regrette Gilles Barthélémy, depuis la coquille de son bureau au TGI.

À l'angle de la promenade Jean-Rostand et de la rue Henri-Langlois, dans le centre de Bobigny, on est à moins de cinq minutes du tribunal. Un quartier admi-

nistratif où l'on trouve des restaurants, des banques et des personnes qui font la queue dans le froid devant l'Office français de l'immigration et de l'intégration. On est à quelques kilomètres de l'épicentre des révoltes urbaines de 2005, déclenchées par la mort de Zyed et Bouna dans un transformateur EDF. Les deux adolescents de Clichy-sous-Bois tentaient de fuir un contrôle de police. L'affaire a été instruite ici, au TGI de Bobigny, avant d'être finalement déménagée à Rennes en 2012 pour raison de « *sûreté publique* ». Plus de 300 kilomètres de distance qui n'ont pas empêché les proches et familles des victimes de venir assister au procès. Sans obtenir gain de cause. Le 18 mai 2015, le tribunal de Rennes suivait les réquisitions du parquet qui réclamait la relaxe des deux policiers poursuivis pour non-assistance à personne en danger. « *C'est aussi avec ce genre de verdict que l'écart se creuse de plus en plus avec la justice* », analyse Nassim Lachelache, porte-parole du collectif Stop le contrôle au faciès, avant de rentrer dans une petite pizzeria du quartier rénové. François Hollande avait promis de lutter contre le délit de faciès lors de sa campagne électorale de 2012. Le projet a été abandonné depuis,

mais le collectif veut remettre le sujet sur la table. Depuis cinq ans, il saisit la justice pour contester les contrôles discriminants qui plombent la vie de certains quartiers. Combattre l'injustice avec les armes de la justice.

Pour certains, aller en maison d'arrêt, c'est comme obtenir un grade.

GILLES BATHÉLÉMY,
ÉDUCATEUR AU TGI

En juin 2015, le collectif a obtenu pour la première fois gain de cause devant la cour d'appel de Paris, qui a reconnu le caractère discriminant de cinq contrôles d'identité. « *Une victoire historique* », tient à insister Nassim Lachelache. En trompe-l'œil, peut-être. En octobre dernier, l'État a décidé de jouer la montre et de se pourvoir en cassation.

L'arme légaliste n'est pas non plus forcément évidente à manier. « *Dans 93 % des cas, les personnes victimes*

BOBIGNY

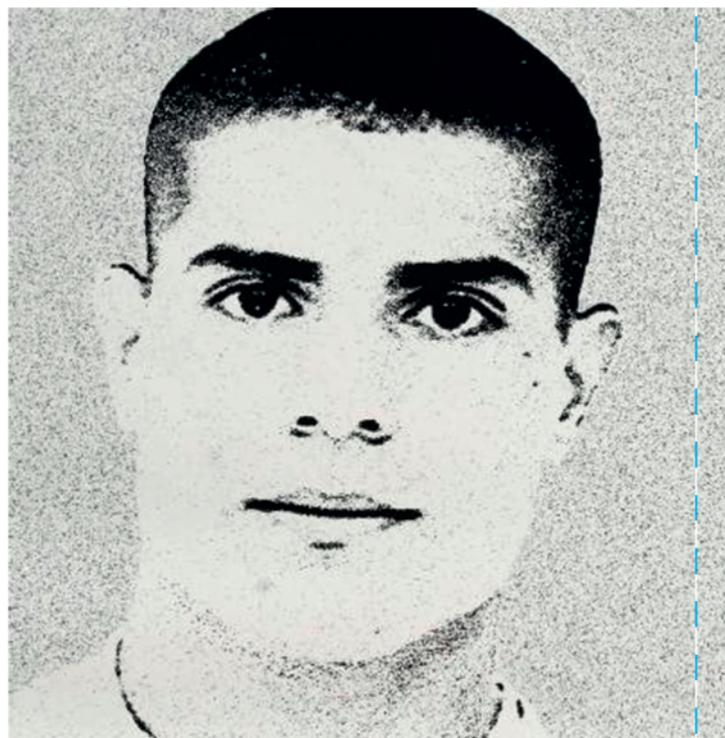
de contrôles abusifs ne veulent pas se tourner vers la justice », assure le porte-parole, qui s'appuie sur un rapport du collectif publié début mars. Difficile de franchir et revendiquer ses droits quand la confiance est rompue. Le collectif n'a pas réussi à mettre fin au cercle vicieux. « C'est de plus en plus difficile de convaincre les gens de porter plainte contre les abus policiers », confesse Nassim Lachelache. « Ils se disent : " Pourquoi j'irais me mettre dans un tracassé pareil ? Je vais aller contester le contrôle devant la justice, ça va me prendre des mois, et tout ça pour rien ?" »

D'autant que certains verdicts viennent renforcer un sentiment de justice à deux vitesses. À l'image, début janvier, de l'acquittement par la cour d'assises de Bobigny d'un policier poursuivi pour avoir tué d'une balle dans le dos un malfaiteur en fuite. Un procès mené en plein état d'urgence, « *contexte où l'État prend toujours le parti de la police* », explique Nassim Lachelache.

OCCUPER LE TERRAIN

Pourtant, le ministère public a fait appel. C'est plutôt le fonctionnement même de la cour d'assises qui permet d'expliquer en partie cet acquittement, où un jury populaire (six membres de la société civile qui n'ont pas accès au dossier de l'affaire et qui siègent aux côtés de trois magistrats professionnels), a décidé, dans un contexte sécuritaire post-attentats, de retenir l'état de légitime défense pour le policier. Mais à Bobigny, comme ailleurs en Île-de-France, la résignation s'est emparée de nombreux citoyens.

Il est bientôt 15 heures dans la cité enclavée du Clos Saint-Lazare, à Stains. Un quartier de Seine-Saint-Denis habitué à la rubrique faits divers dans les colonnes du *Parisien*. Devant le hall d'un bâtiment déginglé, une bande de jeunes trompe l'ennui tandis que d'autres s'entraînent à faire des roues arrière en scooter dans l'allée plus loin. Notre voiture roule au pas. Coup de frein. « *Tiens, Badrou* est là ! C'est un type bien, vous devriez lui parler, il a déjà bien morflé niveau prison.* » Avec son débit mitrailleuse, Rachid Makouche, éducateur de rue, baisse la vitre et tente



de convaincre le jeune de monter avec nous. Sans succès. Laconique, sa collègue Sandrine Meyzindi explique : « *C'est un timide.* »

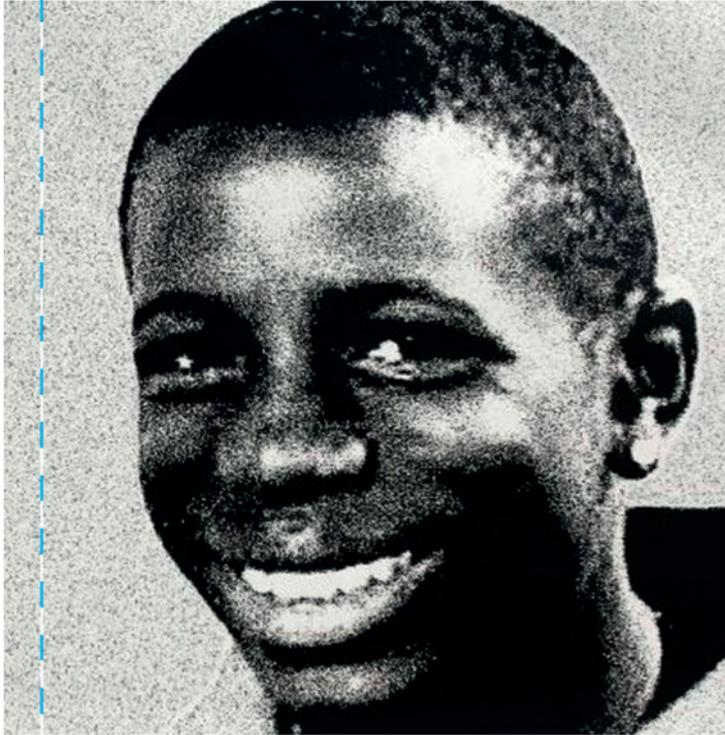
À dix kilomètres au nord du TGI, le binôme du service de prévention spécialisé de La Sauvegarde

**Je suis fatigué
de m'occuper de
gamins qui sortent
de prison sans qu'on
n'ait rien préparé.**

RACHID MAKOUCHE,
ÉDUCATEUR DE RUE

(une association de protection de l'enfance créée en 1968 au moment de la construction du tribunal) est chargé d'aller où plus personne ne va. « *On est les seuls à vraiment occuper le terrain* », concède Rachid Makouche. Mais à

la différence de leurs collègues missionnés par le tribunal, les deux éducateurs de rue interviennent sans mandat judiciaire. Une casquette à laquelle ils tiennent plus que tout. « *Ça nous permet d'avoir une*



Zyed
et Bouna,
morts
en 2005,
à Clichy-
sous-Bois.

© Olivier
LABAN-MATTEI/
AFP

relation de confiance avec les jeunes », lance Sandrine. « De toute façon, le premier qui s'institutionnalise ici, il est foutu », embraye Rachid. Un exercice d'équilibriste au vu de leur mission : « Notre job, c'est d'être une alternative à la rue pour les ramener vers les institutions. » Pour y parvenir, le couple de travailleurs sociaux organise des maraudes et des actions de prévention. « On va au tribunal avec les classes, on fait des procès reconstitués, on les emmène à l'Assemblée... », énumère l'éducateur, qui prévient néanmoins : « On n'est pas que des agents de régulation sociale, la finalité de notre travail, c'est aussi de leur dire : "Vous avez le droit à la santé, à l'éducation, aux loisirs, etc." »

Cet après-midi, les deux éducateurs traînent à la recherche des jeunes du coin. Quand ce n'est pas l'inverse. Cité-jardin, une voiture pile au milieu de la route. « Sandriiiiiiiiiine ! » Musique reggae dancehall à fond, quatre filles hèlent l'éducatrice avant de se mettre à *bouncer* dans une Clio. L'éducatrice éclate de rire et se met à entamer quelques pas synchronisés avant de se raviser instinctivement et de reprendre

son chemin avec une moue inquiète. Ici, loin du tribunal, on parle le même langage que les jeunes. Un langage qui n'est pas jugé inadapté, tant qu'il ne reste qu'un aparté.

« ON VA T'AIDER, T'INQUIÈTE PAS »

Comme la face d'une même pièce, les éducateurs partagent la conviction du collectif Stop le contrôle au faciès, sans toutefois partager les moyens pour y arriver. « La justice doit évoluer, insiste Rachid Makouche. Je suis fatigué de m'occuper de gamins qui sortent de prison sans qu'on n'ait rien préparé. » Un cri du cœur plutôt qu'un cri de détresse pour celui qui rêve encore d'un modèle de société plus à l'écoute des quartiers. Un peu comme avec la police de proximité avant qu'elle ne soit supprimée en 2003. Une présence rassurante « qui donnait le sourire aux mamans », se rappelle l'éducateur, et qui aurait peut-être permis d'éviter le drame de Zyed et Bouna. En attendant, les exercices de conciliation démarrent dès l'école. « On assiste aux conseils de discipline pour aider les parents à mieux les comprendre, explique l'éducateur. Ça permet d'éviter les frustrations. » Dans le couloir d'un collège justement, où la balade du jour prend fin, un jeune, tête baissée, se tient face à son proviseur. « Qu'est-ce que t'as fait ? », s'inquiètent les deux éduc. « Il est intenable en cours », répond le proviseur à la place de l'élève. Avant de poursuivre d'un ton sec : « On t'a suffisamment prévenu, on va finir par ne plus être patient. » L'adolescent, lui, continue de regarder ses pieds. Le proviseur retourne à ses affaires. Rachid et Sandrine restent et commencent à chuchoter avec l'adolescent. Il sort de son sac une convention de stage de troisième. « J'y comprends rien », glisse-t-il désemparé. « On va t'aider, on va t'aider, t'inquiète pas. En attendant, t'arrête les conneries. »

À la sortie, passés les grilles du collège, les deux éducateurs marchent plus lentement. Rachid, le tchatteur, s'est arrêté de parler, comme écrasé par le poids d'un rouleau compresseur. Dans un soupir, il lâche : « Il a déjà été déféré trois fois. La prochaine, c'est la prison pour mineurs. » ●

(1) : L'interpellation.

* Les prénoms ont été modifiés.

Le goût de la **lutte**



Les manifestations et les luttes sociales, voilà ce qui remue les 300 000 habitants de Vallecas. Excentré au sud-est de Madrid, ce quartier pauvre s'est construit à travers la contestation.

Par Maati BARGACH et Hortense de MONTALIVET

Manifestation pour demander la libération du jeune Alfonso Fernandez, militant anti-fasciste condamné à quatre ans de prison.

© Jesús INESTRILLAS GARCÍA

« **P**roxima estación : Alto del Arenal. »
Le signal retentit sur la seule ligne de métro qui relie Vallecas au centre-ville de Madrid. 18 heures : les travailleurs du soir sortent en horde des wagons. Ici, à une dizaine d'arrêts de la Puerta del Sol, les façades sont rouges, comme les idéaux politiques.

Dehors, sur la place de la mairie, la rue gronde. « No al cierre total de la línea 1 » (« *Non à la fermeture totale de la ligne 1* »), scande Solidaridad Obrera, un syndicat ouvrier de la ville, au milieu des drapeaux rouges et noirs. La municipalité veut fermer la ligne de métro pour quatre mois de travaux. Pour les milliers de travailleurs journaliers qui migrent vers le centre, c'est une aberration. Sur le trottoir d'en face, des passants reprennent les slogans. Un jour ordinaire. Depuis toujours, Vallecas proteste contre l'ordre établi.

VALLEKAS LA ROUGE

Tout commence sous la dictature de Franco. Malgré les répressions sanglantes, les ouvriers de ce quartier à tradition communiste se soulèvent contre le régime du caudillo. Ce dernier rattache la commune à Madrid en 1950 pour mieux la contrôler. Depuis la transition démocratique de 1975, Vallecas la rouge n'a rien perdu de sa vigueur.

En 2011, les habitants de Vallecas sont les premiers à rejoindre le mouvement des Indignés, auxquels ils apportent leur savoir-faire de vieux combattants.

DE VALLECAS À VALLEKAS

L'insoumission, Vallecas la porte dans son nom. Autrefois "Villa de Kas", du nom d'un chef arabe expulsé par la Reconquista, la petite ville s'est espagnolisée au fil des siècles. Mais quand Vallecas est annexée par Madrid sous Franco, en 1950, c'en est trop. Pour maintenir leur indépendance, les habitants ressortent le "K" des livres d'histoire. Symbole d'identité et de reconquête, la lettre est aujourd'hui brandie sur les logos des mouvements sociaux émergents : Radio Vallekas, TéléK, Vallekarte, la Confrérie des marins de Vallekas... Le "C" est relégué à l'administration. Vallekas la dissidente est la seule à compter dans le cœur des habitants.

Enfants et petits-enfants de rebelles, les Vallekanos se mêlent aux autres quartiers pour s'insurger contre l'austérité et la corruption, et enfantent un leader. Pablo Iglesias, fondateur du parti Podemos, inspiré de la mobilisation de la Puerta del Sol, est bien connu à Vallecas. Il y a passé son adolescence et connu ses premiers faits d'armes avec les Jeunesses communistes.

Aujourd'hui, le gamin du quartier est le chef de file des députés de ce parti bien ancré à gauche. Aux élections législatives de décembre 2015, il récolte 21 % des suffrages. Ahora Madrid, coalition soutenue par Podemos, avait déjà raflé la capitale aux élections municipales de mai. Après 25 ans de domination de la droite conservatrice, les revendications de Vallecas devaient enfin être entendues du pouvoir central madrilène.

Mais les changements promis n'arrivent pas assez vite au goût de certains. La déscolarisation est toujours aussi massive et les stigmates de la crise économique sont encore profonds. Avec 30 % de chômage, le quartier souffre. Le déséquilibre est particulièrement marquant chez les jeunes. 65 % d'entre eux sont sans emploi, soit 20 points de plus que la moyenne nationale. L'arrivée au pouvoir de la gauche radicale n'a pas émoussé les revendications de Vallecas. Les mobilisations en tout genre se poursuivent. Pour l'instant, les travailleurs ne comptent pas céder sur leur unique ligne de métro.

DES MARINS À LA BARRE

19 h 30. Place de la mairie, la manifestation s'achève. Le cortège s'éparpille dans les premières lueurs des réverbères. Deux jeunes femmes posent leurs banderoles et s'isolent du vent sous la terrasse de la *Frasca*. Elvira et Elisabeth ont leurs habitudes dans ce bar un peu anarchiste qui mélange quinquas et familles autour de tapas offertes avec les boissons. Elles font partie de la Confrérie des marins de Vallekas, qui organise tous les ans la fête du quartier. Ce soir, au premier étage du bar, la bande se réunit comme

(lire la suite page 104) ●●●



Les indignés de Vallekas

« Le combat me conserve »

À 46 ans, elle en fait dix de moins. « *Le combat me conserve* », se désole-t-elle. Arrivée à l'école avec une demi-heure de retard, elle file chercher ses trois garçons dans leurs classes, avant de s'asseoir gracieusement sur une chaise de maternelle.

Le petit dernier sur les genoux, elle évoque son engagement pour la défense de l'école publique de l'Ensanche, « *un district pauvre, humble et maltraité* ». Cette zone du sud-est de Vallekas a été créée dans les années 1990 par les banques, pour devenir la future Silicon Valley de Madrid. Désertée par les investisseurs depuis la crise immobilière de 2008, les logements ont perdu la moitié de leur valeur, les services sociaux sont quasi inexistantes et de nombreux enfants sont déscolarisés. « *Quand je suis arrivée, il n'y avait qu'une école primaire et nulle part où acheter son pain.* » C'est dans ce quartier dortoir - le plus peuplé de Vallekas - qu'ont démarré les « *mareas verdes* » (« *marées vertes* »). Fustigeant les coupes budgétaires de l'Éducation nationale, c'est l'un des premiers mouvements sociaux à déferler sur la Puerta del Sol en 2011. Suzana les a rejoints dès son arrivée, il y a dix ans, à l'Ensanche. Nombreux ont à présent intégré des groupes de travail pour orienter le budget municipal. Une activité de plus dans son triple agenda de prof d'anglais, de littérature espagnole et de directrice d'études dans un collège voisin. Son allure distinguée traduit un passé aisé : « *Je viens d'une famille du parti populaire (PP), très à droite et conservatrice.* » Aujourd'hui, Suzana traîne ses trois garçons dans toutes les manifestations : « *Je veux qu'ils se nourrissent de cet esprit contestataire.* » Le petit dernier quitte son giron pour rejoindre ses frères dans la cour, sa mère le suit des yeux. « *Parfois, je me demande pourquoi je fais tout ça. Certains matins devant la grille de l'école, je me dis que leur vie serait plus simple si j'étais une maman du PP.* » ●



Oscar et Sergio le stagiaire, rois de la bidouille



Suzana et ses garçons. © Hortense de MONTALMET

Cuba Libre

Mercredi, au centre social de la Villana Vallekas, c'est l'assemblée collective de la Plateforme des victimes aux hypothèques (Pah). Un mouvement national, particulièrement actif à Vallekas. Délia, une doyenne, a enfin réussi à prendre la parole au milieu du brouhaha, pour lancer l'invitation à son déjeuner cubain. « *Venez nombreux dimanche, le mojito sera à deux euros, c'est pour nous aider à payer les factures.* » À la Pah, les déjeuners solidaires font partie des actions lancées dans la foulée de la crise immobilière. Monter des opérations anti-expulsions, négocier avec les banques, occuper des sites illégalement et assurer le relogement, c'est une chose. Après, il faut

Média de résistance

« *O*n ne t'a jamais appris à régler une vieille cam à la fac ? », s'amuse Oscar, en traficotant fils et boutons avec adresse. Sergio, le stagiaire en audiovisuel, bafouille : « *Putain d'université qui nous pompe du fric et ne nous apprend rien !* » Ce n'est pas à TéléK qu'on juge ses compétences. Ici, tout se bricole. « *N'importe qui peut faire une émission. Ce vieux matos sert d'arsenal technique à tous ceux qui veulent faire bouger les lignes !* », explique Oscar. Sergio acquiesce. Enfant de Vallecas, ça fait déjà un bout de temps

qu'il entendait les « vieux » discuter entre eux de ce média de quartier. Créée en 1992, la petite chaîne gérée par et pour des citoyens hébergeait l'émission de Pablo Iglesias quand il n'était pas encore le célèbre leader du parti Podemos. Elle s'est muée en média de résistance après le passage des Indignés.

Sergio revendique fièrement les valeurs de TéléK : indépendance, participation, horizontalité. Des préceptes qui correspondent à ses opinions politiques. « *Informar, c'est d'abord un métier de citoyen. Pas besoin d'être un grand média pour expliquer ce que l'on vit* », assène le jeune homme de 22 ans. « *Aujourd'hui, je ne lis plus les journaux. Ils vendent du morbide, pas de la vie.* » Et justement, la vie en Espagne, il l'aimerait plus florissante. Il rêve d'un système plus moderne, pire, d'une République ! « *La monarchie est une idée féodale dépassée, comme la tauromachie. Débarassons-nous de ces traditions conservatrices.* »

Autour d'une bière, Sergio parle de sa fierté de vivre à Vallecas, la « *luchadora* », comme il l'appelle (NDLR : « *la battante* »). Et de la nécessité de croire en Podemos pour que le changement arrive. En attendant la révolution, il reste pragmatique : « *Mon seul rêve pour l'instant, c'est d'avoir un travail et je sens qu'il faudra voyager pour le trouver.* » Avant de revenir à TéléK comme volontaire, sur les traces d'Oscar. ●

trouver les moyens d'assurer le suivi. Trois jours pour organiser un banquet, ça laisse même un peu de temps à Délia pour réviser quelques pas de salsa cubaine. La petite île de Fidel, elle et son mari Alberto, l'ont quittée il y a trente ans pour couler des jours meilleurs à Vallecas. L'éclatement de la bulle immobilière est passée par là, l'hypothèque aussi. Après 2009, impossible pour Délia de rembourser son emprunt immobilier. Comme des milliers d'Espagnols désespérés, elle s'est réfugiée à la Pah. Au bout de plusieurs mois, les bénévoles ont gagné : Délia n'a pas eu à rembourser les impayés. En janvier dernier, la famille a intégré un logement social. Dimanche, devant sa grosse marmite qui peine à

cuire le porc sur son réchaud de fortune, Délia est stressée. Les convives mettent du temps à arriver ! Elle réfléchit. À cinq euros minimum le repas, les consommations en plus, elle pourra peut-être même réussir à économiser un peu. À 16 heures, les tables de fortune sont collées les unes aux autres. Au bar, Alberto sert les mojitos. À ses côtés, Monica et Lucia, ses petites-filles, découpent la menthe et versent le rhum. Les billets tombent dans la corbeille. À la Pah, plus on aide, plus on est soutenu. Quelques pas de danse et les *yucas* digérés, Délia lève son verre. D'une voix tremblotante, elle entame les premières notes du célèbre Hasta Siempre de Cardone, détachant chaque syllabe. « *El amor revolucionario.* » ●

chez TéléK.

Délia (en rouge à gauche) et sa famille pour le déjeuner solidaire à la PAH. © Meati BARGACH

●●● tous les jeudis. À chaque édition son thème de lutte. L'année dernière, le slogan « *Alfon Libertad* » a fédéré le quartier pour demander la libération d'Alfonso Fernandez, l'adolescent condamné à quatre ans de prison pour détention d'explosifs lors d'une grève générale en 2012. Cette année, le cri de ralliement sera : « *Bouge-toi pour ton métro !* » Ici, même les festivités s'imprègnent de la contestation ambiante. La mousse glacée des bières Mahou Clasica coule entre les doigts des vieux loups de mer. Des marins à Vallecas, alors que plus de 400 kilomètres éloignent le quartier de la côte, quelle drôle d'idée ! « *Eh oui, madame, en juillet, Vallecas se transforme en port !* », raconte Elisabeth, enjouée et poétique, au milieu des chamailleries. *C'est une utopie, un rêve qui est devenu un moteur de lutte.* » Chaque année, cette joyeuse bande d'une quinzaine de grands enfants, tempes

grisonnantes et joints à la bouche, se mobilise pour organiser une fête aux allures de carnaval populaire. À l'appel de la confrérie, des dizaines de mouvements sociaux et les associations du quartier se ruent sur un terrain vague pour parti-

ciper à une bataille d'eau géante. Les idées fusent pour illustrer le thème de l'année. « *Il nous faut un logo fort ! Un truc drôle, qui exprime à la fois nos chimères et nos luttes* », lance Elvira à l'assemblée indisciplinée.

21 heures. Le losange du métro madrilène frappé d'une tête de mort pirate recueille la majorité des rires enthousiastes. Plusieurs réunions suivront celle-ci jusqu'en juillet. Excentrée, enclavée entre des autoroutes et des lignes de chemin de fer, la Vallecas de 2016 s'accroche à son métro comme un marin à sa barre. Retranchés sur le pont, fiers de leurs utopies et de leurs luttes, les habitants protègent encore et toujours leur bastion comme d'irréductibles flibustiers. Les drapeaux noirs et rouges ont été repliés. Jusqu'au prochain motif d'insurrection. ●

Il nous faut un truc drôle, qui exprime à la fois nos chimères et nos luttes.

ELVIRA

Jésus vote à gauche

Anti-canonique, anti-dogmatique, sociale, politique, ouvrière : la paroisse San Carlos Borromeo et son drôle de curé s'inscrivent dans la tradition de lutte de Vallecas. Depuis les années 1980, ils mêlent leurs revendications à leur foi.

Ne vous y trompez pas, ce vieux hangar couvert de tags, au bord d'un terrain vague, n'est pas un squat. Au milieu d'un « *Libertad* » en lettres géantes et multicolores, une vieille porte en bois surmontée d'une croix. Nous sommes dans un lieu de culte. À chaque nouvelle lutte, les murs de l'église San Carlos Borromeo se parent des revendications de Vallecas. Les plus récentes invitent à soutenir les réfugiés. Dans la petite chapelle, derrière l'autel, on aperçoit la photo d'un migrant en pleurs à la droite d'un Christ en croix. En mars 2016, son prêtre battait le pavé aux côtés des manifestants contre l'accord de l'Espagne et la Turquie autorisant les expulsions massives. Une église à l'image de Vallecas, toujours révoltée.

« L'AUTORITÉ, C'EST LE PEUPLE »

Construite en 1980, l'église a d'abord œuvré auprès des toxicomanes avant de multiplier ses engagements. En 2004, la paroisse est confiée au prêtre Javier Baeza. Dans son bureau, des dessins d'enfants réfugiés tapissent les murs. Le couloir qui y mène ressemble à la salle d'attente d'un centre social. Hommes et femmes désœuvrés attendent de parler au padre. Asile, conseil, réconfort, visite des prisonniers et des hôpitaux, secours matériel...



« Une lutte n'en annule pas une autre », tonne le curé. Il accueille chez lui sept réfugiés et deux SDF. Les pauvres ne restent pas aux portes de l'église, « ils vivent avec nous ». La paroisse s'est imprégnée des sursauts contestataires du quartier, jusqu'à les intégrer dans ses missions œcuméniques.

Ici, les messes sont participatives. Pas de prêche magistral, chacun y commente l'Évangile librement. Le message du Christ y est appliqué à la sauce communiste : « La Bible nous parle d'une autorité commune collective. L'autorité, c'est le peuple. Lutte ouvrière et Évangile visent le même but : la libération », assène-t-il en tapant du poing. S'il reconnaît de facto l'autorité du Pape, il estime que le Vatican n'a pas le monopole de l'interprétation de la parole divine.

CATHOLICISME PUNK

Cet anti-canonisme, le curé le pousse à l'extrême. Anti-système, il ne porte pas la soutane, et ne cache pas qu'il a des rapports sexuels. Plus encore : il marie les couples homosexuels. Des Évangiles, il retient le « aimez-vous les uns les autres ». Sans s'encombrer des règles immuables

censées régir les mœurs et les sentiments. « Vous croyez vraiment que si Jésus revenait, il interdirait l'amour entre deux femmes et ne se prononcerait pas sur l'énergie atomique ? », argumente-t-il.

Le dimanche à la messe, corbeilles en osier et gobelets ont remplacé calices et patènes en métal précieux. À la place de l'hostie, les fidèles se partagent une grosse miche de pain préparée par une habitante. Une autre est allée acheter le vin chez l'épicier chinois voisin. Père Javier défend ces manières peu orthodoxes : « La messe reproduit le dernier repas du Christ avec ses apôtres. Si Jésus a offert un gueuleton, ce n'est pas pour laisser mes ouailles le ventre vide. »

Son insolence lui a valu les foudres des autorités religieuses. En 2006, l'Église espagnole a même tenté de fermer la paroisse. Mais la pression des habitants et des médias locaux l'en ont dissuadé. Javier Baeza est lui régulièrement menacé d'excommunication. « Vous êtes un miracle du point de vue social, mais une aberration théologique », gronde l'archevêque de Madrid. Vallecas contre le pouvoir central. Encore et toujours. ●

Dans l'église, une fresque géante avec un Christ nu et un ancien protégé de la paroisse, mort du SIDA.

© Hortense de MONTALVET

Les journalistes vus par les quartiers

Qu'elles soient le fruit des trahisons médiatiques passées ou la manifestation d'une curiosité, les réactions des habitants à notre démarche d'étudiants journalistes ont été diverses.

AUBERVILLIERS

« NE FAITES PAS COMME VOS COLLÈGUES, HEIN ! »

Nous sommes arrivés à Aubervilliers au lendemain de la diffusion d'« Ultra délinquance », un reportage sur la criminalité dans un quartier de la ville, dans l'émission de TF1 *Sept à huit*. L'ambiance oscillait entre colère et résignation. Colère de ne

Quand les journalistes voient un barbu dans la rue, tout de suite, ils pensent que ses amis sont djihadistes.

JOHAN LEMAN, PRÉSIDENT DE FOYER, À MOLENBEEK

aussi comme exemple le tournage d'un sujet de France 2 sur la violence des quartiers, où les journalistes auraient filmé une fausse transaction ailleurs qu'à Aubervilliers pour illustrer leur propos « déjà fixé ». C'est ce cliché qu'il a fallu battre en brèche (« Ne faites pas comme vos collègues, hein ! »). Le

voir la ville que sous cet angle-là, résignation de ne pas pouvoir faire le poids par rapport aux chaînes de télé nationales. Les membres de la liste citoyenne 100 % Aubervilliers prenaient

fait d'être encore étudiants a sans doute joué en notre faveur pour avoir la confiance des habitants et libérer la parole.

MOLENBEEK

« DES HUMAINS OU DES SAUVAGES »

Sur le marché de Molenbeek, peu importe la question, les refus se sont enchaînés. « Je n'étais pas là pendant les attentats, j'étais à l'étranger », fut l'un des leitmotifs des habitants. Nous avons l'impression d'être des policiers. Après les attentats de novembre, les médias ont envahi la commune, précédés par les forces de l'ordre, les chiens et les perquisitions. « RTBF, BBC, même les télé coréennes étaient là », nous a raconté Jamal Habbachich, président d'une mosquée. « C'est violent. Ils viennent voir si on est des humains ou des sauvages. » Un avis partagé par Johan Leman, de l'association Foyer : « Quand les journalistes voient un barbu dans la rue, tout de suite, ils lui tendent un micro. Ils pensent que ses amis sont djihadistes. » A contrario des habitants, les médias, les associations molenbeekoises se sont montrées plus aidantes. Grâce à elles, nous avons pu finalement parler avec les habitants.

MANCHESTER

« QUAND ON A REÇU VOTRE MAIL, ON ÉTAIT TRÈS EXCITÉS ! »

C'est simple : sur les dizaines de personnes avec qui nous avons conversé, pas une n'a refusé de nous parler. Toutes semblaient étonnées et heureuses de voir que des journalistes français s'intéressent à eux, comme Scott-T-Berry, le directeur d'un théâtre de la banlieue de Salford : « Quand on a reçu votre mail, on était très excités ! » Il est probable que notre profil de *frenchie* à l'accent ingrat ait joué en notre faveur. À noter que l'état de la presse française intéresse outre-

Manche : James, agent de Peter Hook du groupe Joy Division, nous a parlé de « *l'indépendance relative* » des groupes médiatiques dans l'Hexagone. Pour lui, seul « *fucking Le Monde* » est digne de confiance. Ceci explique sans doute pourquoi il a fait croire à Peter Hook que nous travaillions pour ce journal.

AJACCIO

« LES JOURNALISTES SONT UNE SALE RACE »

Arrivés dans la cité des Jardins de l'Empereur, nous souhaitions parler aux responsables de l'association du quartier. Refus. « *Certains se sont beaucoup exprimés dans les médias. Ils ont reçu des menaces de mort* », nous a raconté, gênée, Nassira, une bénévole. Depuis les violences de décembre, les journalistes se sont succédé, ce qui a profondément marqué les Corses. Un homme s'est confié à nous : « *La dernière fois que j'ai vu un journaliste avec sa caméra devant le lycée de ma fille, je lui ai dit : "Si je te revois, je te frappe."* »

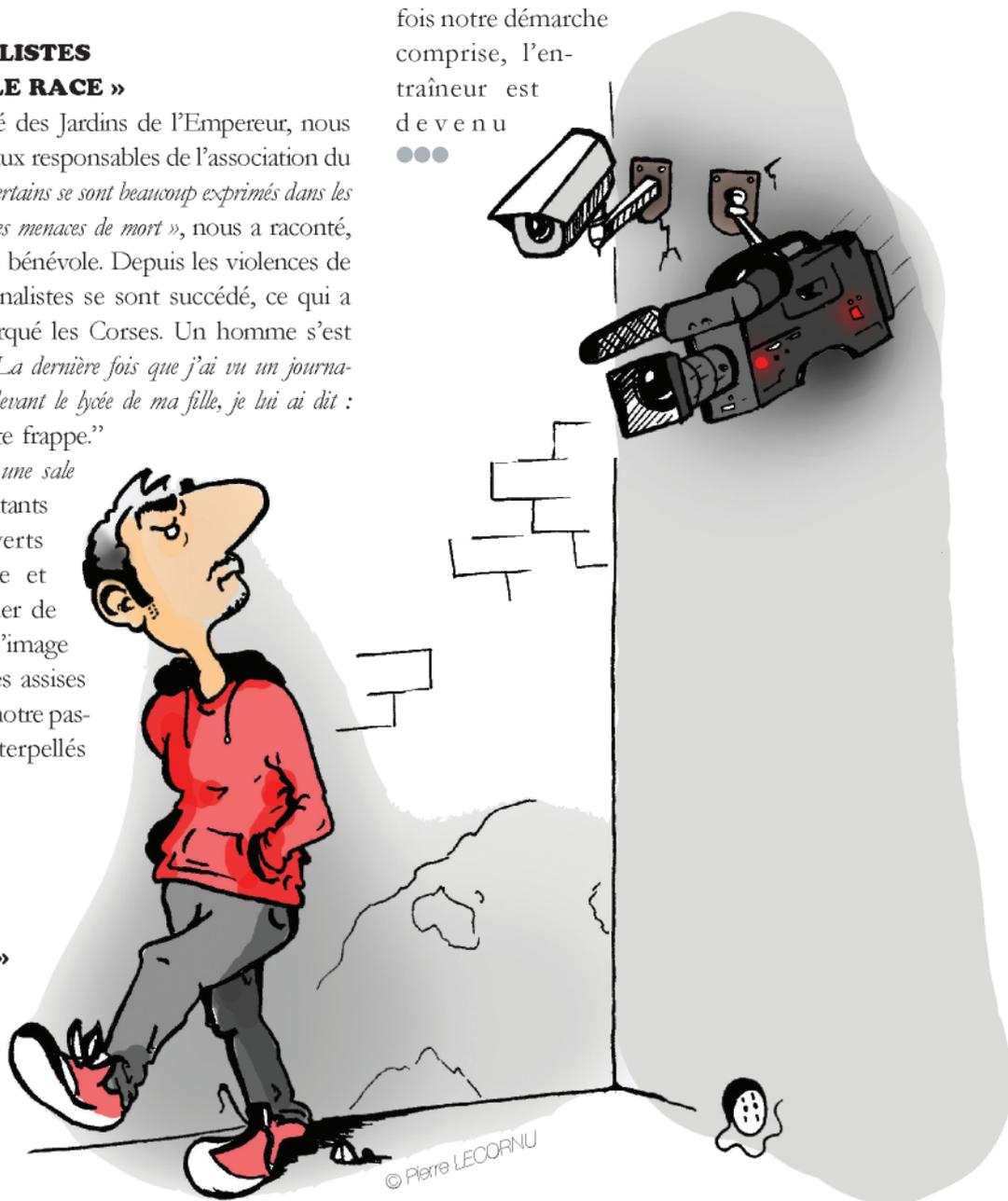
Les journalistes sont une sale race. » D'autres habitants étaient plus ouverts à notre démarche et parlaient du quartier de façon apaisée. À l'image de trois petites filles assises sur un banc qui, à notre passage, nous ont interpellés avec le sourire.

MONTPELLIER

« ILS POURRISSENT LE QUARTIER »

Les habitants du Petit-Bard souffrent de la mauvaise réputation de leur quartier, et beaucoup l'attri-

buent aux médias locaux. Au club de football, notre interlocuteur s'est d'abord montré méfiant : il y a quelques années, une journaliste l'avait approché pour rencontrer les joueuses, dans le cadre d'un article « *sur la place des femmes dans le quartier* ». En fin de compte, elle avait écrit un article exclusivement sur le voile. Une fois notre démarche comprise, l'entraîneur est devenu



●●● notre principal allié dans le quartier en distribuant les contacts. De manière générale, la méfiance ne résiste pas au dialogue. En une semaine de reportage, seul un homme croisé au snack du quartier s'est montré agressif, éructant contre les « sales journalistes » qui pourrissent le quartier.

VALLECAS

« NE SOYEZ PAS COMME EUX »

Ni méfiance, ni agacement, ni impatience. Les habitants de Vallecas nous ont toujours répondu très vite et gentiment. Certains nous ont remerciés pour l'intérêt qu'on leur portait. Une méfiance envers les médias existe, mais elle concerne les médias nationaux espagnols. Passer une semaine avec les habitants, vivre à leur rythme, participer aux activités sans préjugé et être là aux réunions politiques leur a donné la sensation que nous n'étions pas là simplement pour « prendre » mais aussi pour « donner ». Elizabeth Lorenzi, une anthropologue, nous avait prévenus : « Ici, les médias viennent pour nous consommer. S'il vous plaît, ne soyez pas comme eux. »

LA CASTELLANE

« ILS PENSENT QUE VOUS ÊTES DES RG »

La Casté, c'est le quartier médiatique par excellence. Des barres d'immeubles, des CRS et surtout un trafic de drogues légendaire. Les habitants nous ont confié leur impression pénible d'être des animaux dans un zoo. La méfiance est immense, du côté des habitants mais aussi des dealers. Si vous prenez des photos sans être accompagné par quelqu'un du quartier, ils peuvent vous confondre avec la police. C'est ce qui nous est arrivé. Le journal *La Provence* a publié un article sur nous plus tôt que prévu, donnant le nom de la mère qui nous ouvrait sa maison et le numéro de son bâtiment. Le directeur du centre social nous a convoqués. « Des jeunes vous cherchent, ils pensent que vous êtes des renseignements. » Jeudi, le centre social nous a demandé de faire nos valises. Les mamans craignaient d'être prises pour cible. Mais la famille qui nous a accueillies préférerait qu'on reste. Preuve que la fracture n'est pas irréductible. ●

Reporters, au-delà du périph'

Contre la fracture entre journalistes et banlieusards, des médias participatifs voient le jour et proposent des formations pour intégrer la profession.

« Journaliste » : homme blanc de 45 ans issu de la classe moyenne supérieure et passé par une école reconnue par la profession. Tel est le portrait-robot dressé cette année encore par l'Observatoire des métiers de la presse. Est-il le mieux placé pour aborder certains sujets ? Parler des banlieues quand il habite en centre-ville ? Parler de la jeunesse quand il a connu les Trente Glorieuses ?

Les médias se posent la question, à l'image de Rue89. Sa rédaction de Strasbourg achève une expérience de délocalisation en banlieue. Quatre journalistes ont passé un mois à HautePierre, quartier de 15 000 âmes de l'ouest de l'agglomération strasbourgeoise. « L'expérience nous a essentiellement permis de mettre en place un embryon de réseau d'informateurs », regrette Pierre France, le rédacteur en chef. Une initiative louable mais symbolique.

Pour donner réellement la parole aux oubliés de l'info, des dizaines de médias de proximité ont fleuri dans les banlieues, au cours de la dernière décennie. Parmi eux, l'association Reporter Citoyen a décidé de ne pas s'arrêter à la production de contenus. Née de l'union des compétences de LaTéléLibre et de l'École des métiers de l'information, elle forme des jeunes de 18 à 30 ans au journalisme. « Il s'agit plus de leur donner les clés pour se lancer ensuite », tempère Sabah Rahmani, coordinatrice de la formation. La troisième promotion de 35 élèves est en cours de recrutement. Seule condition : résider



Le Bondy Blog, pionnier des médias de quartier. © BONDY BLOG

dans une des zones prioritaires des villes sélectionnées. Au bout de trois ans d'accompagnement à temps partiel, les apprentis pourront piger ou s'inscrire dans une école classique. Si tous ne feront pas du journalisme, beaucoup en retiennent l'aspect citoyen. « Certains anciens élèves montent des radios ou tout type d'association dans leur quartier d'origine », précise-t-elle.

« LE JOURNALISME, C'EST COMME LA MUSIQUE »

Du côté du Bondy Blog, on va plus loin. Né à la suite des émeutes de 2005, il fait office de vétéran dans la galaxie de médias alternatifs. « À la base, on voulait simplement donner la parole à des jeunes qui avaient envie d'en découdre. L'opportunité d'écrire sur leur vie. Il y avait un vrai déficit », explique Nordine Nabili, le directeur. Très vite le blog grandit et développe une activité de formation : l'école du blog. « C'est la porte d'entrée pour pouvoir travailler avec nous. » L'ambition ? Donner les outils de base sur la forme pour ensuite bousculer les codes sur le fond. « Le journalisme, c'est comme la musique. Tu dois d'abord apprendre le solfège, après tu en fais ce que tu veux. » En 2009, le blog met en place la Prépa « égalité des chances » avec l'École supérieure de journalisme de Lille dans le but d'aider des jeunes défavorisés à intégrer les écoles de journalisme reconnues. Mais certains, à l'image de Mehdi Meklat et Badrouline Saïd Abdallah, notamment chroniqueurs à France Inter, ont fait leur trou sans passer par l'étape école.

D'ailleurs, les grands médias regardent de plus en plus vers ces nouveaux journalistes. De *Libération* à *Mediapart*, tout le monde y va de son partenariat avec un média de quartier. Un engouement qui laisse perplexe Erwan Ruty, fondateur de *Presse & Cité*, syndicat qui fédère une vingtaine de médias alternatifs. « Pour beaucoup de ces journaux, travailler avec les quartiers est un alibi, une façade, estime-t-il. C'est une manière de dire au public : "Regardez, on a conscience de la fracture entre journalisme et habitants des quartiers." » Malgré cette ouverture affichée, il estime que les jeunes issus des quartiers se heurteront toujours à un plafond de verre : « Quand ils réussissent à intégrer une rédaction, il sont souvent cantonnés au rôle de caution banlieue. »

RELÉGITIMER LA PAROLE MÉDIATIQUE

C'est dans ce contexte que *Street Press* se pose en alternative. Lancé en 2009, ce pure player axé culture urbaine croit en la dimension participative. Environ 20 % de ses publications proviennent des contributeurs.

En plus d'avoir lancé sa propre formation, la *Street School*, il ouvre ses conférences de rédaction aux non-journalistes désireux de réaliser un reportage. « C'est une richesse éditoriale, explique le rédacteur en chef, Mathieu Molard. Sous l'état d'urgence par exemple, une contributrice a proposé un reportage dans un centre d'accueil pour femmes voilées. Sans elle, on n'aurait sans doute pas pensé à le traiter sous cet angle. »

De son côté, la contributrice a bénéficié de l'accompagnement de la rédaction pour préparer et réaliser son reportage. Si de telles actions permettent de relégitimer la parole médiatique, « elles ne peuvent fonctionner que dans les petites structures », estime Mathieu Molard. Pourtant, le succès de *Street Press* le montre bien : les nouvelles façons de voir et raconter le monde sont à la mode. D'autres comme le magazine *Society*, fondé en mars 2015, l'ont bien compris : une approche originale des sujets permet d'offrir une complémentarité aux médias classiques. « Et ça passe par une diversification des profils. Espérons que le recrutement des grandes rédactions évolue aussi dans ce sens », souhaite Mathieu Molard. ●

Simon PRIGENT

Tours au futur

À quoi ressembleront nos familières barres d'immeubles dans 200 ans ?

Ou dans 20 000 ans ?

Projetons-nous dans l'avenir...

Texte par Quentin VASSEUR

Dessins par Hélène VASSEUR-BESSIÈRE



Le premier *Vogue* de l'**AN 2036** est formel : la tendance est à l'ancien. Les années 1970

sont de retour, et, avec elles, les grands ensembles. Le désuet devient cosu, le délabré est #ChicAuthentique. On prise les immeubles « *décrépis, mais pas trop* », une espèce de vétusté pittoresque.

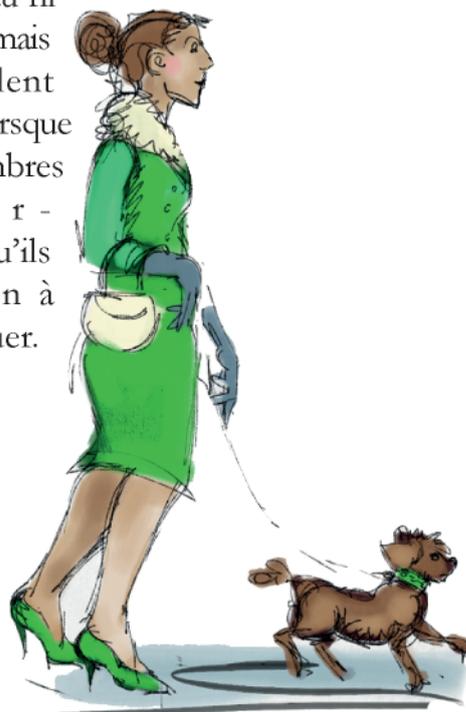
Question confort, bobos du futur et vieux couples nostalgiques sont prêts à quelques sacrifices.

Les quartiers se transforment sous l'effet d'une gentrification galopante.

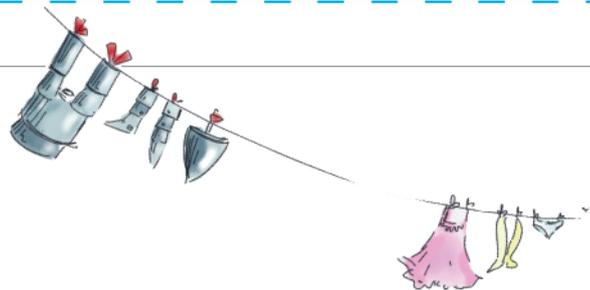
Sarcelles compte une demi-douzaine de Starbucks et le Mirail



toulousain ouvre un énième Apple Store. Chaque quartier accueille son propre marché bio, où des milliers de jeunes BCBG se pressent tous les dimanches. Les étals de quinoa sans gluten et de thé à l'eucalyptus sont assaillis et voient leur stock écoulé dans la demi-heure. Quelques groupes de rap naissent au fil des mois, mais s'essoufflent aussitôt lorsque leurs membres s'aperçoivent qu'ils n'ont rien à revendiquer.



Difficile à croire, mais la vie dans les hauteurs serait apparemment toxique pour la santé. D'après les scientifiques, la pollution de l'air est fatale à qui vivrait trop longtemps à plus de quinze mètres d'altitude. On imaginait l'avenir sous la forme de villes aux tours interminables, finalement l'AN 2216 se vit en rase-motte. Pour les humains, du moins, car les barres de béton sont converties en dortoirs pour robots-ouvriers. S'ensuit, pour quelques décennies, la routine harassante du métro, boulot, mode auto. Les cités se peuplent de ces automates aux gestes précis et à la carcasse en titane.

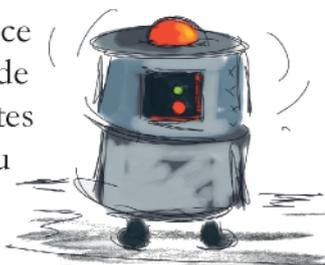


se rebelle, et les rues résonnent de milliers de tintements furieux. Cling, cling, entend-on sous les fenêtres de l'Élysée. Congés, retraites, maintenances régulières et entretien de leur habitat, les boîtes de conserve sont dures en affaire, et l'État ploie. SF100-Δ, robot-ménager anormalement sagace et chef de la contestation, dépose les armes et devient six mois plus tard le premier député de la « minorité non vivante » en France.



Loin, bien loin de leurs cousins androïdes qui font office de bourgeoisie robotique, ceux-là ne quittent l'usine que pour rouiller, le soir venu, dans les taudis qu'ils habitent.

Rien d'étonnant à ce que ce méca-prolétariat sorte de ses gonds. Voitures volantes déboulonnées, graffitis au laser de soude... Le bas de l'échelle mécanique

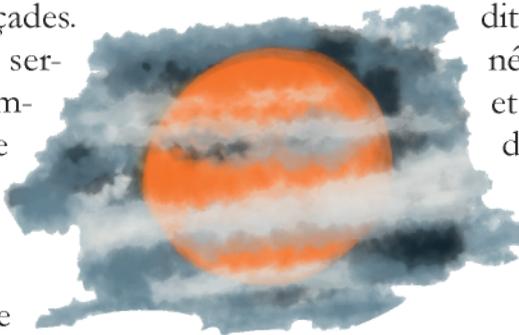


L'un des grands mystères de l'humanité est sur le point d'être résolu. En l'AN 4016, les historiens pensent avoir

découvert à quoi servaient ces mystérieux immeubles retrouvés en périphérie des villes. La civilisation d'antan n'a guère laissé d'indices sur son règne, à l'exception de millions de disques durs, compacts ou digitaux démagnétisés au bout d'un demi-siècle. Le « secret des tours » semblait perdu ●●●



●●● à jamais. Jusqu'au jour où un maître de conférence à la Grande Université du Saint-Empire Eurasiatique s'est penché sur le pan d'un mur fraîchement exhumé dans la région parisienne. Ce vestige orné d'une obscure inscription au feutre porte les mêmes mots en différents dialectes disparus, dont le français. Cette nouvelle pierre de Rosette lui aurait permis de déchiffrer les étranges graphies recouvrant des milliers de façades. Selon l'archéologue, les HLM servaient d'immenses relais de communication. Leur but était de connecter ces cités antiques au réseau Wi-Fi. Ses détracteurs ne manquent pas, et certains prétendent au contraire que ces constructions servaient de logement. La communauté scientifique leur rit au nez. Ridicule, leur répond-on, aucun être humain ne pourrait vivre dans des lieux aussi inadaptés.



Si les écrans fonctionnaient encore, sans doute afficheraient-ils l'AN 22016.

Non pas que les quelques millions d'humains restants connaissent le sens de ces chiffres : ils sont les lointains descendants des Terriens restés sur la planète lorsque leurs pairs se sont tournés vers les étoiles. Au fil des millénaires, les savoirs se sont perdus. Les flammes de la guerre et le retour de la peste noire ont ravagé ce qu'il restait du monde. Voilà les survivants errant en haillons, tour à tour prédateurs et proies d'une faune hostile à leur survie. Au milieu des ruines, les derniers humains ont redécouvert le feu et l'écriture.

Des rumeurs se répandent. Il existe, dit-on, d'immenses tours façonnées jadis par les dieux. Hommes et femmes se rassemblent autour des rares édifices restés debout et s'établissent. Les hameaux deviennent de grandes villes au sein desquelles s'organise une vie religieuse : des fêtes et des rites sont célébrés au pied du temple de béton. Les mots qui ornent leurs murs sont interprétés comme les fondements de nouveaux commandements, variant d'une cité à l'autre. Clichy et Fréjus s'affrontent aussi violemment que le faisaient Rome et Carthage, depuis longtemps oubliées. Leurs empires finissent par s'étendre à toute l'Europe, l'un et l'autre bénis par leur grand monolithe. ●

